

20150

Le Monde

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14580 - 6 F

MERCREDI 25 DÉCEMBRE 1991

BOURSE ★
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Dans l'attente de sa démission

Ultimes tractations sur l'avenir de M. Mikhaïl Gorbatchev

Feu l'URSS

L'URSS est morte, vive la Russie ! Le communiqué commun publié lundi 23 décembre par la Communauté européenne, comme les déclarations faites le même jour à la Maison Blanche, valent reconnaissance « de facto » de la République que préside M. Boris Eltsine comme Etat succédant légalement à feu l'Union soviétique.

Les Occidentaux admettent ainsi, entre autres, que la Russie prenne la place de l'URSS comme membre permanent du Conseil de sécurité à l'ONU et dans les négociations où l'Union soviétique était encore impliquée; les ambassades occidentales dans l'ex-URSS deviendront ambassades en Russie. Des missions diplomatiques s'ouvriront ensuite dans les autres Républiques lorsqu'elles obtiendront leur reconnaissance. C'est la conséquence de la victoire que M. Boris Eltsine a obtenue à Alma-Ata, une victoire dont les Occidentaux semblent ainsi se satisfaire, parce que ce scénario est de loin le plus simple de tous ceux qui se pouvaient concevoir.

DEPUIS des mois, l'Europe et les Etats-Unis préparaient pour le maintien d'une « autorité centrale » dans ce qui succéderait à l'Union soviétique en voie de désintégration. Mais ils eurent beau faire leur possible pour maintenir en état de survie artificielle un président soviétique de plus en plus affaibli, ils ne pouvaient ignorer que l'avènement d'une nouvelle « union » de caractère étatique était des plus aléatoires, voire assez illusoire. Il fallait une rupture.

Elle a été scellée à Alma-Ata, dans la mesure où la Communauté des Etats indépendants (CEI) n'a pas les attributs d'un Etat. Il n'y a plus de citoyenneté ni de diplomatie uniques et très peu d'institutions communes. Mais cette rupture avec l'ancienne Union connaît deux exceptions majeures, essentielles aux yeux des Occidentaux et les seules en vérité qu'ils réclamaient vraiment : le nucléaire et la dette.

L'ENGAGEMENT pris par les représentants des Républiques, le 28 octobre, d'honorer solidairement la dette de l'Union soviétique est consigné dans les accords d'Alma-Ata. Surtout, ces accords formalisent des promesses données jusque-là dans le désordre à propos des armements, notamment l'engagement de respecter les accords internationaux souscrits par l'URSS. Ils distinguent aussi les responsabilités particulières de la Russie dans le domaine nucléaire, même si tous les problèmes, de ce point de vue, n'ont pas encore trouvé leur solution et qu'une négociation reste à mener, dont la conclusion est annoncée pour le 30 décembre.

Les accords d'Alma-Ata ne règlent pas tout (M. James Baker n'a même pas caché qu'il ne donnait pas cher de l'avenir de la CEI); mais ils représentent un effort d'organisation de la succession, à l'inverse de ce qui s'est produit en Yougoslavie. Devant l'énorme incertitude que représente le désamusement de l'empire soviétique, les Occidentaux ont choisi de retenir les aspects positifs de ces accords plutôt que leurs imperfections, et de ne pas laisser s'installer à la place de l'URSS un vide d'une autre ampleur que celui qui a remplacé la petite Fédération yougoslave - un abîme.

M0147 - 1225 0 - 6.00 F



Après un entretien de huit heures avec M. Eltsine, lundi 23 décembre, M. Gorbatchev a annoncé qu'il prendrait une décision sur son avenir personnel dans « les deux prochains jours » selon l'agence Interfax. La CEE s'est félicitée lundi soir de la création de la Communauté des Etats indépendants (CEI) et a demandé que la Russie exerce toutes les responsabilités assumées par l'ex-URSS. En Géorgie, les affrontements entre adversaires et partisans du président Gamsakhourdia se poursuivent. Le dernier bilan fait état d'une trentaine de morts.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

« Je ferai part de ma décision dans les deux prochains jours », a déclaré, lundi 23 décembre, M. Mikhaïl Gorbatchev, cité par l'agence Interfax, en parlant au téléphone avec le premier ministre britannique M. John Major. Pour lui donner cette précision, M. Gorbatchev a interrompu une réunion au Kremlin avec M. Boris Eltsine, la première entre les deux hommes depuis une semaine, lorsqu'il avait été annoncé que l'URSS cesserait

officiellement d'exister à la fin de l'année. Mais cette fois leur réunion, à laquelle s'est rapidement joint M. Alexandre Iakovlev, le doyen des conseillers de la présidence, a duré toute la journée - huit heures, a précisé l'agence Interfax.

Selon un des porte-parole de M. Gorbatchev, ils ont discuté « du sort des centaines de personnes qui travaillent dans l'appareil présidentiel et, bien sûr, du sort du président [Gorbatchev] lui-même ».

SOPHIE SHIHAB

Lire la suite et nos informations page 3

Les élections législatives en Algérie



Lire page 5 les articles de JACQUES DE BARRIN et de GEORGES MARION

POINT

Trente ans après, l'Algérie participera, jeudi 26 décembre, au premier tour des premières élections législatives pluralistes depuis l'indépendance du pays en 1962.

Page 6

Les samaritains du métro

A l'initiative de la RATP, éducateurs et assistants sociaux viennent en aide aux sans-abri réfugiés dans le sous-sol parisien

par Eric Inciyan

Les voyageurs ont failli piétiner la forme recroquevillée au bas de l'escalier. Coups d'œil en biais vers les mots écrits sur un bout de carton : « J'ai honte, mais j'ai faim ». Un enfant a jeté trois pièces jaunes données par sa maman. La foule a fait un écart pour continuer son chemin. Scène ordinaire du métro parisien.

Hélène s'est accroupie près de l'homme cassé : « Je suis éducatrice de métro, je peux vous aider. » Sans relever la tête, il a murmuré son histoire. Henri a trente-cinq ans et sa « mauvaise passe » dure depuis deux mois. Non, il ne boit pas. Oui, il connaît les adresses « qu'on se refait entre voisins » : celles où l'on donne une soupe chaude et l'on casse-croûte, celles des « ver-ticaires » où l'on prend une douche et des habits, celles des

foyers d'accueil où il passe ses nuits. Comme les autres naufragés du métro, Henri survit au jour le jour. Il n'a plus de papiers d'identité et, parce qu'il est « SDF » (sans domicile fixe), la police refuse de lui procurer une attestation de perte (sous prétexte de lutter contre un florissant trafic de documents volés).

Il n'a plus de travail et son BTS de gestion ne lui sert plus à rien depuis qu'il a été condamné pour une affaire de chèques en bois. Henri se dit « prêt à n'importe quel boulot » et voudrait bénéficier du RMI. Comment faire ? Quand Hélène lui parle d'un rendez-vous avec un assistant social de la RATP, quand elle lui explique qu'une association peut lui servir de boîte postale afin d'obtenir de nouveaux papiers, l'homme cassé relève enfin la tête. En une année, plus de six cents marginaux du métro ont été ainsi touchés par les édu-

cateurs de la RATP. Ceux-ci arpentent les quais et les stations à la recherche de « clients » qui, disent-ils, sont incapables de faire une démarche volontaire vers les services sociaux.

Chaque éducateur a son « truc » pour les repérer : les chaussettes grises de saleté qui tombent dans des chaussures exténuées, la noirceur des mains et des ongles, les vêtements récupérés en vestiaire, passés de modes et dépareillés, trop grands ou trop petits. Lancée par le comité de prévention et de sécurité de la Régie, que préside le commissaire Gérard d'Andréa, l'opération « Coup de pouce » vient compléter un dispositif aussi répressif qu'adapté : ramassés pour une nuit par les « bleus » de la préfecture de police, les « indésirables » du métro avaient vite fait de régner leur ciel de faïence.

Lire la suite page 9

Les négociations de l'Uruguay Round

Commerce : le différend euro-américain s'aggrave

Le différend s'accroît entre l'Europe et les Etats-Unis dans les discussions de l'Uruguay Round. Le conseil des ministres du commerce extérieur de la CEE, réuni lundi 23 décembre à Bruxelles, a rejeté à la quasi-unanimité le projet de compromis sur les négociations commerciales multilatérales élaboré par M. Arthur Dunkel, directeur général du GATT. Ce rejet satisfait plus les Français que les Britanniques. Aux Etats-Unis, l'administration reste favorable au compromis, contrairement aux milieux économiques.

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

« Le projet [présenté par M. Arthur Dunkel, directeur général du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) et citoyen suisse] est globalement déséquilibré. Dans la mesure où il met en cause les fondements de la politique agricole de la Communauté, il n'est pas acceptable et doit donc être modifié... Des efforts véritables devront être obtenus de nos principaux partenaires, en particulier des Etats-Unis et du Japon... »

Cette réaction du conseil des ministres des Douze, réuni lundi 23 décembre à Bruxelles, montre bien que - sans fermer la porte à la négociation ni même formellement rejeter le « papier Dunkel » - il estime, à la quasi-unanimité, que ce texte ne constitue pas, dans cet état, une base convenable pour continuer les pourparlers. Son chapitre agricole, qualifié, on l'a vu, d'« inacceptable », a été particulièrement critiqué.

PHILIPPE LEMAITRE

Lire page 15 la suite et les articles

d'ALAIN FRACHON et de FRANÇOIS GROSCHARD

Nouveaux accords sur les dépenses de santé

Après les biologistes et les ambulanciers, c'est la tour des infirmières libérales et des cliniques privées. M. Bruno Dureux, ministre délégué à la santé, a annoncé lundi 23 décembre la signature d'accords pour la limitation des dépenses de santé. Les syndicats de médecins, avec lesquels les négociations sont suspendues, se trouvent ainsi isolés.

Lire page 15 l'article de JEAN-MICHEL NORMAND

Révélation sur la Stasi

La police politique du régime communiste d'Allemagne de l'Est avait réussi à infiltrer les milieux dissidents de Berlin-Est ? L'une des ligues de la dissidence, M. Vera Wollenberger, vient d'apprendre que son man avait collaboré avec la Stasi.

Lire page 20 l'article de HENRI DE BRESSON

SCIENTES - MÉDECINE

■ CLIO, laser à électrons libres, prend des couleurs.
■ Herbes folles. ■ Mucoviscidose : l'approche génétique.

pages 10 et 12

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 20

Insaisissable Europe

Pour l'ancien directeur de la revue « Esprit » l'« européanité » doit préserver les capacités autonomes des nations, leur style particulier de citoyenneté et de solidarité

par Paul Thibaud

Si la discussion sur l'Europe a du mal à s'enclencher, entre une méfiance refoulée et une adhésion conformiste, si l'ambiguïté de base (fédéralisme ou internationalisme) n'arrive pas à se traduire en une alternative politique, c'est que la Communauté, agencée par des diplomates dans une pénombre protectrice, enchaînement de compromis qui abritent des arrière-pensées contradictoires, est, comme dit Jacques Delors, un objet politique non identifié. Et de ce qui n'est pas identifié comment pourrait-on discuter ? Faute de voir clair dans ce bricolage continué, est empiement de solutions circonstancielles, on lui prête une cohérence légendaire, on le sacralise. Parce qu'elle n'est pas le produit de grands débats

mais de petites décisions, parce que toutes les forces politiques ont pris part à une étape de ce long compromis, et qu'elles ne savent plus ce que, du résultat obtenu, elles ont voulu ou non, l'Europe échappe à l'analyse critique. Elle est devenue puissante tout en restant insaisissable.

La question préalable au débat est donc de savoir si on peut rendre l'Europe politiquement saisissable, la sortir des arcanes diplomatiques, expliciter les divergences à son sujet, instaurer une vie politique européenne, au lieu de chercher chaque fois, comme à Maastricht, encore, un « succès », c'est-à-dire un compromis que chacun interprète à sa manière (Angleterre : 3 - France : 0, ou l'inverse). Il y aura une vie politique européenne quand, à propos de telle décision,

des camps se formeront dont l'un avouera qu'il a perdu, et préparera sa revanche. Quand, aussi, l'Europe telle qu'on la fabrique n'étant pas présumée massivement cohérente, il y aura un autre débat que celui des enthousiastes et des réticents.

Lire la suite page 2

Lire également

■ Le précédent de 1972 souligne les risques d'un référendum sur les accords de Maastricht par ANDRÉ PASSERON

■ L'initiative de sept députés socialistes pour la confédération. page 7

Le Monde
EDITIONS

L'histoire va-t-elle trop vite dans l'ex-Union soviétique ?

Bernard Guetta ÉLOGE DE LA TORTUE

L'URSS de Gorbatchev

Un regard équilibré qui ne pourra que déplaire à nombre de soviétologues français.

R.S. Karol (Le Nouvel Observateur)

Son essai est l'un des mieux informés (...) Bernard Guetta est excellent (...) Belle leçon de journalisme.

Pierre Daix (Le Quotidien de Paris)

Guetta nous raconte l'URSS de Gorbatchev en en sortant le sens. Il ne s'est pas trompé. La suite l'a montré.

Jean-Marcel Bongueron (L'Événement du Jeudi)

EN VENTE EN LIBRAIRIE

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,80 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 700 mc; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Frédéric, 9 F; Côte d'Ivoire, 485 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 180 PTA; Grèce, 85 p.; Irlande, 1,20 £; Italie, 2,20 L; Luxembourg, 42 F.; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 Fl.; Portugal, 170 ESC; Suède, 450 F CFA; Suisse, 1,50 SFR; USA, 1,50 \$; USA (pays), 2,50 \$.

ÉTRANGER

La création de la CEI

La CEE reconnaît la Russie comme l'héritière de l'URSS

La Communauté européenne a enregistré « avec satisfaction », lundi 23 décembre, la création de la Communauté d'États indépendants (CEI) issue de l'ex-Union soviétique. Les Douze ont également reconnu de facto la Russie, lui réservant une place particulière dans leur déclaration commune.

Dans un communiqué diffusé lundi soir à La Haye, sur « le statut futur de la Russie et d'autres anciennes Républiques soviétiques », la Communauté européenne établit, en effet, une distinction nette entre la Fédération de Russie et les autres Républiques membres de la CEI. Les Douze estiment que « les droits et obligations internationaux de l'ancienne URSS, y compris ceux découlant de la Charte des Nations unies, continueront d'être exercés par la Russie ».

Les pays de la Communauté européenne « accueillent favorablement l'acceptation par le gouvernement russe de ces engagements et responsabilités » et « continueront de traiter avec la Russie en prenant en compte les modifications de son statut constitutionnel ».

Les Douze ne placent pas les dix autres Républiques sur le même pied que la Russie comme le souligne le communiqué : « La Communauté et ses États membres sont prêts à reconnaître les autres Républiques constituant la Communauté (CEI) dès qu'ils auront reçu de ces Républiques les assurances qu'elles seront prêtes à remplir les critères adoptés le 16 décembre par les ministres des affaires étrangères de la CEE pour la reconnaissance de nouveaux États en Europe de l'Est et en Union soviétique ».

Ces Républiques devront notamment respecter les « obligations internationales découlant des traités et accords conclus par l'Union soviétique, incluant la ratification et la pleine application du traité CFE [sur les armes conventionnelles] par les Républiques auxquelles s'applique ce traité ».

Les États-Unis ont également l'intention de reconnaître de la même façon la Russie en tant qu'héritière au premier chef de l'ex-URSS. Le président Bush a décidé, après une discussion téléphonique de vingt-cinq minutes avec le président russe Boris Eltsine, de le faire au lendemain de Noël, jeudi 26 décembre.

« Ce sera une reconnaissance de facto, ce qui signifie que nous reconnaissons la Russie en tant

qu'État successeur de l'Union soviétique », ont déclaré lundi des responsables de l'administration américaine : « En conséquence, elle aura les droits et les privilèges de l'ancienne Union soviétique. » Selon certaines sources diplomatiques américaines, cela veut notamment dire que la Russie coparrainera les négociations de paix sur le Proche-Orient avec les États-Unis.

La vague de reconnaissance s'étend jusqu'à la Suisse en passant par l'Autriche et Cuba. Fidel Castro, quoique « triste » face aux événements survenus dans l'ex-Union soviétique, a annoncé son intention de reconnaître « tous les États indépendants, les anciennes Républiques de l'URSS ». (AFP, AP, Reuters.)

Ultimes tractations

Suite de la première page

Ce porte-parole, M. Vladimir Tournine, a confirmé ce qu'écrivait déjà la presse : un président sans emploi dans un État qui n'existe plus pourrait, comme l'avait fait M. Édouard Chevardnadze, prendre la tête d'un institut de prévisions politiques, celui qu'il a appelé la « Fondation Gorbatchev » lorsqu'il l'avait créé fin août, après le putsch raté. Cet institut fonctionne déjà avec deux cents personnes dans les vastes locaux de l'ancienne école du PCUS pour les cadres étrangers et avait même la promesse d'une participation à ses travaux de M^{me} Margaret Thatcher.

Le président vaincu, « humilié » comme il l'a avoué lui-même au cours d'un des entretiens qu'il continue de donner aux médias soviétiques et étrangers, a fourni une autre indication à M. Major : il appelle désormais les puissances étrangères à soutenir les nouveaux États indépendants ex-soviétiques, « et surtout la Russie et ses dirigeants qui assument le rôle de locomotive des transformations démocratiques ». Les Occidentaux n'avaient pas attendu l'accord de M. Gorbatchev pour annoncer qu'ils allaient reconnaître les nouveaux États et leur « communauté », mais la bénédiction de l'ex-président devrait leur faciliter la tâche.

Aucune force organisée

D'autant plus qu'une sorte de transmission formelle des pouvoirs entre les institutions soviétiques et russes doit avoir lieu « dans les prochains jours », annonce, lundi, lors d'une conférence de presse à Moscou, M. Guennadi Bourboulis, le bras droit de M. Eltsine au gouvernement russe. Mais cette transmission sera tout autre chose que ce que souhaitait M. Gorbatchev, lequel appelait encore samedi à une réunion du Parlement soviétique pour que la transi-

tion soit assurée « de façon constitutionnelle ». Lundi, M. Gorbatchev en était réduit, disait-on à Moscou, à négocier avec M. Eltsine la transmission la plus large possible d'une allocation télévisée qu'il entend faire pour annoncer sa démission.

En tout cas, M. Gorbatchev a assuré M. Major, toujours selon Interfax, que lui-même et M. Eltsine « s'accordent sur la responsabilité qu'ils portent » concernant la stabilité intérieure et extérieure de l'ex-URSS. Alors que M. Eltsine et ses collègues ne cessent de répéter que M. Gorbatchev n'a plus aucune responsabilité et que son avenir ne concerne que lui-même, l'ex-président soviétique signale ainsi qu'il n'entend pas, comme le lui avait publiquement conseillé le maire de Saint-Petersbourg, M. Anatoli Sobtchak, « prendre la tête de l'opposition » et en recueillir, à terme, les dividendes.

Un super-ministère russe de la sécurité

M. Gorbatchev devra s'en expliquer publiquement, mais, en retardant jour après jour l'annonce de sa « décision », il surveille les réactions des uns et des autres et montre qu'il n'a pas renoncé à jouer un rôle politique, comme il l'affirmait dimanche à une télévision américaine. Pour l'instant, il est vrai, il ne peut compter sur aucune force organisée : nul des opposants multiformes à Boris Eltsine n'a encore annoncé vouloir comme allié un ex-président dont le départ n'attriste « ni ses collègues politiques ni le peuple », comme l'écrit samedi le quotidien moscovite l'Indépendant.

Tout en s'efforçant de régler les problèmes d'intendance, MM. Eltsine et Gorbatchev devaient avoir l'esprit fixé sur les conflits qui resurgissent entre les plus proches collaborateurs du président de Russie. Tout semble tourner autour de la création par M. Boris Eltsine, à la veille du sommet d'Alma-Ata, du super-ministère de la sécurité dominant à l'ancien

ministre de l'Intérieur de Russie, M. Viktor Barannikov, autorisé sur toutes les structures ayant succédé au KGB et sur les ministères de l'Intérieur ex-soviétique et russe (le Monde du 21 décembre).

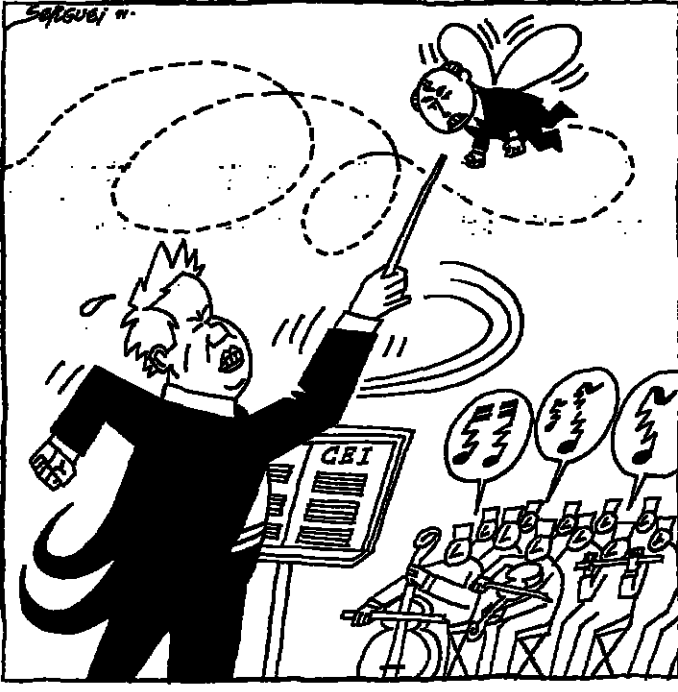
Selon Interfax, cette décision a été prise sur l'insistance personnelle de M. Barannikov, contre l'avis de M. Bourboulis, le numéro deux du gouvernement russe, et malgré la crainte exprimée par la presse russe de voir ressusciter l'appareil totalitaire d'autan. Des commissions parlementaires devaient entamer mardi la contre-attaque envisagée lors d'une session, prévue pour le lendemain, du Parlement de Russie.

M. Barannikov a, pour sa part, justifié sa prise de pouvoir par la nécessité de « préserver le potentiel » des organes de maintien de l'ordre en Russie. Un potentiel sur lequel on semble compter de plus en plus, alors que l'agence Tass publiait, lundi soir, le détail des augmentations de prix

(multiplication par trois, quatre ou cinq d'une série de produits de première nécessité et de l'énergie) qui doivent entrer en vigueur le 2 janvier en Russie.

En même temps se multiplient les interventions auprès de Boris Eltsine pour éviter l'« explosion sociale » et reporter ces mesures, qui prévoient un plafonnement du prix de certains produits et la libération de tous les autres. Les conséquences en seraient d'ailleurs plus graves encore dans les autres Républiques tributaires de la Russie, qui seraient placées, là encore, devant une menace de fait accompli. Les chefs des gouvernements républicains devaient tenir à Moscou mardi leur première réunion de l'après-Alma-Ata pour en discuter et tenter de donner des éléments de décision aux chefs d'État des Républiques avant leur réunion de Minsk, prévue pour le 30 décembre.

SOPHIE SHIHAB



Au moins trente morts en une journée à Tbilissi

De violents combats se poursuivent dans la capitale géorgienne

Les combats entre partisans et adversaires du président géorgien Zviad Gamsakhourdia ont repris mardi matin, 24 décembre, dans la capitale de la Géorgie, Tbilissi, après une accalmie au cours de la nuit. Des explosions d'obus d'artillerie et des tirs d'armes automatiques pouvaient être entendus dans le centre-ville, aux abords du Parlement, où le président Gamsakhourdia est retranché avec sa femme et qui avait été attaqué dimanche par des unités de la gendarmerie nationale dissidente. Les adversaires s'affrontent à l'artillerie lourde, utilisent des véhicules blindés et semblent contrôler alternativement différentes parties de la ville. Selon l'agence Tass, trente personnes ont été tuées et plus d'une centaine blessées au cours de la seule journée de lundi.

Les forces d'opposition ont poursuivi leur offensive, lundi, pour tenter de prendre le contrôle du Parlement. Des tirs nourris au lance-grenades, à l'artillerie et à la roquette se sont déroulés pendant une bonne partie de la journée,

d'après l'agence russe d'information (RIA). Elle précise qu'un obus d'artillerie a été tiré au-dessus du bâtiment du Parlement. Selon la télévision de Tbilissi, les affrontements ont également continué dans le centre de la capitale géorgienne, autour de l'avenue Roustavili. Plusieurs explosions ont été entendues dans la matinée, et un incendie a ravagé la principale salle d'exposition de la ville avant de se propager à une école voisine. Toutes les lignes téléphoniques avec la ville sont coupées depuis lundi matin et l'import-export de Tbilissi a été fermé dans l'après-midi.

La médiation de l'Ukraine

L'agence Interfax affirme que des unités de la police, opérant avec des gardes nationaux hostiles à M. Gamsakhourdia, contrôlent les voies d'accès de Tbilissi. Mais Tass citant des informations non confirmées, estime que le président a rappelé dans la capitale les troupes dissidentes dans l'Ossétie du Sud. Elles auraient fait leur entrée à Tbilissi, lundi, pour prêter main forte à la garde présidentielle.

Ces troupes avaient été renforcées ces dernières semaines, ce qui laissait prévoir un assaut imminent sur l'édifice, la capitale de l'Ossétie du Sud, en rébellion contre les autorités géorgiennes qui ont supprimé le statut d'autonomie de cette enclave il y

a un an. Les autorités séparatistes d'Ossétie du Sud ont déclaré, lundi, la mobilisation de tous les hommes de dix-huit à soixante ans.

La Géorgie, terre natale de Staline, n'avait pas connu des combats aussi meurtriers depuis l'élection triomphale du président Zviad Gamsakhourdia au mois de mai. Huit personnes avaient trouvé la mort lors de précédents affrontements en septembre et début octobre avec les forces d'opposition, qui accusent le président de se conduire en dictateur. Dirigés par l'ancien premier ministre, M. Tengiz Sigoua, et soutenus par la garde nationale, les opposants réclament la libération des prisonniers politiques et la liberté de manifester.

L'opposition a reçu, lundi, le soutien de la Russie. Le ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozhev, a mis de sérieuses réserves sur le bilan des autorités de Tbilissi en matière de droits de l'homme. « Nous ne sommes pas en mesure d'intervenir directement dans ces événements, la Géorgie étant un État souverain », a-t-il déclaré. Mais nous sympathisons bien sûr avec les forces qui luttent pour une évolution démocratique, garantissant les droits de l'homme et les droits des minorités nationales. De son côté, le président ukrainien, M. Léonide Kravtchouk, a proposé, lundi, la médiation de l'Ukraine dans ce conflit et a appelé les adversaires à reprendre les négociations. (AFP, Reuters, AP, Tass.)

YOUGOSLAVIE : conformément à sa promesse

L'Allemagne a officiellement reconnu la Slovénie et la Croatie

L'Allemagne a reconnu officiellement, lundi 23 décembre, la Slovénie et la Croatie, dans l'espoir que son geste sera prochainement imité par les autres États européens (nos dernières éditions du 24 décembre). Le chancelier Helmut Kohl a ainsi tenu sa promesse, faite fin novembre, de reconnaître « avant Noël » les deux Républiques, qui se considèrent comme pleinement indépendantes depuis le 7 octobre. La décision de Bonn avait été prise jeudi lors du dernier conseil des ministres de l'année.

Lundi, le président Richard von Weizsäcker a signé les instruments de reconnaissance des deux Républiques, a annoncé le ministre allemand des affaires étrangères. Les documents ont été remis à la mi-journée aux deux présidents, la Croate Franjo Tudjman et le Slovène Milan Kucan, par les consuls généraux d'Allemagne à Zagreb et à Ljubljana, a précisé le ministre. Le gouvernement a décidé de n'établir de pleines relations diplomatiques qu'au 15 janvier 1992, date retenue pour une éventuelle reconnaissance par les Douze. A cette date, les consuls généraux d'Al-

lemagne à Zagreb et à Ljubljana seront transformés en ambassades.

Selon le gouvernement allemand, la Croatie et la Slovénie remplissent les conditions exigées par la CEE « pour la reconnaissance de nouveaux États en Europe de l'Est et en Union soviétique ». Lors d'une réunion commune le 16 décembre, les ministres des affaires étrangères des Douze avaient mis au point un catalogue de critères, où figurent notamment le respect des droits de l'homme, des droits des minorités et des frontières existantes.

Tentative d'attentat contre M. Tudjman ?

De son côté, la Bosnie-Herzégovine a officiellement demandé lundi aux Nations unies d'envoyer des « casques bleus » sur son territoire afin de prévenir une extension de la guerre civile qui ravage la République voisine de Croatie. Dans un message au Conseil de sécurité de l'ONU, le président Alija Izetbegovic fait valoir que la présence d'une force d'interposition garantirait la paix, indépendamment de la situation régnant au nord de sa frontière. L'organisation internationale, qui hésite à déployer des « casques bleus » en Croatie, juge nécessaire qu'un cessez-le-feu y soit d'abord appliqué.

Par ailleurs, le président Tudjman aurait échappé à un attentat mercredi dernier près de Zagreb alors qu'il regagnait par la route la capitale croate après sa rencontre à Graz (Autriche) avec Lord Carrington, président de la conférence sur la Yougoslavie, affirme le quotidien belgradais Vecernje Novosti, contrôlé par le pouvoir serbe. A Zagreb, un porte-parole de la présidence de Croatie a catégoriquement démenti cette information.

Faisant état d'informations obtenues de divers services de renseignements, dont la CIA américaine, ainsi que de sources à Zagreb, le journal raconte que le convoi de quatre automobiles blindées dans lequel se trouvait M. Tudjman a été pris sous le feu d'armes légères et que cinq grenades ont été lancées en direction des véhicules, sans cependant les atteindre.

Toujours selon le journal serbe, des divisions seraient apparues au sein du gouvernement croate, certains ministres accusant des membres de l'état-major croate, anciens officiers supérieurs de l'armée yougoslave, de fomenter un complot pour renverser M. Tudjman au profit de l'ex-président fédéral Stipe Mesic. (AFP, Reuters.)

EUROPE

POLOGNE : investi par le Parlement

M. Olszewski se donne comme priorité la lutte contre le chômage

Après deux mois d'impasse politique, le Parlement polonais a voté la confiance, le lundi 23 décembre, au gouvernement de centre droit du premier ministre, M. Jan Olszewski. 235 députés ont voté en faveur du nouveau cabinet, 60 ont voté contre et 139 se sont abstenus (nos dernières éditions du 24 décembre). C'est la deuxième équipe gouvernementale présentée par M. Olszewski, un ancien avocat de Solidarité âgé de soixante et un ans, depuis sa nomination au début du mois de décembre. La première liste avait été rejetée par le président Walesa. Le premier ministre avait alors démissionné, avant d'obtenir un autre vote de confiance de la Diète.

Il aura donc fallu attendre près de huit semaines après les élections législatives du 27 octobre pour que la Pologne réussisse à former un gouvernement. Ces premières élections entièrement démocratiques depuis quarante ans n'avaient pas permis de dégager de majorité stable. Parmi les vingt-neuf partis siégeant au Parlement, aucun ne dispose de plus de 13 % des voix. D'embellie, la tâche de M. Olszewski s'annonçait délicate. Sollicité avant lui, M. Bronislaw Geremek avait renoncé au bout de quelques jours, faute de majorité. Celle dont dispose le premier ministre (dix-sept voix) est d'ailleurs extrêmement fragile.

Le président Walesa, qui a désigné M. Olszewski de mauvaise grâce, n'a pas hésité à déclarer, lundi, que son gouvernement n'avait

que « 50 % de chances de survie ». Deux des cinq partis qui ont initialement soutenu M. Olszewski lui ont retiré leur soutien la semaine dernière. La tentative d'investiture paraissait même vouée à l'échec après le rejet, samedi, de quatre de ses ministres par une commission parlementaire.

Face à la menace d'une nouvelle paralysie, le premier ministre avait mis en garde les députés, samedi, contre un échec pouvant avoir des effets désastreux auprès de l'opinion, déjà lassée par ce qu'elle percevait comme des « querelles politiques ». « La patience de la société

(...) est en train de vider au désespoir », avait-il dit.

L'investiture, même du bout des lèvres, du gouvernement de M. Olszewski, représente un double revers pour le président Walesa. Arguant de cette crise politique, il a tenté d'obtenir un renforcement de ses pouvoirs, mais son projet a été rejeté par le Parlement. Les députés lui ont infligé une autre rebuffade en accordant deux fois leur confiance à M. Olszewski, alors que le président aurait voulu reconduire le chef de gouvernement sortant, le libéral Jan Krzysztof Bielecki.

Ce dernier, affirmait M. Walesa,

La composition du gouvernement polonais

Le gouvernement de M. Jan Olszewski, auquel le Parlement a accordé sa confiance le lundi 23 décembre, compte dix-sept ministres et quatre secrétaires d'Etat. Six ministres sont membres de l'Alliance du centre (AC) de M. Olszewski, trois appartiennent à l'Union chrétienne nationale (ZChN), deux au Parti paysan (PL) et dix sont indépendants.

— Premier ministre : Jan Olszewski (AC)
— Ministre des affaires étrangères : Krzysztof Skubiszewski (sortant-Ind.)
— Plan : Jerzy Eysymont (sortant-AC)
— Finances : Karol Lutkowski (Ind.)
— Intérieur : Antoni Macierewicz (ZChN)
— Défense : Jan Parys (Ind.)

— Justice : Zbigniew Dyka (ZChN)
— Agriculture : Gabriel Janowski (PL)
— Commerce extérieur : Adam Gajpinski (sortant-AC)
— Travail : Jerzy Kropiwnicki (ZChN)
— Transports : Ewaryst Wali-gorski (sortant-Ind.)
— Santé : Marian Miskiewicz (Ind.)
— Culture : Andrzej Siciński (AC)
— Education : Andrzej Stelmachowski (AC)
— Environnement : Stefan Kozłowski (Ind.)
— Ministre sans portefeuille chargé des contacts avec les partis politiques : Artur Balazs (PL)
— Ministre sans portefeuille, chef du conseil des ministres : Wojciech Włodarczyk (AC).

La Russie, l'Allemagne, le Vatican au sommet de « Belvédère »

Le quatrième numéro de la revue « Belvédère » est paru. Il a pour thème central la désintégration de l'URSS et la Russie et donne la parole à une série de représentants des nouvelles générations russes comme les chroniqueurs politiques Andreï Fadine, Gleb Pavlovski, Youri Senokossov et Len Karpinski.

Au sommaire également, un entretien avec l'ancien chancelier Helmut Schmidt, qui propose de brûler les étapes définies à Maastricht comme antidote aux inquiétudes que peut susciter la perspective d'une Allemagne plus puissante.

Enfin, un débat est consacré à la politique du Vatican sous Jean-Paul II, avec notamment une contribution de Théodor Klein sur les rapports du Pape avec la communauté juive et ses « silences ».

► En vente en kiosques, 48 F.

HONGRIE

Deux policiers blessés dans un attentat visant des juifs soviétiques

Vingt-huit juifs soviétiques, en transit en Hongrie avant de gagner Israël, ont échappé, lundi 23 décembre, à un attentat à la voiture piégée qui visait l'aéroport Ferihegy 1 de Budapest. La violence de l'explosion a brisé les vitres du bus en ne faisant toutefois aucun blessé parmi les passagers. En revanche, la voiture d'escorte de la police a été pulvérisée par le souffle, et deux de ses occupants ont été blessés (nos dernières éditions du 24 décembre).

L'attentat n'a pas été revendiqué mais le chef de la police criminelle hongroise, M. Antal Kacziuba, a lancé ses hommes sur la piste de deux personnes paraissant d'origine proche-orientale, aperçues sur les lieux. Elles auraient été informées, selon M. Kacziuba, du détail des mesures de protection entourant ce transfert. Selon un porte-parole des gardes-frontières hongrois, outre la vaste opération lancée par la police, « les mêmes mesures de

sécurité que pendant la guerre du Golfe ont été prises en Hongrie ».

Joué déjà, l'ambassadeur de Turquie à Budapest avait échappé de justesse au tir contre son véhicule d'un terroriste de l'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie (ASALA). Ce sont les premiers actes de terrorisme d'origine proche-orientale à atteindre un des ex-pays communistes.

L'attentat de lundi n'aura pas d'incidence sur le transit massif des juifs soviétiques vers Israël par Budapest, ont affirmé les autorités hongroises. La Hongrie, qui abrite la plus importante communauté juive des pays d'Europe centrale, avait été le premier pays ex-communiste à rétablir des relations diplomatiques avec Jérusalem, le 18 septembre 1989 (le Monde du 20 septembre 1989). Depuis, les deux tiers des juifs soviétiques en partance pour Israël avaient transité par la Hongrie. Leur nombre s'est ainsi élevé à 160 000 pour l'année 1991. — (AFP, Reuter.)

IRLANDE DU NORD

L'IRA annonce une trêve pour Noël

L'Armée républicaine irlandaise (IRA), a annoncé, lundi 23 décembre, à partir de minuit, une trêve des attentats de soixante-douze heures à l'occasion de Noël, après avoir de nouveau paralysé, le jour-même, le métro londonien, en y déposant de petites bombes incendiaires (le Monde du 24 décembre).

Depuis le début de décembre, l'IRA a déposé quelque 300 engins de ce type en Irlande du Nord, où elle a fait exploser également trois véhicules piégés, causant des dizaines de blessés. Plusieurs magasins en Grande-Bretagne ont aussi

été visés par la campagne de bombes incendiaires. En revanche, l'IRA a condamné les meurtres qui ont été commis le week-end dernier. Plusieurs personnes ont été interpellées à la suite de ces meurtres, attribués, en partie, à d'autres formations catholiques paramilitaires.

Les extrémistes protestants de la Force de l'Ulster ont répondu à la trêve de l'IRA en lançant d'hypercristalline et de cynisme. « Si un quelconque membre de l'IRA s'aventure hors de leurs bunkers, on s'en occupe », ont-ils ajouté. — (AFP, Reuter.)

DIPLOMATIE

Après la visite de M. Routschof à Islamabad

La Russie et le Pakistan entendent « développer largement leur coopération »

Le vice-président russe, M. Alexandre Routschof, a échoué lundi 23 décembre une brève visite officielle en Afghanistan, après avoir passé trois jours au Pakistan, en provenance d'Iran. Sa visite au Pakistan a été l'occasion d'un tournant dans les relations bilatérales, après douze années de tension liée à la guerre d'Afghanistan. La volonté russo-pakistanaise de « développer largement la coopération bilatérale » a totalement éclipsé l'étude des « moyens pour mettre fin au conflit afghan ».

ISLAMABAD

de notre correspondant

Le Pakistan a officiellement reconnu la Russie de M. Boris Eltsine, qui, en échange, a offert un « traité d'amitié et de coopération » à Islamabad. La dimension afghane du voyage est apparue comme un échec, aussi bien pour M. Routschof que pour les moudjahidins installés sur le sol pakistanaise.

Pour le vice-président russe, ancien officier de l'armée de l'air soviétique, la visite revêtait un caractère personnel. En 1988, son avion avait été abattu par un F 16 pakistanaise à la frontière afghane, et il s'était fixé comme objectif de récupérer le plus grand nombre de Soviétiques encore aux mains de la résistance islamique. Le bruit a couru dès le début de la visite que M. Routschof voulait repartir avec au moins six hommes, mais finalement, la guérilla n'en a relâché qu'un, d'origine turkmène, Gulbudin Hekmatyar, leader de la faction radicale Hezb-e-Islami, s'est permis de narguer le dirigeant russe en lui amenant un Ukrainien, barbu et vêtu à l'afghane, qui a dit qu'il s'était converti à l'islam et ne voulait pas rentrer chez lui pour l'instant.

Pour les moudjahidins aussi, la visite de M. Routschof a été un rendez-vous manqué, alors que la Russie était devenue « leur meilleur allié », selon l'expression d'un haut responsable pakistanaise. M. Routschof a sévèrement critiqué les chefs

de la guérilla qui « ne respectent pas leurs promesses. Je ne comprends pas la position des moudjahidins ». Certains utilisent encore des lance-grenades pour ouvrir une porte alors qu'ils ont la clé, a-t-il tonné.

Puis le dirigeant russe a affirmé que Moscou n'avait pas l'intention d'écarter le président Najibullah du pouvoir. « La Russie ne va pas le faire », a déclaré le vice-président russe, qui a souligné que le mois dernier, à l'occasion d'une visite sans précédent d'une délégation rebelle afghane à Moscou, la partie « russo-soviétique » était convenue de la nécessité d'un « transfert de pouvoir » à Kaboul, à un « gouvernement intérimaire islamique ».

Plus grave encore pour la résistance, un début de lassitude, voire d'agacement, est désormais perceptible parmi les acteurs pakistanaise du conflit afghan. Une scène insolite s'est déroulée au ministère des Affaires étrangères du Pakistan, juste avant la conférence de presse de M. Routschof.

Agacement envers les moudjahidins

M. Hekmatyar, enturbanné de noir, était là avec ses conseillers attendant visiblement que le chef d'état-major de l'armée pakistanaise, M. Asif Nawaz, finisse un entretien avec le responsable russe dans le hall d'entrée du ministère. Les amis de M. Hekmatyar paraissent devant quelques journalistes en rappelant le caractère incontournable du Hezb, qui détient le plus grand nombre de prisonniers soviétiques (ils seraient une trentaine au total).

Le secrétaire général du ministère pakistanaise des affaires étrangères, M. Akram Zaki, a brusquement arrêté le mariage en déclarant sur un ton agacé : « Gulbudin ne va pas donner une conférence de presse, c'est mon bureau ici ». Puis le patron de l'armée pakistanaise a quitté les lieux sans saluer ni même regarder M. Hekmatyar.

Décidément, les temps ont changé pour celui qui fut perçu pendant une décennie comme le favori des militaires d'Islamabad. Les services de renseignements pakistanaise de l'ISI commencent eux aussi à changer de discours. Ils

ironisent sur « les multiples plans et formules vraiment très compliqués » de leur protégé rebelle. L'idée de privilégier très rapidement le « canal afghan », c'est-à-dire des négociations directes avec le gouvernement de Kaboul, fait son chemin à l'ISI, d'autant que M. Najibullah recevrait une aide directe des trois Républiques musulmanes bordant l'Afghanistan. M. Routschof doit également s'y rendre.

GAD SUTHERLAND

A partir de la mi-janvier

Les Etats-Unis retireront deux divisions d'Allemagne

A partir de janvier 1992, le VII^e corps américain stationné en Europe sera sensiblement réduit avec, surtout, le départ de deux des quatre divisions basées en Allemagne. Fort aujourd'hui de 213 000 hommes sous le commandement du général Croasie E. Saint, ce corps, qui a son PC à Heidelberg et qui a prévu de prendre la nouvelle appellation de VI^e corps, devrait compter 92 200 hommes à la fin de 1995. Cette décision est en partie liée à la dissolution de l'ancien pacte de Varsovie et elle avait été annoncée en juillet par le Pentagone.

Pour l'essentiel, il s'agira du retrait, à compter du 17 janvier, de la 3^e division blindée (dont l'état-major est à Francfort) et de la 8^e division d'infanterie (dont le PC est à Baumholder), qui regrouperont les Etats-Unis où elles seront déactivées ou dissoutes. Certaines formations de ce VII^e corps ont participé à la guerre du Golfe. Dès lors, le nouveau VI^e corps américain en Allemagne comprendra la 1^{re} division blindée et la 3^e division d'infanterie ainsi que trois escadrons aériens (sur huit, auparavant).

Les deux divisions américaines restantes sont principalement dotées d'hélicoptères d'attaque, de lance-roquettes multiples, de batteries antiaériennes ou antimissiles Patriot et de moyens de renseignement

important. En revanche, comme l'avait décidé M. George Bush, elles n'ont pas d'armement nucléaire (missiles sol-sol Lance, artillerie, etc) qui ont été retirés.

Selon le général Saint, le VI^e corps pourrait participer au projet de forces multinationales de réaction rapide en Europe, que l'OTAN souhaite mettre sur pied, sur la base de la mise à disposition de commandements alliés (non américains) d'une unité aéroportée ou de tout élément n'excédant pas la brigade.

En même temps, l'OTAN a prévu d'alléger ses commandements au terme de la récente session, à Bruxelles, de son comité des plans de défense (auquel la France ne participe pas). Ainsi, le commandement en chef allié de la Manche — qui était l'un des trois grands commandements de l'OTAN, avec le commandement suprême des forces alliées en Europe et le commandement suprême allié de l'Atlantique — sera dissous : il était installé à Northwood, en Grande-Bretagne. Ce commandement de la Manche devrait être absorbé par le commandement des forces alliées du Nord-Europe qui, sous responsabilité britannique, surveillera la zone formée par le Royaume-Uni, la Norvège et le Danemark.

Profitant de la décomposition de l'ex-URSS

Le Japon revendique un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

La perspective de la réattribution du siège de l'Union soviétique comme membre permanent du Conseil de sécurité a réveillé beaucoup de convoitises.

Le Japon est en tête des candidats. « A l'avenir, nous ne voulons plus être seulement de bons payeurs mais avoir aussi notre mot à dire sur les décisions importantes prises par les Nations unies. Nous avons tiré les leçons du passé et nous voulons être là où se prennent ces décisions », nous explique M. Yoshio Hatano, l'ambassadeur du Japon à l'ONU, en rappelant l'expérience « désagréable et décevante » de la guerre du Golfe.

« Alors que le Japon a versé 13 milliards de dollars aux Etats-Unis au titre de l'effort de guerre, alors qu'il est le deuxième plus important contributeur au budget des Nations unies (1), à aucun moment nous n'avons été associés au processus de décision. Pour rassembler cette somme importante, mon gouvernement a dû augmenter les impôts, relever les taxes sur l'essence et sur les entreprises, travailler avec l'opposition. Or, à la fin de la guerre, lorsque des placards publicitaires ont été publiés dans la presse américaine pour remercier les pays qui avaient contribué d'une façon ou d'une autre à la victoire sur l'axe, le Japon n'a jamais été mentionné. C'est certainement de notre faute. Nous gérons très mal nos relations publiques », ajoute M. Hatano avec un sourire crispé.

Les « critères objectifs »

Selon l'ambassadeur nippon, la présence de son pays parmi les membres permanents du Conseil de sécurité serait « bénéfique pour l'ensemble des Nations unies, qui y gagneraient en crédibilité et en légitimité ». Il estime que « le moment est venu » d'admettre le Japon parmi les Grands dans cette instance hautement politique. Avec ou sans droit de veto ? « Ce sera la deuxième étape de la discussion », répond M. Hatano. Notre priorité est l'obtention d'un poste de membre permanent. Mais je ne dis pas que nous ne demanderons pas un droit de veto ».

Voilà de quoi faire hurler, naturellement, les membres permanents les plus menacés — notamment la

France et la Grande-Bretagne — par une éventuelle réforme de la Charte. « L'équilibre du monde a profondément changé depuis la fin de la dernière guerre et de nouvelles puissances se sont constituées, reconnaît un diplomate d'un de ces pays. Mais pour faire partie des membres permanents, il faut aussi répondre à un certain nombre de critères objectifs ».

« Disposer de l'arme nucléaire, être capable de se projeter militairement à l'étranger, représenter une puissance économique et financière, pouvoir définir — et appliquer — une politique étrangère globale. Enfin, consacrer une part importante de son produit national brut à l'aide au développement. Je ne suis pas sûr que le Japon réponde à tous ces critères ainsi qu'en témoignent les difficultés qu'il éprouve encore à faire voter par son Parlement l'autorisation de participer à des opérations de maintien de la paix ».

« Je connais ces arguments, mais il sera difficile de les opposer à tous ceux qui réclament un élargissement de la composition du Conseil de sécurité », rétorque l'ambassadeur Hatano. « L'Allemagne a évité à plusieurs reprises son éventuelle candidature au poste de membre permanent. Mais ce pays est actuellement concentré sur la réussite de son unification, sur l'Europe, et Bonn est très sensible aux réactions qu'une revendication de cette nature pourrait susciter à Paris et à Londres », explique-t-il. En revanche, d'autres pays n'ont pas, selon lui, les mêmes scrupules : « Il suffit de prendre la liste des pays qui sont intervenus le 11 décembre dernier à la tribune de l'Assemblée générale sur ce thème ».

Ce jour-là, huit pays (Inde, Mexique, Brésil, Nigéria, Venezuela, Algérie, Égypte, Italie) ont réclamé « une représentation équitable » au Conseil de sécurité et un accroissement du nombre de ses membres. Après les avoir entendus, l'Assemblée a préféré toutefois reporter l'examen de ce dossier explosif à sa prochaine session. Mais ceux-là sont prêts à engager ce débat à tout moment, en espérant que Tokyo posera bientôt la question.

SERGE MARTI

(1) Derrière les Etats-Unis qui fournissent (avec un retard considérable) le quart du budget général, la contribution du Japon est de 11,38 %, et celle de l'Allemagne, troisième contributeur, de 9,6 %.

Algérie

AMÉ

Le président Cr... compatriotes contre

2012150

AFRIQUE

Algérie : « Voter pour Dieu » à Bab-el-Oued

Dans cette « citadelle » islamique, les responsables intégristes ne négligent rien pour s'assurer la victoire dès le premier tour des législatives

ALGER

de notre envoyé spécial

Voter n'est pas un jeu d'enfant. Déjà l'imam Abdelkader Moghni, qui défend les couleurs du Front islamique du salut (FIS) à Bab-el-Oued, suppose le pouvoir de vouloir profiter de la situation pour « falsifier le résultat ». « Tous les après-midi, dans les mosquées, nos sœurs étudiantes étudient les femmes », précise-t-il. Il s'agit de les familiariser avec le bulletin sur lequel figure la longue liste des prétendants à la députation, de leur apprendre à repérer le numéro que s'est vu attribuer le « bon candidat » et à cocher soigneusement la case qui fait face à son nom. Dans ce quartier d'Alger, « voter pour Dieu », c'est voter l'islam.

Une voix est une voix : même s'ils se sont lancés avec retard dans la course électorale, les intégristes ne veulent rien négliger pour s'assurer, dès le premier tour, une victoire sans partage dans ce fief qui a pour eux valeur de symbole. Bab-el-Oued, le pied-noir, exubérant et révolté, aux derniers jours de l'Algérie française avait flirté avec l'OAS, et où s'entassaient aujourd'hui une population cosmopolite, en mal de vivre, serait-elle en train de vendre son âme aux « barbares » ?

« Climat de souffrance... »

« Les gens nous font une confiance totale, ils aiment Abassi Madani et Ali Benhadj, nos chefs, aujourd'hui nous avons le pouvoir », lance M. Moghni, trente-deux ans, professeur de lettres, qui assure le prêche à la mosquée Es-Sunna. « Nos adversaires, nous allons tous les avaler », ajoute avec gourmandise cet enfant de Bab-el-Oued, qui a déjà passé quatre ans et demi sous les verrous. Les autres candidats, même ceux qui se situent dans la mouvance islamique, ne seraient-ils que de simples figurants ? « Je les ignore complètement. C'est du bidon... » Il est vrai que les gens de Bab-el-Oued sont économiquement et culturellement

trop désarmés pour être demeurés insensibles à une propagande qui, au nom de Dieu, leur promet des lendemains qui chantent. Dans les cités de Climat de France (surnommée « Climat de souffrance ») et de Dier-el-Kef, « le vie est infernal », assure un habitant. Elle l'est à peine moins dans le cœur « historique » du quartier, l'un des plus denses du pays. Les familles sont si nombreuses et les logements si exiguës que, la nuit, il faut prendre son tour pour dormir et attendre sur le trottoir. Pour les

jeunes qui, ici comme ailleurs, forment le gros de la population, c'est la galère. Personne pour les écouter, se faire l'écho de leurs frustrations. Chacun selon son tempérament a sa manière de tuer le temps : la drogue sous toutes ses formes, le vol à la tire, le jeu aussi dans des salles privées comme celle du Marignan ou d'El Karami, dont les éddes du FIS n'ont curieusement pas encore demandé la fermeture. Et puis, bien sûr, le « trabendo » qui résume en un mot une somme de trafics clandestins.

Jeunesse perdue ? « Non, elle s'est ressaisie », affirme M. Moghni. C'est incroyable de la voir se précipiter dans les mosquées. Cet incontestable regain de ferveur religieuse ne date pas d'hier. « Les islamistes travaillent en profondeur Bab-el-Oued depuis une dizaine d'années, à partir des lieux de prière », explique un habitant. Les prêches d'Ali Benhadj et de Kamel Guesmazi — deux représentants de l'aile radicale du FIS, aujourd'hui en prison — dans les mosquées d'Es-Sunna et de Taqwa

n'ont pas peu fait pour réveiller des énergies. Experts en communication, les militants du FIS ont su récupérer la colère des gens de Bab-el-Oued qui, lors des émeutes d'octobre 1988, au cours d'une fusillade dans le quartier du 1^{er} Novembre, ont perdu trente-trois des leurs. Le FIS s'est ainsi définitivement coupé de la population. Quant aux partis démocrates, ils n'ont jamais vraiment réussi à prendre pied dans cette « citadelle » islamique.

Après « avoir beaucoup parlé avec

des jeunes de Bab-el-Oued », M. Sid Ahmed Ghazali, le premier ministre au nord algérien, conclut, dans un récent entretien accordé à l'émission du jeudi, qu'à son avis ceux qui se tournaient vers le FIS « n'ont pas fait par idéologie, mais par rejet brutal du système en place ». Convaincu que les habitants du quartier ont avant toutes choses été touchés par la grâce divine, M. Moghni menace : « Si l'État venait à se faire, il se ferait jeter... »

Il y a tout de même aujourd'hui comme un peu de désenchantement dans l'air de Bab-el-Oued. Car il ne faut pas être grand clerc pour constater que le FIS, depuis qu'il a la haute main sur les affaires communales, n'a pas fait de miracle et que l'état islamique dont M. Moghni et les siens prônent l'avènement n'est peut-être pas la panacée. Pour autant, il n'est pas certain que ces déceptions se traduisent ici par des abstentions ou des votes-surprises qui seraient des votes démocrates.

M. Moghni aurait préféré que l'on commence à recadrer le peuple avant de lui mettre un bulletin de vote entre les doigts. Mais, soulignait-il, « nous n'avons pas voulu tomber dans le piège du pouvoir qui souhaitait voir des islamistes s'emparer du chemin des urnes ». Quoi qu'il en soit de ces manœuvres électorales, le tirage au sort a favorisé le FIS : sur les 102 bureaux de vote que compte la circonscription de Bab-el-Oued, il aura un contrôleur dans 99 bureaux, le FLN un dans 72. Répéti et apaisé, le jeune imam lit déjà dans cet heureux présage un « signe de Dieu ».

JACQUES DE BARRIN

Le FIS a rassemblé plus de 150 000 personnes à Alger. Le Front islamique du salut (FIS) a rassemblé, lundi 23 décembre, au stade olympique d'Alger, entre 150 000 et 200 000 personnes, selon les estimations des journalistes. Les dirigeants du FIS ont exprimé leur conviction de voir leur mouvement obtenir 70 % des voix aux élections législatives, si le scrutin n'est pas « truqué », ont-ils précisé. — (AFP)

Sid Ahmed Ghazali, candidat inavoué

ALGER

de notre correspondant

Il est celui qui, dès sa prise de fonctions, en juin, a dit qu'il ne serait pas candidat. Puisqu'il le dit, croyons-le donc sur parole : le premier ministre, M. Sid Ahmed Ghazali, n'est pas candidat. Et si, depuis plusieurs semaines, il visite, une à une, toutes les wilayas du pays, ce n'est pas, comme le suggèrent les sceptiques, pour faire campagne, mais uniquement pour faire son métier de premier ministre.

Samedi 21 décembre, M. Ghazali a donc entrepris un nouveau et ultime périple dans les régions de l'Ouest. Il ne reviendra à Alger que quelques heures avant l'ouverture des bureaux de vote. Avec ses précédents voyages, à l'est et dans le Sud, M. Ghazali aura, en un mois, « avalé » plus de 10 000 kilomètres qu'aucun des autres responsables politiques, qui sillonnent actuellement le pays pour entretenir l'ardeur des militants et inciter les électeurs à faire le bon choix.

Mais, au fait, à quoi M. Ghazali n'est-il pas candidat ? A la députation, évidemment. Mais ses engagements, ni lui, ni aucun de ses ministres n'ont sollicité les

suffrages des électeurs. Un seul membre de son équipe, M. Ali Benflis, récemment encore ministre de la Justice, qui n'entendait pas se soumettre à cette contrainte, a fait défaut. En juillet, à l'abandon de son mandat pour être, aujourd'hui, candidat du FLN à Berridj. Quant au reste, M. Ghazali est resté bien vague. A ceux qui lui faisaient remarquer que son ambitieux programme économique était peu compatible avec les tâches d'un gouvernement né sous le signe de l'éphémère, et auquel était imparti le temps d'organiser le scrutin législatif, M. Ghazali rétorquait qu'au prétexte d'élections il ne pouvait quand même pas différer les choix urgents.

Profonde inimitié

Aujourd'hui la question ne se pose plus dans les mêmes termes. Le « bateau Algérie » a non seulement une destination, mais aussi un capitaine — qui entend le rester : M. Ghazali est candidat à sa propre succession et il ne le cache plus. La conclusion de l'affaire dépendra du président de la République et, encore plus, de la nouvelle majorité qui, le 16 janvier prochain, au soir du second tour, sortira des urnes. Or le premier ministre est désormais convaincu qu'aucun parti ne sera en mesure d'imposer seul sa loi. Au FLN, qui évoque la perspective d'un gouvernement d'union nationale, les proches de M. Ghazali répliquent par celle d'un gouvernement de coalition, hypothèse, selon eux, la plus probable.

Ce subtil distinguo exprime, en fait, la volonté de rejeter le FLN — et, surtout, son actuelle direction, incarnée par M. Mouloud Hamrouche, ancien premier ministre — dans l'opposition. Alors que ce dernier se dit prêt à gouverner avec tous les partis qui auraient une représentation parlementaire significative, FIS compris, M. Ghazali verrait plutôt autour de lui une majorité constituée des futurs députés du Front des forces socialistes (FFS), du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), des islamistes « modérés », et, surtout, des députés indépendants, qu'il espère voir siéger nombreux dans l'hémicycle. Sans oublier quelques parlementaires du FLN qui, une fois élus, pourraient bien abandonner leur chef d'aujourd'hui. Cette perspective est

tout le secret des voyages provinciaux du premier ministre, qui n'a ménagé aucun effort pour soutenir les candidats indépendants. Ces derniers sont en réalité, pour beaucoup, des transfuges du FLN. Ecartés de la liste des candidats de l'ancien parti unique par M. Mouloud Hamrouche et ses amis, ils sont allés chercher refuge dans le giron du premier ministre, qui bénéficie aussi de l'appui de l'influente Association nationale des anciens moudjahidines (ANAM), en train de rompre ses liens traditionnels avec le FLN.

Si la manœuvre réussit, elle donnera lieu à de sévères règlements de comptes, lors du congrès extraordinaire du FLN prévu après les élections. « La véritable bataille électorale se jouera là », pronostique un proche du premier ministre, lequel espère bien y marginaliser définitivement M. Hamrouche à qui, de plus en plus ouvertement, il voue une inimitié profonde et, d'ailleurs, réciproque. Un seul point reste quand même à régler : que les électeurs confirment, par leurs suffrages, les pronostics de M. Ghazali. Ce n'est pas un détail mineur.

GEORGES MARION

AMÉRIQUES

SALVADOR : les perspectives d'accord de paix

Le président Cristiani met en garde ses compatriotes contre un optimisme excessif

Le président salvadorien, M. Alfredo Cristiani, a mis en garde ses compatriotes contre un optimisme excessif à propos de la signature d'un accord de paix avant le 31 décembre. Le gouvernement, a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse, ne signera pas « n'importe quel accord » avec la guérilla dans le cadre des négociations en cours depuis le lundi 23 décembre au siège des Nations unies à New-York.

SAN JOSÉ

de notre correspondant en Amérique centrale

Faisant allusion aux nombreuses déclarations émanant de tous les secteurs de la société et aux pressions de la communauté internationale voulant que 1991 soit « l'année de la paix », M. Cristiani a estimé que des « progrès importants avaient été réalisés » mais qu'il ne fallait pas « nécessairement s'attendre à la signature d'un accord de cessez-le-feu définitif cette année ». Le secrétaire général

des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar, qui intervient comme médiateur et souhaite parvenir à un accord avant la fin de son mandat, le 31 décembre, a réagi en invitant les deux parties à s'abstenir de faire des déclarations qui pourraient nuire au bon déroulement des négociations et contribuer à « durcir les positions » respectives. Il rappelle ainsi aux belligérants l'engagement qu'ils avaient eux-mêmes pris lorsqu'ils avaient appelé l'ONU, en avril 1990, à participer au processus de paix.

Les énormes progrès réalisés par les négociateurs au cours des dernières semaines ont provoqué une nervosité évidente dans les secteurs extrémistes de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA, au pouvoir) qui, contre toute évidence, croient encore à la possibilité d'une victoire militaire sur le front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN). Le vice-président de la République, M. Francisco Merino, s'est fait le porte-parole des intranquillités en critiquant le rôle de M. Pérez de Cuellar qui, a-t-il déclaré, pourrait être « tenté de conclure les parties de signer des accords sans conscience pour attribuer les mérites de la paix ».

La composition de la future police

Les récalcitrants sont plus particulièrement préoccupés par les concessions que le gouvernement pourrait être amené à faire sur deux thèmes délicats : la composition de la future police nationale civile et la réduction des forces armées. En septembre, lors d'une rencontre précédente à New-York, les négociateurs avaient fixé les limites : le gouvernement acceptait le principe d'une épurée au sein de l'armée et de la réduction des effectifs ainsi que la possibilité pour les anciens guérilleros de faire partie de la police civile ; ces derniers, en contrepartie, n'exigeraient plus de participation au sein de l'armée ni sa dissolution.

Les difficultés ont surgi lors des discussions portant sur les modalités d'application. La guérilla veut des garanties sur la composition de la police nationale civile. « Il n'y aura pas de priorité », a souligné le porte-parole du FMLN, le commandant Roberto Canas. « Tous ceux qui répondront aux critères d'admission pour servir dans la police », s'agit-il de l'armée, il a indiqué que les effectifs — plus de cinquante mille hommes actuellement — devront être fixés « en fonction des missions établies par la Constitution : défense de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale ». Il a confirmé que l'évaluation du budget militaire était aussi à l'ordre du jour. L'armée se serait refusé à discuter de manière précise un plan de réduction des effectifs tant que le conflit n'est pas terminé pour éviter, dit-on, de sources militaires, « donner des chiffres à l'adversaire ».

Les deux autres thèmes en discussion — la réforme agraire et la participation des anciens guérilleros à la vie politique — ne sont pas aussi sensibles, bien qu'ils soient à l'origine de la guerre civile qui a fait près de quatre-vingt mille morts en douze ans. Après tant d'années de violences, les Salvadoriens sont impatients. Ils l'ont montré en participant récemment à deux manifestations massives dans la capitale en faveur de la paix, alors que les combats se poursuivaient dans plusieurs zones du pays malgré la trêve unilatérale décrétée, le 16 novembre, par la guérilla. Au même moment, des organisations extrémistes se réclamaient du commandant Roberto d'Aubuisson, comme la Croisade pour la paix et le travail, publiaient de grands excerts dans la presse locale dénonçant les « négociations secrètes » et l'« alliance ARENA-FMLN ». Pour l'évêque auxiliaire de San-Salvador, Mgr Rosa Chavez, ces secousses pourraient être les dernières : « J'ose espérer qu'elles annoncent les douleurs d'un accouchement tant attendu, celui de la paix ».

BERTRAND DE LA GRANGE

MAROC

Amnesty International demande la libération des frères Bourequat

Dans un appel publié à Londres le lundi 23 décembre, Amnesty International a demandé au gouvernement marocain de « libérer immédiatement » les trois frères Bourequat, portés disparus depuis près de dix-huit ans. De nationalité française par leur père, mais nés et élevés au Maroc, les frères Bourequat (Midhat René, Bayazid Jacques et Ali Auguste) seraient détenus au secret, « dans de très mauvaises conditions » ; deux d'entre eux seraient « très gravement malades », précise l'organisation humanitaire, qui considère les trois frères comme des prisonniers de conscience. Arrêtés le 8 juillet 1973, officiellement pour contrôle d'identité, les frères Bourequat, qui n'ont été ni incriminés ni jugés, pourraient

être détenus en raison des activités passées de leur père, estime Amnesty. Ce dernier avait travaillé avec Mohammed V, père du roi Hassan, et mis en place le contre-espionnage marocain. Par ailleurs, des organisations humanitaires marocaines ont indiqué, lundi, que l'état de santé de l'un d'eux, en grève de la faim depuis le 26 novembre, à la prison Oulach, près de Casablanca, « se détériore dangereusement ». Par solidarité, plusieurs membres de leurs familles ont entamé, vendredi, une grève de la faim. Les détenus d'Oulach, condamnés en 1986, notamment pour « troubles de l'ordre public », réclament le statut de détenus politiques. — (AFP)

DJIBOUTI

Un membre du bureau politique du parti unique a démissionné

Un membre du bureau politique du Rassemblement populaire pour le progrès (RPP, parti unique), M. Mohamed Adabo Kabo, d'origine afar, a démissionné, lundi 23 décembre, pour protester contre la mort d'une trentaine d'habitants d'Arhiba, un quartier afar de la ville de Djibouti, la semaine dernière. « Le massacre de personnes sans défense, perpétré par les forces de la police et de la gendarmerie, est un acte odieux et barbare que je ne saurais cautionner », a déclaré M. Mohamed Adabo Kabo, dans une lettre au président Gouled Aptidon.

Par ailleurs, une dizaine de députés, également d'origine afar, ont quitté la séance du Parlement, lundi, pour exiger qu'une aide alimentaire soit acheminée « aux populations sinistrées du Nord », où s'opposent, depuis un mois, militaires et maquisards du Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (FRUD). Ces députés ont aussi exigé la libération « immédiate et sans conditions » du Dr Abate Ebo Adou, porte-parole du FRUD à Djibouti-Ville, incarcéré depuis une semaine. — (AFP)

AFRIQUE DU SUD : l'extrême droite menace MM. De Klerk et Mandela. — Selon un journal de Johannesburg, le Citizen, citant, lundi 23 décembre, « une source polémique », les noms de MM. De Klerk et Mandela figuraient sur une liste de personnalités à abattre, dressée par des groupuscules de l'extrême droite blanche. — (AFP, Reuter)

KENYA : limogeage du ministre de l'emploi. — Le président Daniel Arap Moi a démis de ses fonctions, lundi 23 décembre, le ministre de l'emploi, M. Peter Oloo Aringo, qui avait récemment réclame une « purge » au sein de la Kenya Africa National Union (KANU, parti unique) et le renvoi des responsables ayant trempé dans des affaires de corruption. — (AFP)

MALI : embuscade meurtrière dans le Nord-Est. — Une trentaine d'hommes armés ont mené une attaque, dimanche 22 décembre, à Ansongo, dans le nord-est du pays, a-t-on appris, lundi, à Bamako. Qualifiée de « provocation des ennemis de la paix » par les autorités maliennes, cette embuscade survient moins d'une semaine après la rencontre de Moggi, où les représentants du gouvernement et les dirigeants de la rébellion touarègue étaient tombés d'accord pour envisager une trêve des hostilités. — (AFP)

SÉNÉGAL

Un député tué lors d'un attentat en Casamance

Le gouvernement a condamné, lundi 23 décembre, l'attentat perpétré la veille, en Casamance, et qui a coûté la vie à un député du Parti socialiste (PS, au pouvoir). Qualifiant l'attentat d'acte ignoble, les autorités sénégalaises ont réaffirmé leur « ferme volonté de garantir la sécurité des personnes et des biens en Casamance » et leur détermination à respecter les accords de paix, signés fin mai en Guinée-Bissau, avec des représentants du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC, indépendantiste). Les deux victimes de l'attentat, le député Mamadou Cissé et un conseiller local casamancais, M. Malang Diédhiou, étaient en tournée politique, lorsqu'ils sont tombés dans une embuscade. Cet assassinat est le premier, enregistré en Casamance, depuis la signature de l'accord de Bissau. — (AFP, Reuter)

Le conflit du Sahara occidental

Le Conseil de sécurité a suspendu ses consultations

Les membres du Conseil de sécurité des Nations unies ne sont pas parvenus à s'entendre, lundi 23 décembre, sur le rapport à propos du Sahara occidental présenté par le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar (le Monde du 21 et du 22-23 décembre). Cinq pays, dont Cuba et le Zimbabwe, ont bloqué l'approbation du rapport, qui prévoyait, notamment, d'élargir la base électorale pour le référendum d'autodétermination, que les Nations unies sont chargées de superviser.

Le Polinario, qui estime que ce rapport fait la part trop belle aux positions marocaines, avait exhorté le Conseil à le rejeter. Le représentant du Maroc à l'ONU avait, en revanche, malgré quelques réticences, soutenu qu'il soit adopté. Ce retard du Conseil, qui a décidé de suspendre ses consultations sine die, survient moins d'une semaine après l'annonce de la démission du représentant spécial de l'ONU chargé du Sahara occidental. — (AFP, Reuter)

POINT/LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EN ALGÉRIE

Trente ans
après...Le « parti des martyrs » face
à celui de la « solution islamique »

ALGER

de notre correspondant

Sur les 59 partis agréés au 17 décembre 1991, 49 présenteront des candidats. Tous, cependant, sont loin d'avoir un poids politique identique. En fait, les élections se joueront entre une demi-douzaine de partis auxquels il faut ajouter, dans plusieurs wilayas, les candidats indépendants qui espèrent bien jouer de leur notoriété locale pour rattraper la mise.

Le Front de libération nationale (FLN)

De tous les partis, le FLN, qui présente 429 candidats, est sans doute celui qui, dans la prochaine bataille, a le plus à perdre. Détenneur absolu du pouvoir depuis l'indépendance de 1962, il se présente devant les électeurs avec le handicap de son ancien monopole, la responsabilité des crises, parfois sanglantes, qui, ces dernières années, ont secoué le pays et une situation économique désastreuse.

Un bilan qui en fait la cible privilégiée de tous ses concurrents. Le FLN en est si conscient qu'il estimerait honorable de recueillir 30 % des suffrages, chiffre que beaucoup considèrent comme optimiste. Sans attendre de connaître son score, il appelle d'ores et déjà à la constitution d'un gouvernement d'union nationale, y compris avec le Front islamique du salut (FIS), dont certaines des thèses ne manquent pas d'écho dans ses rangs.

Bien qu'il se targue d'avoir été à l'initiative du processus de démocratisation en cours, son argumentation manque de force de conviction. Des leaders politiques n'ont en effet pas manqué de relever que dans aucun pays du monde les détenteurs d'un pouvoir absolu n'avaient, de leur propre gré, passé la main. En Algérie comme ailleurs, la démocratisation est d'abord le résultat du blocage total d'un système, étouffé sous le poids de ses contradictions, du népotisme et de la corruption.

Dans ces conditions, le FLN ne peut jouer que sur un seul registre, et il ne s'en est pas privé : la lutte d'indépendance. Durant toute la campagne il a fait des « idées de novembre » — le 1^{er} novembre 1954 marqua le début de l'insurrection algérienne contre la France, son argument quasi unique, vantant le passé « glorieux » de son parti, l'héroïsme de ses « martyrs » et la clairvoyance de ses fondateurs qui avaient su se soulever contre la puissance française « soutenue par l'Otan ». « Le peuple, imprégné du serment de novembre 54, sera de nouveau au rendez-vous de l'Histoire », lançait, le 20 décembre, M. Mouloud Hamrouche, ancien premier ministre, qui, au cours de cette campagne, est apparu comme le principal « patron » du FLN. Ces slogans nostalgiques suffiront-ils pour maintenir sa

prééminence ? L'héritage patriotique, largement revendiqué par tous les autres partis, n'est plus, malheureusement pour lui, le signe distinctif du seul FLN, considéré par beaucoup comme l'enfant dévoyé d'une lutte dont il n'est plus l'héritier légitime.

L'ancien parti unique devra donc compter sur d'autres ressorts pour survivre : la force de l'habitude qui le crédite d'une expérience dans la gestion du pays, un découpage électoral qui l'avantage dans ses meilleures zones d'implantation, la notoriété de ses candidats « enfants du pays », la peur de l'inconnu que suscite toute transition vers un nouveau système. Sans oublier les effets induits du système majoritaire, qui pourraient pousser vers lui certains de ses adversaires désireux, avant tout, de faire barrage aux candidats islamistes.

Le Front islamique du salut (FIS) et la mouvance islamique

Le score du FIS, seul de tous les partis à présenter des candidats dans chacune des 430 circonscriptions, demeure la grande inconnue du scrutin. Il y a à peine deux mois, personne n'aurait douté de la victoire du parti de M. M. Madani et Benadj, emporté depuis les troubles de juin. Mais le parti islamiste a accumulé toutes les erreurs. Déchiré entre « algériens », partisans d'une participation électorale, et « salafistes », hostiles à un quelconque compromis avec le pouvoir, le FIS, abandonnant toutes ses conditions préalables, n'a décidé de se lancer dans la course que le 14 décembre, soit douze jours avant le premier tour de scrutin (le Monde du 17 décembre).

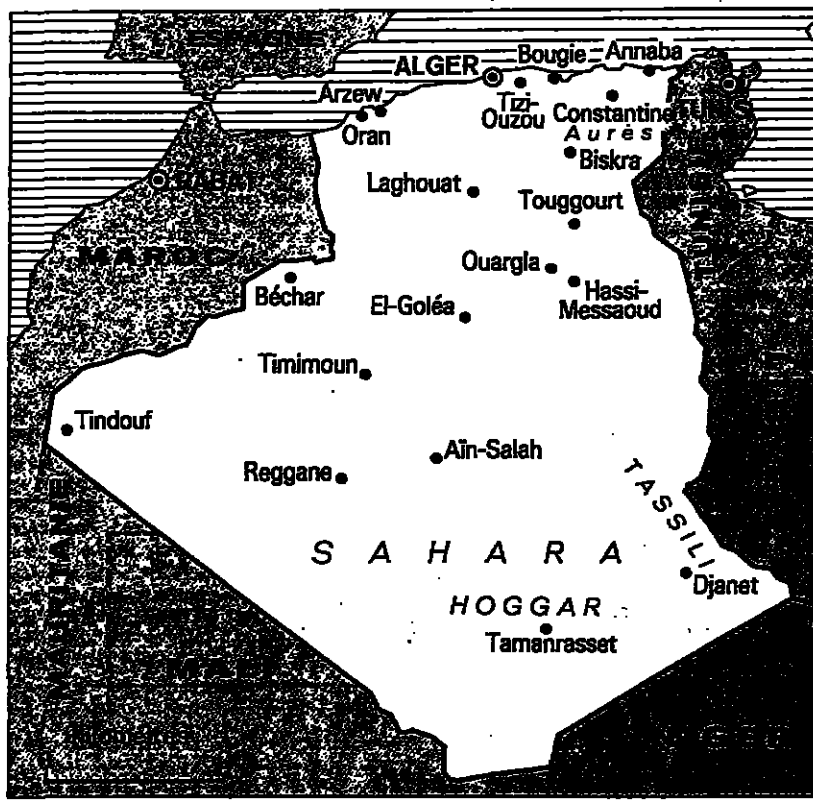
Cette décision, arrachée in extremis, a laissé perplexes nombre de ses partisans. Car aux affrontements au sommet répondent les divisions à la base partagées entre islamistes « tempérés » et islamistes « révolutionnaires », comme en témoigne, le 29 novembre, l'attaque sanglante du poste frontière de Guemmar, assailli par une quarantaine de militants armés qui pensaient donner ainsi le signal de l'insurrection générale. Déchiré par ses divisions, la direction du FIS n'a pu ni condamner ni soutenir l'attaque, affirmant, sans convaincre, qu'il s'agissait d'une manipulation du pouvoir pour discréditer le parti.

L'affaire de Guemmar est susceptible d'effrayer nombre des potentiels électeurs du FIS ; de même, le parti devrait payer ses hésitations par une relative désaffection de ses partisans. Mais à quel prix ? La force du FIS tient aux crises sociales et identitaires que vit l'Algérie, ainsi qu'à sa nature de « parti de Dieu » dans une société si imprégnée de valeurs religieuses que le FIS a cru pouvoir faire campagne avec, pour tout programme, la « solution islamique ». Surtout, malgré

les difficultés récentes, le FIS est la seule alternative de masse au pouvoir en place en même temps que l'un des quelques rares partis qu'on ne peut accuser, peu ou prou, d'être issu du FLN.

Il appartient à un autre système, radicalement différent de ceux qui, vécus comme marchandises importées d'un Occident athée, sont aujourd'hui accusés de

alternative politique crédible au FLN comme au FIS — sont payées de succès. L'écart entre leurs scores respectifs sera aussi examiné avec attention. Les deux partis se livrent en effet une concurrence sans concession, aggravée d'accusations réciproques qui ne sont pas toujours l'expression de pures divergences politiques. En tout état de cause, le camp démocrate risque de,



ne pas être en phase avec les réalités profondes du pays et donc de partager la responsabilité des échecs antérieurs. Faiblesse relative ou déconsidération de l'adversaire, décalage culturel et crise économique pourraient bien, une fois encore, bénéficier au FIS et, dans une moindre mesure, à Hamas, parti islamiste « modéré » qui a fait une campagne remarquée en présentant 382 candidats.

Le Front des forces socialistes (FFS) et le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD)

L'essentiel des forces de ces deux partis qui se revendiquent de la démocratie réside en Kabylie, traditionnellement rive au pouvoir central. C'est là que leur campagne a été la plus active, nourrie par un fort sentiment d'identité régionale. Alors que pour les islamistes, FFS (317 candidats) et RCD (300 candidats) ne sont que des supports du diable, ils sont, pour d'autres, les champions de la démocratie et de la modernité. Les résultats du scrutin permettront de voir si leurs tentatives de sortir du « réduit kabyle » — pour devenir des partis socialement différenciés, implantés sur tout le territoire, et une

payer cher ces divisions, notamment au second tour, lors des reports de voix.

Les autres partis et les indépendants

Bien que quelques surprises locales soient toujours possibles, les autres partis ne devraient pas dépasser l'étape du premier tour, éliminés par l'implacable règle qui ne permet une présence au tour suivant qu'à condition d'être parmi les deux premiers. Pour beaucoup d'entre eux, pauvres de militants et chiches de moyens, et surtout, incapables de se différencier de leurs dizaines de voisins, cette campagne aura été leur chant du cygne.

Malgré quelques élus possibles parmi ses 339 candidats, le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA) de M. Ahmed Ben Bella est ainsi promis à une rapide disparition. L'ancien président de la République, qui n'est pas lui-même candidat, a mené, en effet, une campagne à recueillir, sans succès, tout ce qu'il est disposé à rejoindre le FLN, « son parti », à condition qu'il se réforme. On ne peut mieux décrire ses propres troupes.

GEORGES MARION

nisation, incitant à la participation par des placards et des poèmes parus dans la presse ou encore par des chansonnettes diffusées à la radio. Contrairement aux élections municipales du 12 juin 1990, où l'Etat avait manifesté de lourdes défaillances, 370 000 personnes, fonctionnaires et bénévoles, ont été mobilisées dans tout le pays pour assurer la régularité du scrutin.

Des dispositions particulières ont été prises, grâce notamment au vote d'une nouvelle loi, pour permettre à l'armée d'intervenir en cas de débordement. Cette issue demeure cependant plus qu'improbable, compte tenu du consensus des forces politiques qui, sans incidents majeurs, ont massivement participé à la campagne électorale.

De l'état de siège
au pluralisme

1988

6 octobre. — L'état de siège est décrété à Alger après des affrontements entre de jeunes manifestants et les forces de l'ordre.

10 octobre. — L'intervention télévisée du président Chadli et la promesse de « réformes politiques » ramènent le calme. Le bilan officiel des émeutes s'élève à cent cin-

1990

20 avril. — A l'appel du FIS, plusieurs dizaines de milliers de personnes défilent à Alger.

12 juin. — Le FIS remporte les élections locales avec 54,25 % des suffrages exprimés, contre 28,13 % au FLN.

29 juillet. — Le président Chadli annonce des élections législatives anticipées pour le premier trimestre de 1991.

29 septembre. — L'ancien président Ahmed Ben Bella rentre en Algérie après dix ans d'exil en Europe.

3 octobre. — M. Rabah Bitat, président de l'Assemblée nationale, démissionne pour protester contre la politique économique du gouvernement.

27 décembre. — Des dizaines de milliers de manifestants du Front des forces socialistes (FFS) défilent, à Alger, pour protester contre l'adoption, par le Parlement, d'une nouvelle loi sur la « généralisation de la langue arabe ».

1991

1^{er} avril. — L'Assemblée nationale adopte une nouvelle loi électorale qui institue un scrutin majoritaire uninominal à deux tours.

25 mai. — Le FIS lance un mot d'ordre de grève générale illimitée pour exiger une élection présidentielle anticipée et l'abrogation de la loi électorale.

5 juin. — Après des affrontements sanglants à Alger entre islamistes et forces de l'ordre, le président Chadli reporte les élections législatives, accepte la démission du gouvernement de M. Hamrouche et proclame l'état de siège.

18 juin. — Le nouveau premier ministre, M. Sid Ahmed Ghazali, annonce la composition de son gouvernement.

30 juin. — MM. Abassi Madani et Ali Benadj, les deux principaux dirigeants du FIS, sont arrêtés pour « conspiration armée contre la sécurité de l'Etat ».

15 octobre. — Le président Chadli annonce que les deux tours des premières élections législatives pluralistes depuis l'indépendance auront lieu le 26 décembre et le 16 janvier.

29 novembre. — Un groupe armé islamiste attaque une caserne à Guemmar, près d'El Oued, dans le sud-est du pays et égare trois militaires.

Les femmes
et le risque
de l'abstention

Les abstentionnistes sont les bêtes noires du pouvoir et de tous les partis, qui multiplient les appels au vote. Une relative lassitude, conséquence d'un débat politique qui s'éternise depuis maintenant dix-huit mois, fait craindre qu'ils ne soient nombreux à boudier les urnes.

La loi électorale qui limite la possibilité du vote par procuration pourrait, d'autre part, susciter un sur-abstentionnisme chez les femmes. Beaucoup d'entre elles, qui, sous le règne du parti unique, laissaient à leur mari la responsabilité d'un vote acquis d'avance, n'ont même pas la carte d'identité aujourd'hui obligatoire pour accomplir l'acte électoral.

Histoire de la presse
des jeuneset des journaux
pour enfants

Par Alain FOURMENT

Édition Éole 150 F

Distributeur Disque

PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT DES MINUTES
DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA
COUR D'APPEL DE VERSAILLES.

Par arrêt en date du 27 septembre 1991, la cour d'appel de Versailles a condamné :

— M. TRUONG-NGOC Jean-Michel, conseiller en organisation et en informatique, demeurant à Strasbourg, 8, rue Mercière,

aux peines de deux ans d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende pour fraude en vue de se soustraire à l'établissement ou au paiement de l'impôt, omission ou passion dans un livre comptable d'écriture inexacte ou fautive, commis de 1984 à 1986 à Neuilly-sur-Seine;

— a ordonné la publication, par extraits, de l'arrêt au Journal officiel, ainsi que dans les journaux Le Monde et Le Figaro;

— a ordonné l'affichage pendant trois mois sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune du domicile du condamné.

LE GREFFIER EN CHEF.

Un scrutin majoritaire
à deux tours

Le 26 décembre et le 16 janvier, les Algériens voteront selon les règles d'un système majoritaire à deux tours. Au second tour, seuls les deux premiers candidats resteront en lice.

La loi électorale, votée définitivement le 13 octobre 1991, avait fait l'objet de vifs affrontements entre le gouvernement et les députés, presque tous membres du FLN. A plusieurs reprises, le premier ministre, M. Ghazali, avait été contraint de revoir sa copie, « sacroché » qu'il avait été par les parlementaires sur le nombre de circonscriptions (le FLN en voulait plus, le gouvernement moins) et sur le délicat problème des procurations conjuguales permettant aux époux de

voter pour leur conjoint sur simple présentation du livret de famille.

Curieusement, aucun député n'avait remis en cause le principe du vote majoritaire et proposé un scrutin proportionnel. Or, conçu pour dégrader des majorités stables, le vote majoritaire avantage mécaniquement les formations les plus puissantes. A moins d'assister à un retournement radical du corps électoral, c'est donc le FIS, apparemment le parti le plus fort, qui, grâce à une loi électorale votée par des députés du FLN, devrait bénéficier du « bonus » du scrutin majoritaire, même si cet avantage est quelque peu limité par le découpage des circonscriptions.

G. M.

Une seule référence :
les municipales de 1990

Faute d'autres scrutins législatifs pluralistes dans l'histoire de l'Algérie indépendante, les résultats des élections municipales du 12 juin 1990 permettent, seuls, quelques comparaisons chiffrées.

Premier test électoral après les émeutes d'octobre 1988, les élections municipales avaient été reportées, haut la main, par le FIS, qui a totalisé 54,25 % des suffrages exprimés, le FLN arrivant en deuxième position avec 28,13 % des voix. Les autres partis avaient fait des scores très inférieurs, le RCD atteignant péniblement 2,08 %. Quant au FFS, il avait, alors, appelé au boycottage. Il y avait eu 34,85 % d'abstentionnistes. Les élections régionales, qui avaient eu lieu le même jour, avaient donné des résultats

équivalents. Les résultats complets des élections municipales et régionales n'ont jamais été rendus publics. Le ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Mohammedi, s'était contenté de donner des résultats globaux, s'abstenant de fournir les résultats de chaque circonscription qui, seuls, auraient pu offrir une vue détaillée de la carte électorale du pays. Fâcheuse omission qui donne du crédit à la thèse selon laquelle les résultats réels du FIS étaient supérieurs au score officiel.

Le parti islamiste, qui avait colporté les résultats de chaque bureau de vote, avait, pour sa part, fait état d'un score de 82,51 %, le FLN étant crédité de 17,49 % des suffrages.

G. M.

20150

LES EN ALGERIE

POLITIQUE

Les perspectives de la construction européenne

Le précédent de 1972 souligne les risques d'un référendum sur les accords de Maastricht

M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, ancien secrétaire général de l'Elysee, interrogé dimanche 22 décembre au cours de l'émission « RMC-Express » sur l'éventualité d'un référendum pour ratifier les accords de Maastricht, a affirmé que « ce serait une bonne chose à une condition qui n'est pas facile à remplir, c'est qu'on soit certain que les Français répondent à la question qui leur est posée ». Le président de la République s'est gardé de préciser, pour sa part, s'il recourrait à la procédure référendaire ou à la procédure parlementaire. Les dirigeants politiques, de gauche comme de droite, sont eux-mêmes divisés sur le choix de la méthode. L'histoire du référendum organisé par Georges Pompidou sur l'Europe en 1972 est, à bien des égards, une référence éditoriale, qui souligne les risques d'une telle consultation.

Tous les partis politiques sont pris de court lorsque Georges Pompidou, à la fin de sa conférence de presse du 16 mars 1972, annonce qu'il procédera, le 23 avril, à un référendum sur l'élargissement du marché commun. Le projet de loi soumettra au corps électoral la ratification du traité d'adhésion de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark à l'Europe des Six. Le chef de l'Etat choisit cette procédure en vertu de l'article 11 de la Constitution, de préférence à la voie parlementaire, car, explique-t-il, « il est fondamentalement démocratique d'appeler les Français qui m'ont élu directement à se prononcer directement sur cette politique en faveur de l'Europe ».

Georges Pompidou semble gagner sur tous les tableaux. Il rétablit tout d'abord le référendum, dont de Gaulle avait usé pour fonder la V^e République en 1958, pour instituer l'élection du président de la République au suffrage universel en 1962, pour régler l'affaire algérienne en 1961 et en 1962, mais qui lui avait été fatal en 1969 sur la réforme du

Sénat et des régions. Le terrain semble d'autant plus propice que l'Europe n'est plus perçue comme une menace contre l'indépendance nationale et qu'une sorte de consensus s'est peu à peu établi depuis le départ du général. Les centristes, qui sont les plus européens, ne se sont-ils pas ralliés à la majorité présidentielle en 1969 ? Quant aux socialistes, qui ont formé, l'année précédente, leur nouveau parti, leurs convictions européennes ne pourront être que satisfaites. Enfin, pour le président de la République, l'occasion est bonne de tenter une « sortie par le haut » pour mettre fin au climat défavorable qui entoure sa majorité.

Les socialistes divisés

Communistes et socialistes viennent en effet d'adopter leur programme commun, qui doit permettre à la gauche d'offrir une alternative à la majorité gaulliste-giscardienne. L'inquiétude de certaines catégories sociales, comme les commerçants et les paysans, se transforme parfois en grogne, accentuant la morosité générale. Les relations entre le président et son premier ministre, M. Jacques Chaban-Delmas, deviennent de plus en plus conflictuelles. La majorité parlementaire est affaiblie par la révélation de plusieurs affaires concernant la publicité clandestine à l'ORTF, des malversations immobilières et la faillite d'impôt du premier ministre.

La gauche veut éviter une rupture entre le PC, qui est hostile au marché commun, et le PS, qui lui est favorable. Toutefois, les socialistes sont divisés. Charles Hernu prône le « oui », mais M. Mitterrand, ironisant sur « l'Europe à l'eau de rose » de Georges Pompidou, parle de « piège » et Pierre Mendès France de « mystification ». M. Claude Estier est le premier, le 17 mars, à envisager l'abstention comme une possible position commune à toute la gauche. Le PC, lui, prend position pour un « non clair et résolu », avant d'affirmer qu'il faut dire « deux fois non à Pompidou ». Les radicaux de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber et les radicaux de gauche, avec M. Mao-

rice Faure, se prononcent pour le « oui », tandis que la Nouvelle Action française et les groupuscules d'extrême droite se rallient au « non ».

La campagne électorale est morne, les foules ne se déplacent pas pour écouter les leaders nationaux. L'opinion est manifestement indifférente à une réforme qui ne la concerne pas directement et pour laquelle le président de la République n'a pas mis en jeu son destin politique. Les auteurs de la majorité et du Parti communiste, avec des motivations opposées, combattent le refus de vote, alors que les socialistes, malgré leurs

inscriptions. Le record des abstentions est battu avec 39,6 % des inscrits, auxquels il convient d'ajouter 7 % de bulletins blancs ou nuls (dans les précédentes consultations, les abstentions étaient en moyenne de 22 % et les votes blancs ou nuls d'environ 2 %).

Au-delà des satisfactions exprimées — rituellement par tous, ce résultat est à la fois un demi-échec et un demi-succès. Demi-échec pour le président de la République dont la majorité ne sort pas renforcée de l'épreuve, à moins d'un an des élections législatives. Demi-succès pour le Parti socialiste, dont se flattent publiquement ses dirigeants, tout en sachant qu'ils ne peuvent revendiquer la totalité des 40 % d'abstentions. Ils n'ignorent pas, en effet, qu'une partie de leur électorat dans certaines régions, selon les enquêtes faites auprès des bureaux de vote, a voté soit pour le « oui », soit pour le « non » et que l'abstention est souvent le fruit de l'indifférence.

L'instrument de pouvoir

M. François Mitterrand peut cependant constater que le rayonnement de son parti s'est accru. Les chefs de toutes les formations politiques tirent de ces résultats leurs propres conclusions pour les élections législatives, que chacun prépare activement. Mais on se pose aussi la question de l'avenir de la procédure référendaire et de sa valeur comme instrument de pouvoir. Aucune réponse décisive ne sera donnée à cette interrogation pendant les vingt années suivantes (1), avant que M. François Mitterrand n'envisage de recourir, éventuellement, en 1992, à cette invention gaullienne, décidément bien délicate à manier.

ANDRÉ PASSERON

(1) Le référendum du 6 novembre 1988 sur le statut de la Nouvelle-Calédonie a suscité le plus haut taux d'abstention (63 %) de l'histoire des consultations électorales en France, toutes Républiques confondues.

La question posée par Georges Pompidou

Le texte de la question posée aux électeurs pour le référendum du 23 avril 1972 était le suivant : « Approuvez-vous, dans les perspectives nouvelles qui s'ouvrent à l'Europe, le projet soumis au peuple français par le président de la République et autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la Grande-Bretagne, du Danemark, de l'Irlande et de la Norvège aux Communautés européennes ? »

convictions européennes, le défendeur, M. Mitterrand explique ainsi, le 11 avril : « Le refus de vote du Parti socialiste est la meilleure façon de combattre la majorité, de la faire reculer et de la battre ».

Un record d'abstentions

Européen convaincu et leader du MRP, M. Jean Lecanuet peut affirmer, pour justifier son « oui », que « l'ère gaulliste est close », tandis qu'un autre européen, le très gaulliste Christian Fouchet, énonce « l'Europe européenne et non atlantiste en train de se créer ». S'il y a plusieurs Europe dans le camp des « oui », il y a aussi différentes Europe parmi ceux qui, par leur abstention, la refusent.

Le « oui » l'emporte le 23 avril, mais il ne recueille que 67,7 % des suffrages exprimés, soit 36 % des

BIBLIOGRAPHIE

De Gaulle toujours...

Non, de Gaulle n'était pas homosexuel. Après avoir bien cherché, Roger Peyrefitte affirme en conclusion de sa « réflexion sur de Gaulle », bien que sur une photo en collage il ait trouvé le futur général « à croquer » (1). C'est pris de remords et pour se faire pardonner son livre de 1970, *Des Français*, particulièrement antipathiques, écrites sous l'Occupation, a voulu jouer dans la canonisation de de Gaulle le rôle de l'avocat du diable. Ce n'est évidemment qu'un prétexte pour démythifier la stature posthume du commandeur et pour distiller le fiel entre les hommages. Truffé d'anecdotes plus ou moins véridiques, ne négligeant aucun ragot, approximatif dans ses citations, mais se référant aussi aux faits établis et aux témoignages vécus, Roger Peyrefitte réussit en ce domaine, comme il le fit dans d'autres, à être iconoclaste. Un peu brouillon, sautant du coq à l'âne, jouant des paradoxes, ce pamphlet camouflé pourrait indigner les gaullistes et ravir les antipathistes alors qu'il devrait plutôt faire sourire les uns et les autres.

Si Roger Peyrefitte n'hésite pas à mettre en lumière le dessous des choses et même à remuer les poubelles de l'Histoire pour affirmer qu'en définitive « si de Gaulle n'avait pas existé notre destinée eût été la même », d'autres ont encore quelques contributions à apporter pour compléter la connaissance de ce récent passé. C'est le cas de Raymond Janot (2), actuel prési-

dent du Conseil régional de Bourgogne. Secrétaire général du Conseil d'Etat en 1958, conseiller technique au cabinet de de Gaulle, il s'occupe de l'élaboration de la Constitution de la V^e République. Il sera aussi l'interprète de la pensée de de Gaulle comme secrétaire général de la communauté puis comme directeur de la RTF.

Un autre haut fonctionnaire, Charles Richard, raconte comment on peut devenir un « préfa » (faiseur d'élections) (3). Ce témoignage de confession montre comment le pouvoir politique, par l'intermédiaire de ses préfets, a toujours tenté de faire battre les « méchants candidats », comme le disait Lucien Bonaparte à propos des adversaires du gouvernement. Le préfet Richard raconte comment il fut chargé de régler l'affrontement entre Georges Pompidou et Gaston Monnerville, de diriger la guerre de Bernard Pons contre Maurice Faure et d'enregistrer ou d'organiser de multiples coups-bas dans ce département du Lot qui, selon Gaston Monnerville, serait « Florence plus la Corse », mais qui était surtout un bastion que les gaullistes voulaient conquérir par tous les moyens.

A. P.

(1) *Réflexion sur de Gaulle*, de Roger Peyrefitte, Société des Editions Régionales, 306 pages, 165 F.
(2) *Raymond Janot*, de François Souvignat, Les Editions du Bien public, 160 pages, 110 F.
(3) *Vérités sur les élections*, de Charles Richard, Editions J.-P. Glaser, 256 pages, 82 F.

POINT DE VUE

Initiative pour la confédération

Nous avons reçu d'un groupe de sept députés socialistes le texte suivant qui propose la convocation, dans le courant de l'année 1992, d'un forum parlementaire pour la confédération.

MAL accueilli lors des assises de Prague, l'idée de confédération présente aujourd'hui un intérêt nouveau. Les enseignements tirés de l'échec du putsch de Moscou et de la guerre en Yougoslavie semblent avoir conduit certains esprits sceptiques à reconsidérer leur attitude critique. Pour notre part, nous n'avons pas cessé de croire à l'unité immédiate de la proposition de confédération face à la situation nouvelle de l'Europe continentale, depuis la chute du mur de Berlin.

Les Européens doivent être capables de comprendre, au sens étymologique de ce terme, un double mouvement qui n'est pas contradictoire qu'en apparence. Ce double mouvement est celui même de la libération des peuples d'Europe. Nos compatriotes d'Europe centrale et orientale trouvent ou retrouvent les chemins de la démocratie. Ils souhaitent tout à la fois exercer leur droit à la diversité culturelle — et dans certains cas jusqu'à l'indépendance — et renoncement à certaines constructions étatiques — et leur droit à s'intégrer à l'Europe qui s'unit. Ils veulent tout à la fois être reconnus en tant que nation, ethnies ou minorités, et être admis dans la Communauté européenne. On retrouve cette double volonté en matière de défense. Pour assurer leur sécurité, certains veulent se doter d'une armée nationale et, dans le même temps, adhérer à l'Alliance atlantique.

Il n'y a pas, en réalité, de contradiction dans cette attitude où sont inextricablement mêlés, dans leur légitimité, l'attachement à sa propre histoire et le désir d'ouverture vers l'avenir. Il y a même le moyen d'écarter le danger national-populiste. Il s'agit, en fait, d'une seule et même façon de concevoir une libération qui ne fait que commencer.

Une démarche avant d'être une institution Pour répondre à un mécanisme si complexe d'espérance impatiente, il faut immédiatement proposer une démarche politique capable d'être comprise, non pas seulement par quelques initiés, mais par les peuples eux-mêmes. Un geste spectaculaire de solidarité peut, seul, être porteur de la pédagogie indispensable dans les circonstances présentes.

Le conseil de l'Europe, depuis des décennies, montre le chemin. Il peut être à la fois un creuset et un aboutissement dans cette démarche. Pour aborder l'étape qui s'ouvre, il faut instituer — peut-être provisoirement, mais en tout cas immédiatement — un cadre qui soit à la mesure de l'Europe « aujourd'hui rendue à sa géographie et à son histoire », comme l'a dit le président de la République. Il faut donc reprendre la démarche engagée à Prague par des personnalités qui n'avaient pas, en principe, de mandat électif. A leur tour, des parlementaires, représen-

tants de nos nations, devraient se réunir pour discuter de l'opportunité de créer un « point de rencontre » confédéral de discussion et de décision. De Lisbonne à Moscou, chaque assemblée législative démocratiquement élue pourrait être représentée à un premier forum parlementaire pour la confédération qui se tiendrait dans le courant de l'année 1992.

Dans cette perspective, la confédération est pour nous, d'abord un défi avant d'être une institution. Elle peut être un cadre qui exprime le mouvement de libération des peuples qui veulent affirmer leur identité et leur différence et qui n'ont pas à s'opposer à la confédération dont ils ont le geste mélangé de solidarité que tous les peuples d'Europe centrale et orientale attendent de nous et que notre modèle est de leur tout de suite. Tous les Européens doivent pouvoir s'y retrouver, dès à présent, à l'égalité de droits, pour y débattre de l'avenir du continent. Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement de parlementer, car ce qui ne serait déjà pas si mal, mais aussi de sélectionner les grands dossiers d'aménagement de l'espace continental.

Les dossiers retenus pourraient recouvrir le label confédéral afin d'être mieux défendus devant des organismes financiers comme la BEIRD. Ils pourraient concerner, avec des partenaires qui feront bien eux-mêmes la carte, selon des géométries variables, des domaines comme l'énergie, la sûreté nucléaire, la lutte contre le gaspillage, la dépollution, le traitement des déchets, la qualité de la vie dans les grandes villes, la défense des forêts aussi bien qu'un schéma directeur continental pour les autoroutes et les trains à grande vitesse, ou d'autres questions tout aussi essentielles et urgentes que la recherche d'une politique commune, par exemple face aux grands flux migratoires.

Dès lors qu'il est entendu que tout pays démocratique, situé en Europe, a, par ailleurs, automatiquement vocation à adhérer à la Communauté européenne, et pour sa sécurité, à l'Alliance atlantique, les réticences, voire l'hostilité, de certains dirigeants d'Europe centrale et orientale et des Etats-Unis d'Amérique devraient s'estomper.

La confédération n'est pas la Communauté européenne des pauvres. Elle n'est pas une sous-catégorie de la CSCE. Elle ne doit susciter aucune inquiétude quant au rôle et au devenir du Conseil de l'Europe, ni être crainte par ceux qui, comme nous, sont attachés à l'union de l'Europe des Douze. L'Europe se renouvelle. La confédération doit lui permettre de se rassembler sans délai. Il est juste et légitime que des parlementaires soient au cœur de cette démarche.

Michel Vauzelle (Bouches-du-Rhône, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale), Jean-Christophe Cambadélis (Paris), Bertrand Delanoë (Eure-et-Loir), Jean-Paul Planchou (Seine-et-Marne), Jean-Marie Le Guen (Paris), François Loncle (Eure), Guy Langegne (Pas-de-Calais).

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique QSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-86
MINITEL 36.15 CODE A37 puis QSP

Vente sur surenchère par licitation au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 9 JANVIER 1992, à 14 h, en un lot
PROPRIÉTÉ à CORNEUIL (27)
Lieu dit « Le Village »
comprenant bâtiments d'habitation et dépendances, terrain
d'une contenance de 1 760 m² environ
Mise à Prix : 320 100 F
M^{rs} WISLIN, avocats, 7, avenue de Madrid 92100 NEUILLY.
TEL : 47-47-35-30 de 16 h à 18 h - Maître Céline RANJARD-NORMAND,
5, rue des Bourguignons à BOIS-COLOMBES (92). TEL : 47-80-75-18
et à tous avocats près le Tribunal de Grande Instance de NANTERRE.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 9 JANVIER 1992, à 14 h, en un SEUL LOT
APPARTEMENT de 3 Pièces Principales
Dans un ensemble immobilier sis à
PUTEAUX (92) 1 & 3, rue Marius-Jacotot
et 2-4 et 6, rue Aristote-François
1^{er} étage droite, comp. : entrée, cuisine, débarras, W.C. - cave au sous-sol
Mise à Prix : 170 000 F
S'adresser pour renseignements à M^{rs} WISLIN, avocats à NEUILLY,
7, av. de Madrid - M^{rs} François CONSTANSOUX, avocats à PARIS 7,
4, av. Sully-Prudhomme. TEL : 44-18-00-18 - Tous avocats près
le Tribunal de Grande Instance de NANTERRE. Pour s'adresser à
M^{rs} SENGES & BARONI, huissiers à PUTEAUX. TEL : 45-06-01-56
le vendredi 27 décembre de 14 h 30 à 15 h 30.

ISTH ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVE
LA CONFIANCE, LA PERFORMANCE
• HEC • 2^e année entrée directe • SUCCÈS CONFIRMÉS
• SCIENCES PO •
• E.N.M. - C.F.P.A. •
• ESCP 1^{re} année - ESC Lyon - ESC
STAGES INTENSIFS ET PRÉPAS SEMESTRIELLES
6, avenue Léon-Houzeau 75016 PARIS - Tél. : 42.24.10.72 + 45.85.59.35 +

LA BEAUTÉ SAUVERA LE MONDE
BERNARD BRO
Un regard encyclopédique sur 15.000 ans d'histoire de l'Art... Une œuvre magnifiquement illustrée.
Plus de 10.000 ex. vendus
aux éditions du cerf
Ouvrage COURONNÉ PAR L'ACADÉMIE FRANÇAISE
500 F

SOCIÉTÉ

170 millions de francs débouqués

M. Marchand annonce plusieurs mesures pour la police nationale

Au cours d'entretiens avec les organisations syndicales lundi 23 décembre, le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, a annoncé des mesures évaluées à 170 millions de francs en faveur des fonctionnaires de la police nationale.

Faute d'être réglées depuis plusieurs mois, des questions concernant les rémunérations et les plans de carrière alimentent un malaise général dans la police nationale. S'il ne dispose pas des crédits nécessaires à la mise en œuvre de la réforme des corps et carrières, le ministre de l'Intérieur a débouqué 170 millions de francs qui devraient améliorer le climat.

Tous les policiers vont ainsi bénéficier d'une augmentation de leur pouvoir d'achat (130 F mensuels), notamment ceux que la FASP appelait les « 26 000 exclus », les policiers de province qui n'avaient pas profité des revalorisations indemnitaires accordées en juillet 1991. En outre, les officiers et les commandants toucheront la prime versée aux agents de police judiciaire (APJ 20). Les frais de police et de mission perçus par les inspecteurs seront har-

monisés dans la perspective de la départementalisation des services en cours. Des engagements en faveur des logements des policiers et, d'autre part, du maintien de l'effort budgétaire sur le parc immobilier, ont enfin été pris par le ministre.

Plusieurs signes indiquent que la porte de la réforme des corps et carrières n'est pas fermée. C'est le cas notamment de la fusion de certains grades (inspecteur et inspecteur principal, officier et officier principal), et du rapprochement des carrières des officiers de paix et des inspecteurs. Le cadre général reste pourtant celui prévu par les accords Durafour sur la revalorisation de la fonction publique, dont les premières tranches ont été payées aux fonctionnaires de police; le ministre souhaite que les partenaires arrivent à une « convention d'extension » de ces accords à la police nationale.

Réactions mitigées

Le ministre a saisi le garde des Sceaux, M. Henri Nallet, d'un projet d'extension de la qualification d'officier de police judiciaire (OPJ): non seulement les inspecteurs en seraient dotés dès leur sortie d'école, mais de nouveaux corps de policiers (officiers

et commandants, brigadiers chefs et chef enquêteurs) pourraient se voir attribuer le statut d'OPJ. M. Marchand a également déclaré qu'un « fond de concours » sera établi, dès 1992, pour améliorer la gestion des rémunérations accessoires, les vacations funéraires notamment, perçues par les commissaires. Il a été aussi décidé de mettre fin à la règle, appelée lors de l'adhésion de l'inspecteur Gaudino de la police nationale, selon laquelle le président du conseil de discipline avait voix prépondérante au moment des votes.

Au sortir des entretiens, le secrétaire général de la FASP (majoritaire chez les policiers en tenue), M. Richard Gerbaud, se montrait satisfait de « la compréhension » dont a fait preuve le ministre « sur la plupart des dossiers essentiels », estimant que celui-ci « a fait le maximum avec un budget minimum ». La FASP va « se mobiliser pour aider le ministre à obtenir un meilleur budget ». Au nom de l'intersyndicale de la police, qui regroupe la FNAF, l'USC, et les organisations confédérées, M. Alain Brillet adoptait un ton plus mesuré, évoquant « des sous-entendus indélicates » et regretant que « le corps n'y soit pas pour la réforme de la police nationale » parce qu'il n'y a pas d'argent.

JUSTICE

Au tribunal correctionnel de Grenoble

Un an ferme et 600 000 francs d'amende requis contre M. Jacques Médecin

Dans le cadre d'une affaire d'ingérence évoquée, lundi 23 décembre, devant la chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Grenoble, M. Jean-Louis Berger, procureur adjoint, a requis contre M. Jacques Médecin, ancien président du conseil général des Alpes-Maritimes et ancien maire de Nice, et aujourd'hui réfugié en Amérique du Sud, une peine minimum d'un an d'emprisonnement ferme, assortie d'une amende maximum de 600 000 F et de l'interdiction à vie d'exercer toute fonction publique.

GRENOBLE

Cette affaire, devant reconnaître à l'audience le représentant du ministère public, constitue une petite partie de l'ensemble du dossier Jacques Médecin. Mais elle est l'illustration exemplaire d'un système basé sur la confusion des intérêts publics

et privés. Au cœur de la procédure se trouve une société privée, la Société d'édition de gestion administrative et technique (SEGAT), dont M. Médecin était l'actionnaire majoritaire, détenant 570 parts sur 600 et par l'intermédiaire de laquelle il lui est reproché d'avoir récolté des fonds émanant d'organismes publics ou parapublics contrôlés ou dirigés par lui.

Le système s'articulait autour du mensuel municipal, *Action Nice-Côte d'Azur*, destiné à « servir l'image de Jacques Médecin » mais qui lui permit surtout de récolter de l'argent. Sa diffusion resta toujours confidentielle. « Le produit annuel de sa vente en kiosque, rappelle le procureur, ne dépassa pas 3 000 F, et malgré un système de comptage avec le cotillon versé à l'association des amis du maire de Nice, les abonnements ne rapportèrent jamais plus de 140 000 F. » Mais, paradoxalement, ses recettes publicitaires, elles, atteignirent des sommets, jusqu'à 97 % du chiffre d'affaires annuel de l'entreprise, lequel oscillait entre 3 et 4 millions de francs pour un tirage moyen de 9 000 exemplaires.

Le respect dû aux Nîçois

Le délit d'ingérence n'a pas été retenu contre les annonceurs privés qui « versaient au maire une sorte de cotisation pour s'attirer ses bonnes grâces », mais visait les organismes publics ou parapublics au premier rang desquels figure la ville de Nice. Via son service du protocole, celle-ci rétribua la parution d'une photographie de la ville publiée sur l'une des pages de garde du journal. Le conseil général, de son côté, aurait versé en quatre ans, de 1986 à 1989, 400 000 F pour des insertions publicitaires ou des publi-reportages.

Différentes entreprises concessionnaires de la ville de Nice, telles que le service de restauration des cantines scolaires, celui des pompes funèbres ou encore de la Compagnie générale des eaux auraient également

rémunéré des publicités. Une série d'association paramunicipales: Nice Opéra, Nice Acropolis, Côte d'Azur Développement et Nice-Communication, qui, « en quatre ans, soulignent le procureur, ont perçu plus de 800 000 F de subvention, auraient enfin « alimenté » le système.

« Votre sentence attestera du respect rendu à des milliers de Nîçois, écrivait-il de découvrir au quotidien les malversations dont ont été l'objet les finances publiques », a déclaré l'avocat de la partie civile, M. Joseph Figueras, qui, en qualité de citoyen de la ville de Nice, a obtenu de la juridiction administrative le droit de représenter les intérêts de la collectivité en lieu et place de l'actuelle municipalité qui, elle, s'y est refusée.

Jugement le 6 janvier.

NICOLE CABREY

□ L'affaire du Carrefour du développement sera jugée en mars. — La cour d'assises de Paris devrait juger, du 17 au 27 mars 1992, l'affaire du Carrefour du développement, dont le principal accusé est M. Yves Chahier, ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci, ex-ministre socialiste de la coopération. Le 7 novembre, la chambre criminelle de la Cour de cassation avait rejeté tous les pourvois, dont celui du procureur général de Paris, formés contre l'arrêt de la chambre d'accusation de Paris renvoyant les accusés devant les assises. M. Chahier est accusé de « soustraction de fonds publics par dépositaire public de fait, tentative de soustraction de fonds publics, faux en écritures publiques et usage abusif de confiance ». Seront également jugés M. Philippe Lamy, PDG de la société de transports SOCOTRA, M. Marie-Danielle Babinson, sous-préfet, amie d'Yves Chahier, et M. René Trillaud, ancien haut fonctionnaire du ministère de la coopération.

ARCHÉOLOGIE

Une barque funéraire de cinq mille ans découverte en Haute-Egypte

Une barque funéraire vieille d'environ cinq mille ans a été découverte dans le complexe funéraire d'Abydos, en Haute-Egypte, à 500 kilomètres au sud du Caire. La presse égyptienne, qui a annoncé l'événement, la présente comme « la plus grande découverte archéologique du XX^e siècle ».

LE CAIRE

de notre correspondant

La vallée du Nil reste une mine d'or pour les archéologues. Après les Anglais Howard Carter et lord Carnarvon — qui découvrirent, en 1922, la tombe de Toutankhamon — et les Français Pierre Montet et Georges Goyon — qui mirent au jour, de 1939 à 1946, les trésors de Tanis, c'est au tour des Américains de rem-

porter le gros lot. La découverte a été faite début octobre par une équipe dirigée par le professeur David O'Connor, chef de la section d'égyptologie de l'université de Pennsylvanie. La mission entreprenait des fouilles à Qomel-Zebib, près du complexe funéraire du pharaon Khasekhemou (2 850 avant Jésus-Christ); elle a commencé par mettre au jour les vestiges de cinq tombes de la seconde dynastie et d'une pyramide qui aurait servi de modèle à l'architecte Imhotep pour la construction de la pyramide à degrés de Saqqarah.

Début octobre, les fouilles du professeur O'Connor permettaient de dégager une voûte de forme allongée de briques en terre crue et recouverte de plâtre. La voûte est ouverte, et les archéologues américains se retrouvent face à une barque funéraire d'une trentaine de mètres de long dont la moitié se trouvait

enfouie dans le sol et le reste recouvert par les briques de terre crue.

Contrairement à la barque « déterrée » à Gizeh en 1954 exposée au pied de la Grande Pyramide (dans un musée hétéroclite qui dégage le site) et qui était constituée de six cent cinquante pièces de bois détachées, la barque d'Abydos est entièrement montée. Selon des archéologues occidentaux qui viennent de se rendre à Abydos, la partie enfouie dans le sol est relativement conservée, tandis que le bois de la partie sous voûte est très érodé.

La roue de la chance continuant à tourner pour les Américains, l'université de Pennsylvanie a pu mettre au jour onze autres voûtes abritant probablement onze barques funéraires couchées parallèlement (on parle même de quatorze). Toutefois, si les barques ont été identifiées comme étant de la période thinites (3 300 à 3 000 avant Jésus-Christ),

elles n'ont pas encore été fouillées. On ignore donc quelles découvertes peuvent encore réserver ces barques remontant à une période très mal connue de l'histoire de l'Égypte. Mais cette découverte permet déjà de confirmer que le rite solaire est bien plus ancien que la IV^e dynastie des constructeurs de pyramides (2 600 à 2 300 avant Jésus-Christ).

L'équipe du professeur O'Connor, qui est rentrée aux États-Unis pour annoncer la découverte et obtenir de nouveaux fonds de ses mécènes, doit reprendre ses travaux en janvier 1992. En attendant, M. Farouk Hosni, ministre de la culture, a déjà déclaré qu'il examinerait avec les experts la possibilité d'extirper ces barques pour les restaurer et les exposer « de manière digne de la portée historique et touristique de la découverte ».

ALEXANDRE BUCCIANTI

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

DIAGONALES

TOUT a commencé avec du papier d'argent. Les enfants gâtés d'avant-guerre étaient priés d'en faire des boulettes afin de sauver, Dieu seul savait comment, des petits Chinois. C'était le rêve, dans le genre morale immanente: plus on mangéait du chocolat, plus on rendait service à des gamins des antipodes, si mignons avec leurs yeux bridés et intenses. Ensuite, on a appris que nos « B.A. » menaient d'aggraver le péril jaune: déjà, un comédien fou ami de Céline, Le Vigan, dormait avec son vélo dans son lit pour fuir plus vite la horde asiatis... Après quoi, les Allemands sont venus. Le maréchal Pétain a relancé l'idée de don, de sa personne ou autre. Mais le cœur n'y était plus.

Aujourd'hui, le mot charité risquant de blesser l'amour-propre des assistés par son paternalisme vieillot, on lui a substitué la caritatif et ses dérivés. Le papier-monnaie a remplacé le papier d'argent. Le charité-business a pignon sur rue (deux fois le chiffre d'affaires des industries textiles). Les bonnes œuvres tiennent salon (dimanche dernier, à la Défense). Elles font appel à des collecteurs, se les partagent, louent des fichiers de donateurs éphémères, les paient.

On reconnaît les appels de fonds, dans le courrier, au grand T noir qui dispense d'effranchir son obole en retour. Il y a quelques années, je recevais cinq ou six SOS par automne. Cette semaine, il m'en est arrivé une dizaine d'un coup. Au Salon de la Défense, on m'a expliqué cette sollicitude appuyée. L'an dernier, j'ai cotisé à certaines associations, par estime profonde. Pour les officines où se mêlent les mailing, je suis devenu l'homme-à-tapis. L'électronique réalise à sa façon les marques codées par lesquelles les Gitanes désignent aux suivants les bons coins des villages traversés, et les moins bons.

Me voici donc promu vache-à-lait d'honneur, par la grande machinerie caritative. Cela fait chaud au cœur. Mais bientôt, un sentiment irrité recouvrera le fier et première. Que fait l'Etat, si tant de déstresses attendent tant de moi? L'humanitaire contribue, par son succès, au discrédit du politique, qui n'a pas besoin de ça. Le discrédit n'épargne pas la presse, coupable de ne pas avoir témoigné des horreurs pour lesquelles on me sollicite.

Lampions de Noël

Un soupçon allant rarement seul, on se demande quelle part du don consenti va servir à rémunérer des collecteurs si savants et équipés. Payer pour recevoir d'autres appels au secours, est-ce logique? Est-ce moral? La seule automaticité du système fait peur. Il en ressort que des gens s'échangent en secret des informations sur votre sensibilité à divers maux classifiés. Des yeux sont collés à la suture de vos inconscients. Des mains titillent votre cœur, votre porte-monnaie. Une Organisation manigance ces choses: sans chef d'orchestre, pas encore, mais avec des capacités de concentration et de manipulation inouïes. Il paraît qu'on peut toujours se faire inscrire sur un fichier, dit « Robinson », afin de ne plus subir aucune démarche postale; au risque de se sentir un monstre d'égoïsme...

Déjà, l'état s'était resserré pour moi, après quelques dons de sang. Toutes sortes de maux frappaient à ma porte. Et comme les machines ne pouvaient pas encore percer à jour tout notre intime, on m'a demandé de préciser moi-même sur l'honneur si j'étais ou non « homosexuel à partenaires multiples ». On voit bien la raison de cette curiosité, qui date, par parenthèse, d'avant les affaires de transfusion. Mais cela ne semble pas très « droit de l'homme » d'être fiché à jamais, et à l'intention d'on ne sait qui, selon ses préférences intimes. J'ai refusé de répondre. Moralité: on ne veut plus de mon sang, qui est pourtant universel et de bonne teneur.

C'est Noël qui veut qu'on parle de dons, en déplorant qu'ils soient de plus en plus tarifiés et sujets aux affaires. Les fêtes sont aussi l'occasion d'évoquer les grands soucis du moment.

Des sondages, il appert que les Français placeraient en tête de leurs tourments les grands bouleversements politiques et sociaux. Est-ce si certain? Sont-ce les sondages qui mentent, ou les sondés, par souci de montrer une belle âme? A en croire les magazines hebdoma-

des, même politisés, qui ont soigneusement leurs propres informations sur nos inquiétudes, et se doivent commercialement de les apaiser dès leur couverture, nous serions surtout préoccupés par les cosmétiques, les régimes amaigrissants et les listes de milliardaires...

A propos de milliardaires, les carnets d'adresses informés m'ont réservé une autre surprise, humiliante celle-là. Certains bijoutiers, de correctionnelle mémoire, m'invitent le 9 janvier pour des « soldes », moi qui, juré, n'ai jamais eu affaire à eux. Et dans leurs salons privés, s'il vous plaît! Je n'ai pourtant aucune condamnation à mon casier. Une erreur de mailing, sans doute!

Quittons ces cuisines caritatives et les ripailles, en ces jours saints, et voyons sur les hauteurs s'il s'y passe de quoi se consoler. La réponse est: oui. Et grâce au cinéma! Deux réalisateurs, et autant de producteurs, ont parié contre le scepticisme accablé et le goût naïf des « polars » prêtés aux Français. Le succès public, s'il est au rendez-vous, en dira long sur la fiabilité des audimètres et des sondages. Je veux parler de *Tous les matins du monde*, d'Alain Corneau, et de *L'Annonciation* de Marie, d'Alain Corneau.

Alors que la réussite se mesure partout, sur le mode de la compétition économique, au bon plaisir des forts et à l'écrasement des faibles, ces deux films montrent des êtres totalement à contre-courant, attachés à se contraindre eux-mêmes, pour des fins supérieures, transcendantes. Les uns se consacrent de dévotion à l'art (la musique baroque); les autres vivent jusqu'au martyre la foi sans faille du Moyen Âge.

Ces lieux d'absolu ont quelque chose d'incongru, au milieu des vulgarités et des férociétés de la production environnante. Ce sont les lampions de ce Noël 1991. Par ailleurs, il faut entendre: qui porte en soi la raison d'être, parfait, achevé, et donc le contraire d'infini. (C'était du moins l'idée d'Aristote.)

Est-ce là un dernier sursaut avant le déferlement des séries défilées grâce auxquelles l'Amérique a décidé d'éradiquer toute culture européenne? Ou sont-ce des signes forts que cette culture, qui est notre âme même, verra chèrement sa peau?

Voici venir le temps des vœux!

RELIGIONS

Pour les pays de l'Est

Le pape souhaite « l'alliance entre le libre marché et la solidarité »

Dans son traditionnel discours de fin d'année devant les cardinaux de la Curie romaine, le pape a souhaité, lundi 23 décembre, qu'après l'effacement des régimes collectivistes se construisent une nouvelle société dans laquelle « l'alliance entre le libre marché et la solidarité remplace la haine ».

Pour Jean-Paul II, les économies modernes doivent surmonter « la mentalité purement utilitaire, qui ne tient pas compte des dimensions transcendantes de la personne humaine et l'isole dans le cercle étroit de la production et de la consommation ». Le pape a conclu que « la liberté et la créativité de la personne humaine doivent être au centre de l'ordre économique ».

EN BREF

□ M. Haroun Tazieff de nouveau chargé de risque volcanique. — Le *Journal officiel* du 19 décembre a publié un arrêté du ministre de l'environnement qui donne la liste du Comité supérieur d'évaluation des risques volcaniques. M. Haroun Tazieff est reconduit à la présidence du comité — et chargé d'autre part d'un rapport sur la situation actuelle du risque volcanique en France.

□ Démission du directeur général de l'Office des anciens combattants. — Un communiqué de l'hôtel Maignon a annoncé lundi 23 décembre que la suite des divers incidents qui se sont produits autour de la maison de retraite [des veuves de guerre] de Vence, M. Yves-Jean Bentegeat, directeur général de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, avait été prié de présenter sa démission, ce qu'il a fait. Gérée par l'office, la maison de retraite était menacée de fermeture et ses pensionnaires de déménagement (*Le Monde* du 11 décembre). En dépit des oppositions qui s'étaient manifestées pour des motifs évidents, les responsables de l'office n'avaient pas renoncé à leur projet. M. Bentegeat a donc fait les frais de cette obstination.

SPORTS

L'Atlantique sud en ULM

Parti dimanche 22 décembre sur les traces de Mermoz, le célèbre pionnier de l'Aéropostale des années 30, le navigateur et pilote français Guy Delage, trente-huit ans, a réussi, en vingt-six heures, la première traversée de l'Atlantique sud en ULM. Envoyé de Praha, au Cap-Vert, Guy Delage a atteint lundi l'île Fernando-de-Noronha, au large de Natal au Brésil, après avoir parcouru 2 350 kilomètres. Il a ainsi réalisé la plus longue traversée jamais effectuée en aile volante motorisée.

Avec 350 litres de carburant (pour un poids total de 650 kilos), et une autonomie théorique de trente-six heures, FULM de Delage a connu plusieurs problèmes techniques: une panne de radio notamment l'a empêché d'écouter les bulletins météo de Radio-France internationale (RFI) qui lui étaient spécifiquement adressés afin de traverser sans encombre le Pot-au-Noir, zone de basses pressions et de turbulences au niveau de l'équateur. Mais le pilote a finalement trouvé des vents favorables qui lui ont permis de voler plus vite que prévu sur la route des « vents ».

A son arrivée, le navigateur français, qui s'était préparé, avec l'aide de médecins, à dormir par périodes de 30 secondes, a insisté sur le stress permanent qu'il a dû subir durant la traversée: « Il y avait des descentes de 300 mètres d'altitude, plein pot au moteur du Pot-au-Noir, j'ai fait dans les nuages des demi-tours à 180 degrés en une à deux secondes, sans pouvoir rien faire, sans savoir où j'étais, avec un rideau de pluie de 5 ou 6 mètres. On est dans l'eau. On ne sait pas pourquoi. Et là, soudainement, c'est l'enfer », a expliqué Guy Delage, qui a assuré avoir en poche « du défilé à la fin ».

□ RAID-MARATHON PARIS-LE CAP: les ONG dénoncent le « gaspillage ». — Venues d'une cinquantaine de pays dont le Tchad, la Côte d'Ivoire et l'Afrique du Sud, quatre-vingts des associations et organisations non gouvernementales qui viennent de participer à la conférence mondiale des ONG, à Paris, ont publié, lundi 23 décembre, une déclaration dénonçant les « méfaits » du raid-marathon Paris-Le Cap (*Le Monde* du 24 décembre). Les ONG affirment qu'elles sont « ébranlées par le gaspillage de richesses, de carburant et de moyens techniques qui font tant défaut aux populations africaines ».

Les samaritains du métro



Les samaritains du métro

Les samaritains du métro

Les samaritains du métro

Les samaritains du métro

Les samaritains du métro

SOCIÉTÉ

Les samaritains du métro

Suite de la première page

C'est que les sous-sols offrent non seulement un abri, mais une économie de survie. Les huit millions d'usagers quotidiens forment la clientèle de ceux qui font « la manche » : les sous-sols sont des bords de quai arrivés à gagner une vingtaine de francs par jour, de quoi vivre et se payer bouillottes et cigarettes. Les plus présentables parviennent à ramasser quelques centaines de francs avec leurs textes répétés mille et une fois dans des rames pas trop bondées. D'autres s'y livrent à des trafics de petits et grands, ou encore savent, d'un coup de pied bien placé, faire dégringoler les pièces d'une machine à sous.

Le métro n'a pourtant rien d'un cocon protecteur. « La déchéance y est beaucoup plus rapide que dans la rue », constate le docteur Patrick Henry, l'un des responsables de « Coup de pouce ». « On y perd très vite toute notion du jour et de la nuit, du bruit et de la température. Des gens comme vous et moi s'y retrouvent à la suite d'une catastrophe personnelle, rupture familiale ou accident du travail », explique ce médecin, qui a soigné une bonne part des quelque huit mille clochards parisiens.

Histoires embrouillées

Les sortir du métro relève presque de la mission impossible. La plupart des vieux clochards dorment peu – trois heures par jour – à cause des voleurs qui profitent du moindre moment d'inattention, et boivent beaucoup, jusqu'à six litres quotidiens. « Après des années d'errance, ils ont appris à ouvrir une porte, commente le docteur Henry. Pour eux, on peut au mieux espérer stabiliser la situation et éviter qu'ils ne créent à petit feu ».

« Coup de pouce » concentre son action sur ceux qui n'ont pas sombré dans la clochardisation. « Dans le métro, il y a les routards, les zonzards et les clochards », explique Jérôme, vingt et un ans, assis dans le petit bungalow du point d'accueil situé à Nation, en établissant une hiérarchie. Lorsque son « éducateur » l'a rencontré sur un quai,

en soit, il n'était déjà plus un « routard » de province attiré par la capitale, où on trouve toujours à manger ou à s'habiller. Il était devenu un « zonzard », incrusté dans les squatts et le sous-sol parisiens. Aujourd'hui, Jérôme paie sa chambre en foyer, joue au football



le dimanche et fabrique des bougies de ceinture à l'usine. Depuis plus de trois mois, il semble tiré d'affaire, comme une trentaine de « clients » de l'opération. « Ceux-là avaient la chance de ne pas être complètement cassés, commentent les responsables de « Coup de pouce ». Jeunes pour la plupart, ou avec un passé professionnel et une famille avec des enfants, ils ont pu se raccrocher à quelque chose ». La réussite a été moins nette avec d'autres qui ont certes trouvé un toit ou un travail, mais n'ont pas quitté les sous-sols.

Des petits bungalows d'accueil installés aux stations Nation et Etoile, les « clients » repartent sans argent, sans ticket-restaurant, mais avec la certitude d'être soutenus dans les démarches qu'ils devront effectuer eux-mêmes. L'équipe doit faire face à des « histoires person-

nelles toutes plus maches les unes que les autres ». L'un des premiers cas traités a été celui d'une femme de vingt-trois ans, enceinte de sept mois, dont le bébé a été finalement placé dans une pouponnière de la DASS.

En un après-midi, trois paumés âgés de vingt ans sont venus raconter leurs histoires passablement embrouillées : à peine sortis de prison, deux petits délinquants ont demandé comment bénéficier des ASSÉDIC ; un jeune Italien sans papier est venu chercher un toit et des documents d'identité. A eux

comme aux autres, les assistants sociaux ont servi de guide dans le maquis des dispositifs, orientant les uns vers des centres de traitement (sida ou autre maladie grave) ou de désintoxication (alcool, drogue), épaulant les autres dans la recherche d'un lit en foyer d'urgence.

« De toute façon, la réinsertion sera longue, note Frédéric Paolini, psychologue de « Coup de pouce » et ancienne inspectrice de police à Nice. Leur proposer un travail ou un logement du jour au lendemain, conduisant presque à chaque fois à une tentative de suicide. Certains auront besoin de coups de pouce à répétition. Mais même si on en sort un sur trente, cela vaut le coup ».

ÉRICH INCIVAN

Faute de moyens

Le Centre Saint-Germain d'accueil des toxicomanes est menacé de fermeture

Faute de moyens suffisants, le Centre Saint-Germain, un des deux centres d'accueil pour toxicomanes, géré par la Croix-Rouge, dans la capitale, devrait fermer ses portes dans les prochains semaines. Son médecin-chef, M. Jean-François Solal, vient, lui, de démissionner.

Quartier y a quinze ans au 7, rue de l'Abbaye, dans le système arrondissement, le Centre Saint-Germain, qui répondait alors à une demande évidente, connaît, selon une enquête de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS), une baisse de fréquentation des toxicomanes. Le ministère de la santé affirme que la drogue n'est plus, aujourd'hui, réservée à certains quartiers de la capitale, mais se propage à vive allure dans la banlieue parisienne et touche tous les milieux. Il faut toujours, selon les pouvoirs publics, étudier de nouveaux dispositifs d'accueil. La direction générale de la santé a donc décidé de revoir à la baisse les crédits de fonctionnement alloués pour 1992 au Centre Saint-Germain qui versait ainsi à subvention passer de 7 millions de francs à 3,5 millions.

Cette affaire relance la polémique née autour du déconventionnement des centres pour toxicomanes, décidé par le ministère de la santé (le Monde du 18 octobre) qui économiserait ainsi un total de 30 millions de francs. Parmi les structures visées, se trouvent notamment l'Association Le courtisane réservée aux mineurs, le centre de thérapie familiale Monceau, le centre de guidance parentale de Toulouse et le centre de post-cure de la Gentiane géré par l'Association Marmottan.

Des négociations sont actuellement en cours pour étudier un nouveau partenariat entre les pouvoirs publics – ou les collectivités locales – et ces associations au service des toxicomanes. « Derrière l'esbrouffe d'une prévention-spectacle et des promesses solennelles de renforcer les capacités des structures de soins, en réalité, le gouvernement réduit, ampute et prive les professionnels du minimum de moyens pour faire leur métier », affirme l'Association nationale des intervenants en toxicomanie.

CARNET DU Monde

Naissances

Le comte Denis de KERGORLAY et la comtesse, née Marie-Christine de PERCIN, Marie-Victoire, ont la joie d'annoncer la naissance de
Henry Louis,
le 5 décembre 1991.

Mariages

Lucile BARROS et Mohamed ETTAHIRI, sont heureux de faire part de leur mariage, qui a été célébré à la mairie de Bordeaux, le 14 décembre 1991.

Décès

M. Louis BODARD, son épouse, Elizabeth et Arnaud Dupuy, Nicole Fabiani-Bodard, Anne-Marie et Pierre Weinbreck, Lole Bodard, Xavier et Anne Bodard, ses enfants, Emmanuelle, Benoît, Julien, Anne, Guillaume, Nicolas, Arnaud (†), Cécilia, Bastien, ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M. Louis BODARD, ancien contrôleur de la Couronne, médaille militaire 1939-1945, survenu le 21 décembre 1991, à l'âge de soixante-dix ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 27 décembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Albert-le-Grand, 122, rue de la Glacière, Paris-13.

Il sera inhumé auprès de sa première épouse.

Monique BETHENOD,

au cimetière de Palaiseau (Essonne).

Les familles Dargent, Buisson, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Jean DARGENT, diplômé en sciences économiques et commerciales, chevalier de l'Ordre de la Couronne, directeur des ventes (en retraite) des usines Gustave Boffé de La Louvière (Belgique), né à Hautmont (Nord), décédé subitement à Dunkerque, le 19 décembre 1991, à l'âge de soixante et un ans.

Les funérailles religieuses, suivies de l'inhumation au cimetière d'Estimoteux-Val, sont célébrées en l'église Saint-Joseph à La Louvière, le mardi 24 décembre, à 14 heures.

M. J. Dargent-Buisson, 11, rue Jules-Destrée, B 7100 La Louvière.

M. et M^{me} Jean-Jacques Missenguy et leurs enfants, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Jacques Eblé, EKOK MISSENGUY, survenu le 14 décembre 1991, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le 28 décembre au Cameroun.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Elisabeth GERIN, née de Colas, veuve de Pierre GERIN, est décédée le 22 décembre 1991.

Que tous ceux qui l'ont connue et aimée s'unissent à elle par la prière, la pensée, le cœur.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 27 décembre, à 16 heures, en l'église de Grigny (Rhône).

Ses enfants : Bénédicte et Daniel Rambert, Jean et Agnès Gerin, Dominique et Christian Labbe, Marc et Marie-Christine Gerin, Bruno et Marie-Laure Gerin.

56450 Le Liray.

M^{me} Valentine Lambert, née Neuville, son épouse, M. et M^{me} René Lambert, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Denis-Chair Lambert, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques Edouard LAMBERT, professeur honoraire de la faculté de droit de Lyon, survenu dans sa quatre-vingt-onzième année, le 16 décembre 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 20 décembre, à Vaugneray (Rhône).

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Valentine Lambert, 30, place Bellecour, 69003 Lyon. M. et M^{me} René Lambert, 1, rue Boissac, 69003 Lyon. M. et M^{me} Denis-Chair Lambert, 23, rue Sala, 69002 Lyon.

M^{me} Geneviève MORAND, son épouse, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Max MORAND, professeur émérite de l'université Pierre-et-Marie-Curie, professeur émérite de l'université de Liège, chevalier de la Légion d'honneur, survenu à son domicile le 15 décembre 1991.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire part.

8 bis, rue de la Terrasse, 75017 Paris.

M. et M^{me} Jean Prada, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Michel Prada, leurs enfants et petit-fils, Parents et alliés, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Robert PRADA, rappelé à Dieu, le 20 décembre 1991, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Ses obsèques ont été célébrées à Bordeaux, le 23 décembre.

M. René PRINCE, Et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. René PRINCE, survenu le 8 décembre 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Rue Olivier-de-Sortes, Sainte-Marguerite, 83130 La Garde.

M^{me} France Burmand, M. et M^{me} Henri Lamy, M^{me} Flavie Pinelli et ses enfants, M. et M^{me} Gérard Lamy, Christophe et Patricia, La famille Nalpas, Parents, enfants et alliés, Ses amis, ont la douleur de faire part de la disparition de

André SANSON, survenue le 21 décembre 1991, à l'âge de soixante ans.

La bénédiction aura lieu le jeudi 26 décembre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Croix, place Jeanne-d'Arc, Paris-13.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité, au cimetière d'Alluy, à Châtillon-en-Bazois (Nièvre).

10, rue Manin, 75019 Paris.

Remerciements

Pierre Hané, premier adjoint, Et les conseillers municipaux, remercient toutes les personnes qui, par leur présence, envoi de fleurs, souvenirs et cartes, ont témoigné leur sympathie lors du décès de

M. Gérard BLONDEAU, maire de Maurecourt.

Messes anniversaires

En ce premier anniversaire de la disparition de

Bob WESTHOFF, une affectueuse pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé, en union avec les messes qui seront dites à son intention.

Anniversaires

Le 25 décembre 1986 disparaissait

Tobias GOTTESFELD.

Son épouse, ses enfants et petits-enfants vous prient de vous associer à son souvenir.

Le 25 décembre 1991 :

le 25 décembre 1983

Pierre Patrick LE GOFF

disparaissait en mer.

Nous ne l'oublions pas.

Pour toutes vos commandes de fleurs
Naissance, baptême, fiançailles, mariage et décès
Le Fleuriste de Vaugirard
Livraisons à domicile, Paris, banlieue et grande banlieue.
131, rue de Vaugirard, 75015 PARIS
Tél. : 47-34-56-09

Il y a un an,

Pierre PERRONO

nous quittait.
Une pensée toute particulière est demandée à tous ceux qui l'ont aimé et estimé.

Nominations

UIC-SOFAL

Alain LEFEVRE est nommé directeur général de l'Union industrielle de crédit, présidée par Christian de Longvalle.

Pierre TERRAY est nommé directeur général adjoint.

Né en 1942, licencié en droit, IEP Paris, IHEDN, Alain Lefèvre a réalisé toute sa carrière à l'UIC, où il a successivement occupé les fonctions d'attaché à la direction générale de SOFAL, puis de directeur du département des crédits spéciaux (1974). Il a ensuite été nommé directeur général adjoint (1986), puis directeur général (1987) de SOFAL, dont il est également administrateur depuis 1988.

Né en 1933, IEP Paris, Pierre Terray est entré en 1960 au service de l'inspection générale de la Société générale. De 1964 à 1973, il a occupé diverses fonctions dans le réseau d'agences de la Banque Worms. Directeur de la Sicom ImmoSof de 1974 à 1976, il a rejoint en 1976 l'UIC, dont il a été nommé directeur du département banque, puis directeur central en 1988.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94 ou 40-65-29-98

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MEME

s'ils nous parviennent avant 9 h

au siège du Journal,

15, rue Falguière, 75015 Paris

Tél. : 206 808 F

Télécopieur : 46-66-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 92 F

Abonnés et actionnaires 80 F

Communications diverses 95 F

Thèmes étudiants 60 F

Les lignes en capitales grasses sont

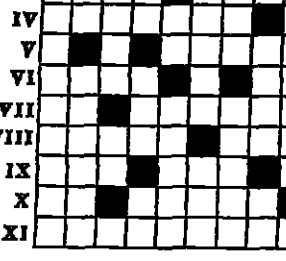
facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en italique sont obligatoires

et facturées. Minimum 10 lignes.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5679



HORIZONTALEMENT

1. Quelqu'un dont on a un besoin... capital. - 2. Reste au bureau même après la fermeture. Participe. - 3. Pour lui, cela va barder ! Précède une exécution. - 4. A sa force ou bien en est totalement dépourvue. - 5. Fait du bon travail. - 6. Collection d'images. A un sol « riche ». - 7. Symbole. Qui n'ignore donc pas. - 8. Connaît de très nombreuses histoires. Indique le sort. - 9. Marque l'absence de changement. Réalisait maints engagements. - 10. Conjonction. N'est pas facile à réduire. - 11. Couches dans le lit.

VERTICALEMENT

1. Portant à ne plus porter. - 2. Peut être condamné aux échecs. S'éloigne du troupeau. - 3. Morceau de nougat. Révélait une opinion. - 4. Est petit sur le comptoir. On peut le retirer à la source. Note. - 5. Dans la même série que le précédent. « Lettre » que l'on ne saurait affranchir. Témoigne d'une certaine allure. - 6. Une partie du citron. Se fait prier. - 7. Employés pour verser. De quoi faire le siège. - 8. Eclaira le monde. Pour celles qui entrent dans la danse. En vente. - 9. Rend inutiles le fard et le maquillage.

Solution du problème n° 5678

Horizontalement

1. Rumeurs. - 2. Unaire. Vie. - 3. Inn. Ube. - 4. Nasilleur. - 5. Sileps. - 6. Bile. - 7. Décoratif. - 8. About. - 9. Avill. Era. - 10. Pinède. Ut. - 11. Se. Sente.

Verticalement

1. Reins. Draps. - 2. Unaire. Vie. - 3. Manse. Celn. - 4. Es. Ignoble. - 5. Uille. Roids. - 6. Ri. Bau. En. - 7. Squelette. - 8. Ubu. U. Rue. - 9. Béer. Effet.

GUY BHOUTY

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

CLIO prend des couleurs

Un nouveau venu est en train de faire son entrée dans le grand bestiaire des lasers : le laser à électrons libres, promis à de nombreuses applications en raison de sa puissance et de sa large gamme d'utilisation

LASER ? Laser à quoi ? Laser à rien ? Non, laser à tout. Depuis sa mise au point en 1960 par l'Américain Charles H. Townes, la formule a fait recette. Rien d'étonnant à cela. Des caisses enregistreuse aux disques compacts en passant par les concerts de musique pop, la chirurgie ou les intérieurs des bâtiments et travaux publics, les lasers sont partout. Petits ou grands, faibles ou puissants, visibles ou discrets, ils se sont multipliés, ils ont envahi notre vie quotidienne.

Curiosité de laboratoire hier, le laser est devenu aujourd'hui incontournable. Pas un secteur d'activité n'échappe à ce puissant faisceau de lumière « cohérente » dont les grains de lumière (photons) marchent tous d'un même pas, au contraire de ceux, très désordonnés, émis par le filament d'une ampoule électrique. Ainsi trouve-t-on toutes sortes de lasers capables d'émettre une lumière donnée, et pas une autre, aussi bien dans le visible que dans l'infrarouge ou l'ultraviolet.

Cette faculté extraordinaire est cependant le talon d'Achille de cette technique, car chaque laser est un peu dédié à l'appareil qui l'utilise. A chaque laser sa lumière pour une longueur d'onde bien précise. Et à chaque longueur d'onde son application. Certes, le trait est un peu sommaire et il existe des lasers qui « servent » plusieurs applications. Mais force est de reconnaître que les scientifiques, qui en veulent toujours plus, et les industriels, qui ne sont pas moins exigeants, appellent de leurs vœux des lasers accordables, capables de fournir à la demande toutes sortes de lumières, sur une large bande du spectre.

Certains lasers le peuvent. Le laser à argon ionisé permet ainsi de produire plusieurs raies de lumière dans le bleu et le vert. D'autres, comme les lasers à colorants et les lasers à alexandrite, au cobalt-fluorure de magnésium ou au titane-saphir, offrent aussi la possibilité de couvrir une petite bande du spectre. Mais, dès lors que l'on parle de puissance et d'infrarouge sur une large plage de lumière, le laser à électrons libres prend le relais et fait figure de champion. Dernier-né de cette nouvelle famille : CLIO (collaboration pour un laser infrarouge à Orsay), que le CNRS, le CEA, la DRET, le ministère de la recherche et celui de l'éducation nationale ont financé à Orsay (Essonne) pour quelque 24 millions de francs (1).

Si cette toute nouvelle technique est aujourd'hui disponible, ses utilisateurs le doivent essentiellement à un Américain de l'université de Stanford (Californie), John Madey. Certes, les fondements théoriques de cette discipline ont été établis en partie dans les années 50 par le Britannique Hans Motz. Mais c'est bien à John Madey que l'on doit d'avoir démontré en 1977 le bien-fondé de la théorie en obtenant un effet laser grâce non pas à des dispositifs optiques, mais à des accélérateurs d'électrons.

Courber les électrons

La physique enseigne en effet qu'un électron qui tourne dans un accélérateur émet spontanément un rayonnement ultraviolet dit rayonnement synchrotron. « Cet effet », explique Jean-Michel Ortega, responsable du projet CLIO, est maintenant couramment utilisé pour produire des ultraviolets et des rayons X de grande qualité et de forte intensité. D'ailleurs, les fabricants de circuits intégrés de la dernière génération se font construire spécialement des appareils de ce type.

Quant aux scientifiques, « ils utilisent ce rayonnement pour leurs expériences » comme cela se fait sur les accélérateurs spécialisés (anneaux de stockage) du LURE d'Orsay et comme cela se fera bientôt sur la machine européenne de rayonnement synchrotron (ESRF) de Grenoble. Mais, malgré toutes ses qualités, le rayonnement synchrotron est une chose et le rayonnement laser une autre.

Il lui manque en particulier la propriété de cohérence du faisceau que John Madey a su lui donner en faisant passer dans l'ondeur qui courrait la trajectoire des électrons un faisceau laser d'une longueur d'onde voisine de celle produite par l'émission spontanée (rayonnement synchrotron) des électrons. Résultat : le faisceau de lumière du laser sortit renforcé, plus riche de quelques nouveaux photons. Le premier pas vers le laser à électrons libres était fait.

Dans une seconde étape, le laser fut supprimé et remplacé par une sorte de piège à photons que les physiciens appellent une cavité optique. Il s'agit d'une sorte de dispositif constitué de deux miroirs entre lesquels les grains de lumière rebondissent tant qu'ils ne sont pas en nombre suffisant. Lorsque ce seuil est atteint, ils s'échappent et donnent



Mise en place de la cible sur le laser de puissance « Phébus » du CEA, à Limeil (Val-de-Marne).

aussi tôt lieu à une émission laser que les chercheurs américains observèrent dans l'infrarouge sur un accélérateur de Stanford.

Le début de la mode

Depuis ces exploits, bien d'autres équipes ont répété avec succès ces expériences. A commencer par celles du LURE d'Orsay, qui ont obtenu de remarquables résultats avec les faisceaux d'électrons de deux anneaux de collision, ACO et Super-ACO. Dans le même temps, John Madey a continué ses travaux et « a montré, entre 1985 et 1989, tout l'intérêt que les utilisateurs pouvaient tirer de ces « bêtes » : c'est ainsi, constate un chercheur, qu'il a déclenché une véritable mode des lasers à électrons libres ».

La construction à Orsay de CLIO est une conséquence directe de cet effet-là. En collaboration avec les chercheurs et les ingénieurs du LURE, les ingénieurs et les techniciens du laboratoire de l'accélérateur linéaire d'Orsay, dépendant de l'IN2P3, ont réalisé non pas un anneau de stockage de particules analogues à ACO ou Super-ACO, mais

un simple accélérateur linéaire qu'ils ont doté d'un onduleur. Ce dispositif fournit un champ magnétique qui courbe alternativement la trajectoire des électrons dans un sens ou dans l'autre et restitue ainsi l'effet synchrotron des accélérateurs circulaires.

Chaque fois qu'il est courbé, le faisceau d'électrons émet une très courte impulsion de lumière d'une durée inférieure au centième de milliardième de seconde, qui permet, via une cavité optique, d'obtenir un véritable faisceau laser dans l'infrarouge. Ainsi peut-on, en jouant sur l'accordabilité de la machine, changer de longueur d'onde, c'est-à-dire de lumière – et de puissance. Aux chercheurs d'utiliser au mieux la brièveté des impulsions élémentaires en choisissant une lumière dans l'infrarouge dont la longueur d'onde sera comprise entre 1 et 20 microns (2) et une puissance instantanée pouvant atteindre 10 mégawatts.

Pour la « guerre des étoiles »

De telles performances ne peuvent que séduire le chercheur. « C'est pourquoi cette technique est en pleine

expansion. Bien sûr, elle est chère, et on peut se demander si la développer vaut la chandelle. Mais à y bien regarder, explique Jean-Michel Ortega, c'est un outil nouveau qui s'offre à nous, un peu comme cela fut le cas voilà vingt ans avec le rayonnement synchrotron. Seule différence : on a pu, pour le rayonnement synchrotron, faire des économies en utilisant les machines existantes, des accélérateurs de particules, dont c'était un rayonnement parasite.

» Avec les lasers à électrons libres, on ne peut le faire. Il faut se jeter à l'eau, prendre le risque en se rendant compte que c'est tout un pan de recherche dans le domaine de l'infrarouge qui s'offre désormais à nous : de la physique des molécules à celle des matériaux en passant par les phénomènes d'oxydation, l'enrichissement de l'uranium, la biologie, la photochimie et, de manière plus confidentielle, la guerre des étoiles dans la lutte contre les missiles balistiques (3).

Qu'y a-t-il d'étonnant dans ces conditions à ce que les projets de lasers à électrons libres fleurissent de par le monde ? Plusieurs dizaines sont engagés. Certains sont déjà achevés. Aux États-Unis, ce sont quatre à

cinq machines de type CLIO qui fonctionnent. En Europe, ce compte, CLIO compris, quatre installations : une opérationnelle aux Pays-Bas, FELIX ; une, presque achevée, en Allemagne, à Darmstadt ; une, en cours de construction, en Italie, LISA.

En Chine, même scénario. En Union soviétique, on s'agit aussi, d'autant que de remarquables résultats ont été obtenus dans le domaine du visible et de l'ultraviolet sur VEPP-3, une machine construite à Novosibirsk. Au Japon, « on force » avec un projet de type Super-CLIO de 500 millions de francs environ que les industriels financeraient en partie. « Si les Japonais se sont lancés tard, constate un chercheur, ils mettent aujourd'hui les bouchées doubles, comme en témoignent les deux ou trois installations de type CLIO qu'ils construisent actuellement ».

Alors, même si ce sont des machines délicates, même si ce sont des machines chères, même si la recherche qu'elles permettent est une recherche lourde, la tendance est quand même à faire des lasers à électrons libres car « c'est un laser exceptionnel, dont on peut changer le faisceau de lumière en jouant simplement sur l'énergie des électrons ». De quoi séduire nombre d'utilisateurs qui attendent avec impatience que CLIO « lase » à son tour dans l'infrarouge au tout début de l'année prochaine et ouvre ainsi ses portes à la communauté scientifique.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Le budget prévisionnel de ce projet lancé en 1987 était de 20,5 millions de francs. Une rallonge supplémentaire de 3,5 millions de francs a été nécessaire. (2) Extensible, si nécessaire, à 50 microns dans l'infrarouge lointain. D'autres équipes (universités de Lille et de Dijon) caracolent le projet de faire un laser à électrons libres dans un domaine plus lointain de l'infrarouge, supérieur à 100 microns.

(3) Les militaires américains ne sont pas les seuls à s'intéresser aux propriétés des lasers à électrons libres. Les Français, sous l'égide de la direction des applications militaires du CEA, ont deux projets de machines situés l'une à Brétigny-Château (Essonne) et l'autre à Bordeaux (Gironde) et fonctionnant pour la première dans le domaine de l'infrarouge (ELSA) et la seconde dans celui des ondes millimétriques (ONDINE).

Herbes folles

Superbe mais toxique, l'algue qui envahit les fonds marins entre Menton et Toulon menace l'équilibre écologique de la Méditerranée

TOULON

de notre correspondant

Signalée en août 1989 par le professeur Alexandre Meinesz et ses collaborateurs du laboratoire Environnement marin littoral de l'université de Nice, la *Caulerpa taxifolia* ne cesse de progresser. Cette algue superbe, toxique et quasiment indestructible envahit aujourd'hui de nombreux points du littoral méditerranéen, entre la frontière italienne et Toulon.

Très certainement rejetée en mer par erreur, depuis les aquariums du Musée océanographique de Monaco, la caulerpe menace les herbiers de posidonies qui constituent une véritable prairie sous-marine au sein de laquelle la faune trouve asile, nourriture et frayère.

En juillet 1990, des « stations de caulerpe » prospèrent au large de Roquebrune (Alpes-Maritimes) puis à Toulon. On en signale maintenant sur les rives des Alpes-Maritimes et jusqu'en Italie. « On a également repéré trois autres stations au Lavandou, à Agay et à Antheor », précise le professeur Meinesz pour qui « cette invasion est extrêmement préoccupante. Au Cap-Martin, les caulerpes ont déjà pénétré l'herbier de posidonies. Comme cette algue est plus haute que ces posidonies, une disparition de celles-ci par manque de lumière n'est pas à exclure. Plus généralement, les caulerpes recouvrent toutes les algues

endémiques, on peut craindre leur disparition, et la faune refusant de s'en nourrir serait contrainte d'aller chercher sa pitance ailleurs. On peut donc appréhender le pire quand on sait que, dans l'état de nos connaissances actuelles, cette algue ne peut être éliminée que par arrachage ».

Oursins et saupes

Selon les premières observations, on estime que, lors de son installation, la caulerpe couvre 3 mètres carrés. L'année suivante, elle s'étend sur 10 mètres carrés, et des « satellites » se développent également. Pour le professeur Meinesz, « à cette allure, il ne faudra pas plus de six ans pour que les baies et les golfes de

notre littoral méditerranéen soient totalement envahis. Nous voyons se développer sous nos yeux une catastrophe majeure en Méditerranée. Si rien n'est fait, nous assisterons à un bouleversement global bien pire que la pollution du Havre qui, elle, était réversible ».

Hors de toute mobilisation du ministère de l'environnement et de celui de la mer, les scientifiques travaillent sur les risques de propagation, mais également sur la toxicité de cette algue. En étroite collaboration avec le professeur Boudouresque (laboratoire biologie et écologie marine du Pathos, à Marseille-Luminy) même des expériences sur les oursins. « Nous avons choisi ces organismes peu évolués, très primi-

tifs, et qu'on pourrait appeler les « chèvres de la mer », car ils mangent pratiquement n'importe quoi. » Mis en présence de cette seule algue, les oursins ont refusé de se nourrir, « ils préféraient dévorer les éléments en plastique de l'aquarium ou ingérer leurs propres déjections. Au bout de trois semaines, ils ont accepté de grignoter des caulerpes pour ne pas mourir de faim et on a constaté des troubles de la vitalité qui pourraient résulter de la toxicité de l'algue ».

En l'absence de conclusions définitives, le professeur Meinesz se montre tout de même inquiet. « Les saupes mangent des caulerpes et emmagasinent des toxines qui les rendent impropres à la consommation ».

Actuellement, on estime à 30 hectares les surfaces conquises par l'algue toxique. Demain, dans quelques mois, dans quelques années, cette mer fermée qu'est la Méditerranée sera tout entière menacée. Quand la caulerpe approchera les zones les plus chaudes de l'Espagne ou du Portugal, il est à craindre que, se retrouvant dans un milieu plus propice à son développement, elle s'étende encore plus rapidement. Poissons, mollusques ou crustacés désertent les zones infestées, et si l'herbier de posidonies était menacé au point de disparaître, c'est une véritable désertification des fonds qui en résulterait.

J. L.

Une prairie vert fluo

Belle algue de couleur vert fluorescent, la *Caulerpa taxifolia*, est largement utilisée par les aquariophiles. Originaire des mers chaudes, elle se fixe sur les fonds par des racines et présente un axe rampant (stolon) qui peut mesurer plus d'un mètre de long avec un diamètre d'1 à 2 millimètres ; cet axe porte des « frondes » dressées qui ressemblent à des feuilles très découpées dont la forme

fait penser à des plumes ou à celles de certains conifères comme l'if.

Ces feuilles mesurent de cinq à soixante-cinq centimètres et peuvent être ramifiées. Cette algue qui vit entre trois et quarante mètres de profondeur peut, dans les zones calmes, remonter beaucoup plus près de la surface.

POINT DE VUE

Radioprotection et Etat

par Claude Birraux

L'AFFAIRE EBS – la remise en marche de l'accélérateur de la société Electron Beam Service à Forbach a été décidée par voie de justice (Le Monde du 21 décembre) – est significative d'un dysfonctionnement de notre système de contrôle radiocifé à plus d'un titre :

– Cette installation vivait sans qu'elle fût connue des services, même si elle avait repris une précédente société qui – elle – était déclarée. Le début de dose était supérieur à celui pour lequel sont classées les installations nucléaires de base (INB) ;

– Les observations très critiques formulées par le Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI), et même la demande de fermeture, n'ont pas été suivies d'effets, ce qui a conduit le SCPRI à dégrader sa responsabilité ;

– Le rôle et les conditions d'exercice des missions des services du ministère du travail, comme du ministère de la santé, n'étaient pas clairement définis et affirmés.

La cour d'appel de Metz vient de statuer dans cette affaire. Il ne m'appartient pas de critiquer une décision de justice. J'observe néanmoins que cet événement justifie a posteriori les conclusions et les recommandations que j'ai présentées au nom de l'Office parlementaire début décembre.

Il convient dans le domaine de la radioprotection de restaurer l'autorité de l'Etat, qui a été mise à mal. Les considérations de la cour d'appel de Metz le révéleront cruellement. Je rappelle les propositions de l'Office parlementaire :

Création, au ministère de la santé, d'une direction de la protection contre les rayonnements ionisants

(DPRI), de plein exercice, qui soit l'équivalent de ce qu'est la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) à l'industrie et à l'environnement. Les pouvoirs de cette DPRI doivent être clairs, forts, y compris celui de suspendre l'autorisation de fonctionnement ;

– Création de groupes permanents d'experts chargés de conseiller la DPRI, dont un s'occupe de l'étude de toute installation comportant des appareils produisant des rayonnements à usages médical et industriel. Les membres de ce dernier groupe sont nommés par les ministères de la santé et du travail ;

– Le SCPRI constitue l'appui technique de la DPRI. Dans ce schéma qui me paraît cohérent, c'est devant ce groupe d'experts, après instruction du dossier par le SCPRI, que l'entreprise EBS devait venir s'expliquer et justifier ses mesures de sécurité, donnant alors un mot contradictoire tout son sens scientifique.

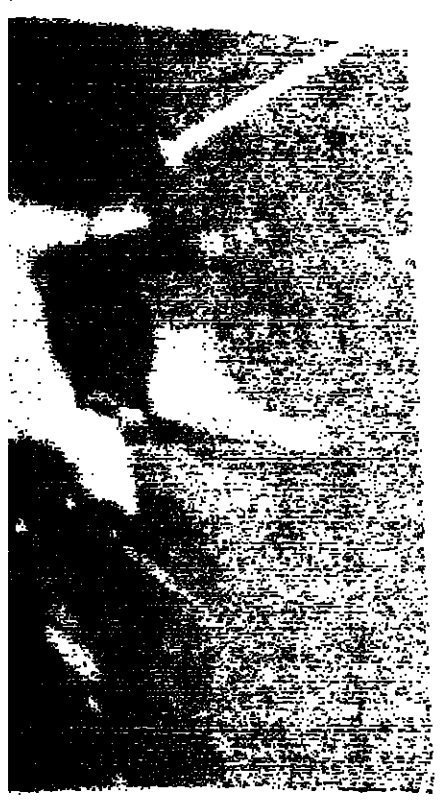
Je rappelle que des employés ont été grièvement brûlés en travaillant dans l'entreprise EBS. C'est pourquoi j'appelle le gouvernement à s'engager totalement dans la réforme profonde que j'ai proposée à l'Office parlementaire. La définition des normes de santé et de sécurité des conditions de travail, comme le contrôle de leur application, appartient bien à l'Etat. Il est grand temps de restaurer en ce domaine son autorité. La seule jurisprudence qui vaille dans le domaine de la radioprotection, il ne faut pas l'oublier, est la sécurité et la santé des travailleurs.

► Claude Birraux est député (app. UDC) de Haute-Savoie, et auteur d'un rapport sur le contrôle de la sûreté et de la sécurité des installations nucléaires.

1550 من الالام

١٥٥٠ من الـ مبر

INI
leurs



Merry Christmas

From Marlboro Country

Find protection at

L

Marlboro Country Travel
deserts
VOYAGES A L'INFINI

SCIENCES • MEDECINE

Les nouvelles Merveilles

Les innombrables gravures rupestres de la vallée des Merveilles et de Fontanalba sont la « mise par écrit » des mythes indo-européens

Le 19 décembre, au Musée archéologique de Nice, Emilia Masson a présenté son interprétation, encore fragmentaire et provisoire, des quelque 100 000 gravures préhistoriques dites du mont Bego (au-dessus de Tende, Alpes-Maritimes) qui ont été martelées sur les rochers au début de l'âge du bronze (entre 1800-1500 avant Jésus-Christ) (1). Cette interprétation tout à fait nouvelle organise les gravures de la vallée des Merveilles et de Fontanalba — situées de part et d'autre du mont Bego — en un tout cohérent à la fois dans la disposition des dessins et dans le cadre des mythes des anciens Indo-Européens. Elle est le résultat d'une minutieuse étude des reliefs systématiques des gravures et des photos faites depuis 1967 par l'équipe d'Henry de Lumley, professeur au Musée de l'Homme (Musée national d'histoire naturelle), d'une visite aux deux sites et d'une très bonne connaissance des croyances et des rites de pensée communs à toutes les populations indo-européennes tels qu'ils ont été reconnus il y a plusieurs décennies par Georges Dumézil, Emile Benveniste et Mircea Eliade.

Déjà, au colloque sur la vallée des Merveilles organisé à Tende du 5 au 11 juillet dernier par Henry de Lumley, Emilia Masson, après une simple étude des photos et reliefs, avait expliqué, preuves à l'appui, que les trois sites principaux de la vallée des Merveilles représentaient les trois générations divines (2) décrites par le poète grec Hésiode vers la huitième ou le septième siècle, avant notre ère (le Monde du 17 juillet). Un mois après le colloque, Emilia Masson est allée voir et étudier *in situ* les gravures du mont Bego. Elle y a découvert la mise en images rationnelle et logiquement organisée des croyances de ces populations qui, ne disposant pas encore de l'écriture, se sont servis des gravures pour « mettre par écrit » leurs mythes, comme les artistes du Moyen Âge le faisaient en décorant cathédrales, églises et chapelles à l'intention des fidèles pour la plupart illettrés.

Fontanalba, dépression riante, occupée en partie par des prairies et des petits lacs, dont les lacs Jumeaux, était le domaine des hommes. Les gravures, qui représentent les travaux

quotidiens (pastoraux et agricoles) ainsi que les images des croyances, consistent donc en un relief complexe de la société qui a été légué à la postérité.

Emilia Masson a remarqué que la formation naturelle de pierres plates, enserées entre des dalles pentues, qui donne accès à Fontanalba et déjà baptisée « voie sacrée » par le Britannique Clarence Bicknell (qui a étudié la vallée entre 1885 et 1918), était scandée par des gravures ornant les seules dalles de droite et se succédant par thèmes.

Cette espèce de bande dessinée commence par une « hache fendue » (ou « hallebarde ») pointée vers le haut et indiquant donc la direction à suivre. Viennent ensuite les thèmes des outils (haches et poignards), des troupeaux symbolisés par des bucranes (3) (ou « signes corniformes »), des animaux marchant et un cartouche enserant un petit bonhomme en position courante et une tête de bovin. Après l'élevage, c'est l'agriculture, qui est représentée par un artilage tirant un araire dont le manche est tenu par un homme coiffé d'un bonnet pointu. Enfin, viennent les images des installations humaines : enclos, plans de maisons et parcellaires représentés comme s'ils étaient vus sur une photographie aérienne.

Juste avant le col qui domine Fontanalba, un homme, doté d'une tête à peine esquissée mais d'un sexe gigantesque, donne un dernier encouragement aux marcheurs en brandissant une hache à très long manche qui montre qu'il faut encore monter un peu.

Un arbre de vie

Après une descente, la voie arrive aux lacs Jumeaux, dont l'eau, source de toute vie, marque le centre symbolique de Fontanalba. Tout autour, des gravures représentent avec des variantes celles de la « voie sacrée ». Et juste au-dessus d'un des lacs Jumeaux, la place d'honneur du site est consacrée par une roche gravée remarquable.

Outre quelques dessins, un motif double a son importance soulignée par le cartouche qui l'entoure, tout comme les noms des seuls pharaons



Le « masque de pierre »

Jans l'écriture hiéroglyphique égyptienne. A gauche pour l'observateur (donc sur le côté droit, noble et favorable, du motif), le cartouche est occupé par un dessin connu sous le nom surprenant de « mille-pattes » vers lequel marche la partie inférieure d'un corps humain dont le sexe est très marqué. Il s'agit sans nul doute de la représentation, classique chez les Indo-Européens, de l'arbre de vie (symbole du renouveau printanier et donc de l'éternité) auprès duquel l'homme va retrouver sa jeunesse. Comme toujours, l'espèce d'arbre est indiscernable. Quant au demi-corps humain, on le retrouve, notamment, parmi les bas-reliefs du site hindouiste rupestre de Vézillan (Tarn) qui, en tant que symbole de la jeu-

nesse et de la perpétuation de l'espèce. Dans le coin en haut à droite (pour l'observateur) du cartouche, une tête de bovin représente les troupeaux, autre source importante de vie. La scène est disposée de telle sorte que le demi-homme est à peu près au centre du cartouche, comme pour affirmer que l'homme est au centre de tout le monde des mortels. Une dernière orlée de gravures part des lacs pour escalader le massif du Bego. Les derniers motifs avant le col sont un plan d'habitat (symbole des humains), puis des échelles verticales (symboles de la communication de ce monde avec le monde des dieux) et des « signes corniformes », enfin des spirales (symboles classiques du soleil).

Au col, en effet, le paysage change. La vallée des Merveilles, est toute différente de Fontanalba. Avec ses pics en forme de poignards dirigés vers le ciel, ses chaos rocheux, ses grands escarpements, elle est vraiment le domaine des dieux.

Passé le col, la draille descend vers la grande dalle plate (« l'Auzel ») où sont gravés de très nombreux poignards dirigés vers le mont Bego.

Outre les stèles des trois générations divines, la vallée des Merveilles compte deux autres gravures uniques, chacune en leur genre, dans tout le site : un gigantesque poignard long de 95 centimètres martelé sur le flanc d'un massif rocheux à trois pointes se détachant de la cime des Lacs, et le « Christ », figure assez petite (une trentaine de centimètres) gravée sur la rive gauche du torrent dévalant tout au long de la vallée des Merveilles, représentant une figure humaine très schématisée se terminant en bériliche et barrée d'un gros trait un peu oblique et profondément incisé.

Le signal du très grand poignard

Du bas de la vallée des Merveilles, le chemin naturel pour monter vers le sommet du pic des Merveilles commence par faire un détour vers l'ouest en passant au pied de la cime des Lacs. Depuis ce chemin, Emilia Masson a discerné sur une des faces du massif rocheux à trois pointes une sorte de masque de pierre. Le paroi rocheux a été façonné par la nature en une gigantesque figure humaine haute d'environ 25 mètres. Le très grand poignard gravé sur ce massif est dirigé vers ce masque de pierre au-dessus duquel a été martelé un très grand bucrane, bien disposé par rapport à l'axe médian de la figure. Le masque a la même forme — bériliche et gros trait oblique compris, mais en beaucoup plus grand — que le « Christ ».

Les deux figures se font face de part et d'autre de la vallée. Le masque de pierre regarde aussi vers le pic des Merveilles et donc vers la stèle du couple de la première génération divine, celle qui est située le plus haut dans le site. Le chemin naturel, d'ailleurs, permet au marcheur d'arriver face à la stèle du couple primordial et non dans le dos de celle-ci comme le

fait le raccourci le plus souvent suivi. En outre, les stèles des trois générations divines (le couple primordial, un de ses fils et un des fils de ce dernier, soit Ouzanos et Gaba, Cronos et Zeus chez Hésiode), situées respectivement à 2 470, 2 350 et 2 290 mètres d'altitude, sont bien alignées.

Le public de la présentation de Nice comptait de très bons connaisseurs de la vallée des Merveilles directeur et gardes du parc national du Mercantour, dont fait partie le mont Bego, habitants de Tende, guides, bergers, etc.). Dès que la première photo du masque de pierre a été projetée sur l'écran, avant qu'Emilia Masson ait donné la moindre explication, plusieurs de ces personnes se sont penchées sur leur chaise et ont signalé l'apparition à leur voisin au cas où celui-ci ne l'aurait pas vue. Pour une bonne partie, ce public, surpris de n'avoir jamais vu cette figure humaine naturelle, s'est déclaré très impressionné et est bien décidé à aller voir cette paroi tout à la fois naturelle et surannée dès la fonte des neiges.

A ce point de ses observations et de ses déductions, Emilia Masson, qui reconnaît avoir besoin de retourner à Fontanalba et dans la vallée des Merveilles dès que les neiges hivernales auront disparu, a essayé de retrouver les rites qui se déroulaient dans le domaine des dieux. Elle pense à des processions qui seraient parties du pied du masque de pierre (« le saint des saints ») du site, selon l'expression d'André Cayrol, de l'Institut, professeur au Collège de France et secrétaire général de la Société française d'histoire des religions, seraient montées jusqu'au couple primordial, seraient redescendues par chacune des deux autres stèles et se seraient terminées devant le « Christ », réplique petite mais fidèle du masque de pierre.

YVONNE REBEYROL

(1) Cette présentation précède une proche publication dans les comptes rendus de l'Académie des sciences faite sous le patronage d'Yves Coppens, professeur au Collège de France.

(2) Pour l'interprétation des trois stèles, voir le Monde du 17 juillet.

(3) Le bucrane est un motif très courant, décoratif et symbolique, parfois très schématisé (les « signes corniformes », par exemple), qui représente une tête de bovin.

Mucoviscidose : l'approche génétique

Des travaux franco-américains laissent espérer des progrès dans le traitement de l'affection héréditaire la plus répandue

C'EST un espoir nouveau et important : la mise au point de traitements médicaux efficaces de la mucoviscidose serait possible à court ou moyen terme. La revue britannique *Nature* vient en effet de publier un travail franco-américain (1) témoignant de la meilleure compréhension, à l'échelle moléculaire, des causes de cette affection héréditaire grave, la plus largement répandue dans la population, mais moins bien connue du public que les myopathies. Cette publication fournit aussi la preuve de la cohérence de l'approche, patiente et méthodique, qu'a permise la biologie moléculaire face à une maladie qui, en dépit des données établies par les physiologistes, demeurait il y a peu encore un mystère inaccessible à toute thérapeutique.

Extrêmement invalidante, la mucoviscidose touche en Europe un enfant — garçon ou fille — sur 2 500. Elle est due au fonctionnement anormal de certaines glandes (pancréas, glandes de la muqueuse bronchique) qui sécrètent un mucus trop visqueux. Ce phénomène entraîne des troubles divers, notamment d'ordre respiratoire, qui réduisent considérablement l'espérance de vie des enfants atteints. Parallèlement aux travaux de nature chirurgicale menés en France notamment (le Monde du 10 août 1990), l'approche génétique fournit depuis peu de fructueux résultats. La première étape fut celle de l'identification et de l'analyse de la structure du gène — dénommé CF — impliqué dans cette maladie (le Monde du

Utilisation du canal déférent

C'est dans ce contexte que se situe le travail franco-américain. « Les chercheurs ont montré qu'une très faible quantité de la protéine CFTR est présente à la surface des cellules, ce qui explique en grande partie pourquoi le « canal » chlore ne fonctionne pas », explique le docteur Laurence Schaffar, directeur scientifique de l'AFLM. Par ailleurs, ils montrent, et c'est la découverte majeure présentée dans cet article, que, même quand elle est présente en faible quantité à la surface des cellules, le canal chlore peut tout de même fonctionner dans les cellules où le gène muté a été introduit, mais qu'il reste plus longtemps fermé que le canal correspondant au gène normal ».

(1) « Altered chloride ion channel kinetics associated with the Delta F508 cystic fibrosis mutation » (*Nature* du 19 décembre 1991). Cet article est signé de MM. Wilfried Dalemans, Sophie Jilka, Karin Dett, Dominique Dreyer, Andrea Pavarini et Jean-Pierre Lecocq (Société Transgène, Strasbourg), Michel Lazdunski, Pascal Barbey et Guy Champigny (Institut de pharmacologie moléculaire et cellulaire, Sophia-Antipolis), ainsi que de M. Ronald G. Crystal (Institut national américain de la santé).

De telles découvertes signifient que le canal déférent pourrait, malgré tout, être utilisé pour rétablir la sortie du chlore dans les cellules malades si l'on parvenait à le maintenir ouvert plus longtemps. Peut-être pourrions-nous également introduire la protéine CFTR à la surface de la cellule. D'autres approches thérapeutiques, médicamenteuses ou géniques, peuvent également dès aujourd'hui être envisagées.

JEAN-YVES NAU

► Les personnes intéressées par les récents et importants progrès accomplis ces derniers temps dans le domaine de la mucoviscidose pourront se reporter à « Cystic Fibrosis: the Quest for a Cure » de Kevin Davies (*The New Scientist* daté du 7 décembre).

BIBLIOGRAPHIE

GUY LAZORTHES est à la fois homme de science et neuro-chirurgien : confronté sans cesse aux avancées techniques et aux problèmes humains. Ses écrits sur le cerveau sont des ouvrages de référence. Comme beaucoup de chercheurs contemporains, il s'interroge sur la mécanique et le sens de l'évolution, couronnée par le « phénomène » humain. La biologie explique notre arrivée sur cette terre : elle ne la justifie pas. Sommes-nous, comme le pensait Jacques Monod, les enfants du hasard ou le résultat d'un déterminisme ? En d'autres termes, la conséquence d'une longue série d'accidents heureux ou l'effet d'un « programme des programmes » ?

Le « projet » qui mène au *Sapiens* est-il déjà inscrit — au moins en potentialité — dans le modeste chromosome d'une bactérie du précambrion, qui vivait il y a des milliards d'années dans un milieu dépourvu d'oxygène ? Celui qui adopte cette deuxième hypothèse peut être qualifié de « croyant » — puis-

L'âge du silicium

Une exposition du Muséum est consacrée à cet élément déterminant

Le silicium est vraiment un élément paradoxal. Il est l'un des principaux constituants de la Terre : la croûte continentale en est faite à 29 %, la croûte océanique et le manteau à 21 %, le noyau externe à 11 % ; mais il n'existe pas naturellement, il se présente toujours combiné à d'autres éléments, en particulier à l'oxygène sous la forme de silice. Cet oxyde de silicium constitue ainsi 60 % de la croûte continentale et 45 % du manteau.

La silice a été la matière première de base sans laquelle l'homme n'aurait pas eu d'outils de pierre : le silex est de la silice. Sans elle, il n'y aurait ni céramique ni verre utilitaires ou artistiques. Quant au silicium métallique, qui n'est extrait des composés siliceux, il est un des composants essentiels des ordinateurs les plus puissants et de toute

la micro-informatique. Sans silicium, pas de calculs complexes et rapides, pas de vols spatiaux, pas d'appareils ménagers programmables, pas de carte à puce, etc.

Le Muséum national d'histoire naturelle de Paris a voulu rendre justice au silicium. Il présente une exposition consacrée par MM. Francis Frélich (laboratoire de géologie) et Henri-Jean Schubnel (galerie de minéralogie) et par le service de muséologie, qui explique ce matériau-miracle : depuis la genèse du silicium dans les explosions de supernovae, le cheminement de cet élément sur les continents et dans les océans, jusqu'aux chefs-d'œuvre qui sont les composants électroniques, les siliciums, les horloges à quartz, les fibres de verre, les porcelaines, les vitraux et les cristaux de Saint-Louis et de Baccarat, entre autres).

Le visiteur est ainsi renseigné sur

les phénomènes naturels (les éruptions volcaniques, notamment) mettant en jeu de la silice, et donc sur la dynamique de l'univers, du système solaire et de notre planète ainsi que sur les propriétés extraordinaires de la silice et du silicium. Il peut admirer l'ingéniosité de nos ancêtres préhistoriques qui façonnaient de superbes outils dans du silex ou de l'obsidienne. Et il est ébloui par les objets d'art (reliques ornés de pierres, de pâtes de verre et d'émaux, verreries, vitraux) et par les merveilles de la technologie moderne.

Y. R.

► Muséum national d'histoire naturelle, galerie de minéralogie, jardin des Plantes, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris 5^e. Ouvert jusqu'en 1993, tous les jours, sauf le mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F

« Croyance et Raison »

qu'il admet l'existence d'une force transcendante, pourvue de bien des noms : Dieu, anti-basard, Grand Architecte de l'univers. Mais alors, qui a fait cet antérior ? Est-il la cause primitive ou la conséquence d'une volonté qui le précède ? Raisonnablement, on recule le problème, on le résout pas. Peut-être est-il hors de notre portée. Mais quand on considère le nombre d'essais infructueux, de ratés évolutifs, d'aventures sans lendemain, il faut reconnaître que le chef d'orchestre ayant présidé l'ascension des espèces ne fut, s'il existe, ni économe ni raisonnable.

La mécanique nous apprend la rigueur. Les sciences du vivant l'approximation. La biologie est devenue probabiliste : ici rien n'est jamais sûr et toute prévision implique une marge d'erreur.

Arrivé à ce point de son exposé, Guy Lazorthes distingue et parfois oppose croyance et foi. La première raisonne, interroge, doute. On peut croire « plus ou moins », remettre sans cesse en cause son degré de croyance. Seule les limites de la science, penser que der-

rière notre « mur d'ignorance » il y a autre chose qui échappe à l'observation et sans doute lui échappera toujours : sans pour autant donner à cette chose un contenu trop précis, peut-être invisible par notre esprit.

Au contraire, la foi est un tout, une adhésion immédiate, totale, irraisonnée, qui ne se discute pas. Elle peut conduire à la dictature comme au martyre. La croyance implique le dialogue. La foi peut mener à l'intégrisme, facteur de tous les excès, négateur du libre arbitre. Elle mène au mépris de la connaissance et fut souvent exploitée par le pouvoir temporel.

Avec une vue témoignage d'une vaste culture, l'auteur procède à l'analyse critique des explications fournies par les systèmes religieux, philosophiques, voire scientifiques. Au palier humain apparaissent une morale, une éthique, un altruisme inconnus dans le règne animal, ce qui amène Guy Lazorthes à une croyance raisonnablement modérée.

Dans son dernier chapitre, l'auteur jette un regard rétrospectif et un brin

mélancolique sur les lacunes, les échecs, les limites de nos connaissances. Et l'usage que l'on en fait parfois aux dépens de l'homme.

Nos informations, nos découvertes se multiplient mais il est un domaine qu'elles n'atteindront jamais car ses limites résistent à mesure que nous les approchons. Il restera toujours une barrière infranchissable entre croyance et foi, rationnel et métaphysique. Et c'est à ce point crucial qu'avec beaucoup d'intelligence, d'expérience et de cœur nous amène G. Lazorthes, en nous livrant le fruit de son travail et de ses méditations à l'automne d'une longue vie tout entière consacrée à la recherche et à ceux qui souffrent.

Un livre à lire à tous ceux croyants ou non — qui s'interrogent sur notre destinée.

JACQUES RUFFIÉ

► *Croyance et raison*, par le professeur Guy Lazorthes. Centurion, éditeur, 222 p., 120 F.

Le music

CULTURE

MUSIQUES

Le musicien et le voleur d'images

Arnaud Petit, trente-deux ans, compositeur, scénariste et cinéaste de son premier opéra

LA PLACE
DE LA RÉPUBLIQUE
ou Centre Georges-Pompidou

En 1986, le jeune compositeur Arnaud Petit avait composé une partition pour instruments et bande électroacoustique qui fut exécutée au Théâtre des Amandiers pendant la projection de *La Place de la République* de Carl Dreyer. Des voix s'élevaient contre une musique dont la redondance avec le film projeté ne pouvait être masquée par le parrainage de l'Ensemble Inter-Contemporain, de l'IRCAM, de la Cinémathèque du Théâtre de Nanterre.

Nullement ébranlé dans ses convictions par les critiques sur la pertinence de son travail, Arnaud Petit a repris son idée, l'a déclinée aux dimensions d'un opéra-film dont il a tenu à maîtriser la totalité des éléments. Il a été soutenu dans son travail par le Fonds de création lyrique, la Fondation Beaumarchais-SACD, la Sacem, la Femis, l'IRCAM, l'Ensemble Inter-Contemporain et quelques sponsors fournisseurs des costumes, maquillages, bijoux, chaussures, coiffures et accessoires nécessaires à la mise en scène de Marina Bianchi. *La Place de la République* (le titre de cet opéra) a été créé, jeudi 19 décembre, dans la grande salle du Centre Georges-Pompidou. La musique est donc d'Arnaud Petit, le scénario de Cécile Vargha et d'Arnaud Petit, la partie cinématographique par Arnaud Petit à la tête d'une équipe d'étudiants de la Femis.

Sourire aux harmonies
bien sonnantes

La Place de la République associe musique, théâtre parlé, opéra et cinéma. Cet opéra dure soixante-cinq minutes, et convoque, pour son exécution, un mezzo-soprano, un baryton, six comédiens, une flûte, un hautbois, trois clarinettes, une trompette, un cor, un trombone, un tube, une harpe, un piano Midi, un célesta-synthétiseur, des percussions, un bandonion, une guitare électrique, deux violons, un violoncelle, une contrebasse dirigés par Mark Foster, un écran de cinéma, un projecteur, l'IRCAM, qui, outre la réalisation de



Arnaud Petit

la bande électroacoustique, a sonorisé les chanteurs et les comédiens.

On ne reprochera pas à *La Place de la République* d'être ennuyeuse, l'argument n'est pas pertinent; il pourrait s'appliquer à *L'Art de la fugue* de Bach comme à *La Traviata* de Verdi. Et puis, sa partie instrumentale est suffisamment référentielle pour qu'on soit en terrain connu. Mais si l'on

s'est gaussé des compositeurs qui, dans les années 60, écrivirent tout en mettant des fausses notes par-ci par-là pour faire moderne, il faut commencer à sourire aux harmonies bien sonnantes, aux climats presque émouvants qui émaillent la « combinatoire compositionnelle » de nos jeunes modernes.

La bande électro-acoustique

étouffée, une fois encore, par la nouveauté des moyens mis en œuvre: les Pink Floyd, les Who de *Quadrophonia* - copyright 1973 - les compositeurs du Groupe de recherche musicale, de Pierre Henry, et les contemporains hauts-fidélité du Festival du son faisaient, à peu près, la même chose, en plus inventif, il y a vingt, trente ans déjà. Quant au texte... Son élocution verbale, sa prétention surprennent, même si l'on tente de le prendre au second degré. Cette réflexion sur le pouvoir du politique, sur la solitude qu'il entraîne est d'un vieillot. Le film, enfin, n'est qu'un hommage - non crédité dans les textes de présentation - au *Bunker Palace Hotel*, la bande dessinée de Bilal. *La Place de la République* est un devoir d'élève, sentiment et révérence comme l'étaient les cantates du Prix de Rome, à la fin du siècle dernier.

Une nouvelle fois, l'appareil critique du livret de présentation tente de faire faire toute velléité de contestation. La mise en orbite du discours, sa... révolution, pourraient durer longtemps, mais l'un des textes parle de « modernités », avec des guillemets et au pluriel. Ceux qui ont si souvent utilisé ce mot au lieu de « création » commencent-ils à le prendre avec des pincettes? Si l'idée de modernité dans l'art, proposée par tout un mouvement intellectuel français de plus en plus marginalisé, est encore convoquée par l'État, elle trouve de moins en moins d'écho dans le public, chez les interprètes, les intellectuels et les artistes de tout bord qui, depuis longtemps déjà, ont rejoint le camp de la musique et des instruments anciens. Ceux qui, aujourd'hui, pensent la musique se recrutent presque exclusivement dans ce mouvement. Derniers en date: Alain Corneau, Pascal Quignard, et Jordi Savall, qui, avec *Tous les matins du monde* ont fait un film accessible et actuel (sinon « moderne »), consacré à l'initiation d'un musicien du dix-septième siècle, comme nous ne l'avions jamais vu au cinéma (le Monde du 19 décembre). Malgré la présence d'un public averti, *La Place de la République* a été créée dans une indifférence polie. N'est-ce pas ce qui peut arriver de pire à une œuvre nouvelle?

ALAIN LOMPECH

CINÉMA

Le cœur de Steven Spielberg

Souvenirs d'enfance pour un film d'adulte

La version Spielberg de Peter Pan, *Hook*, est sortie le 11 décembre aux États-Unis, après une gigantesque campagne promotionnelle, et a obtenu un succès considérable (30 millions de dollars de recettes en douze jours) mais légèrement en deçà des espoirs fondés par Hollywood sur son *Wonderboy*. Steven Spielberg prépare déjà son prochain film. Il ne s'agit pas de la superproduction préhistorique *Pare jurassique* d'après Michael Crichton (*Coma*) - « Je ne me suis pas le courage de faire deux films à très gros budget l'un après l'autre », mais de la *Liste de Schindler*, un « petit » film (en termes de budget), que Spielberg qualifie « sur le plan personnel », d'« une épreuve émotionnelle intense ».

Tiré d'un roman de Thomas Keneally, c'est « l'histoire d'Oskar Schindler, industriel catholique allemand et membre du Parti nazi. Il dirigeait une usine d'émail en Pologne où il employait une main d'œuvre gratuite, celle des juifs du ghetto de Cracovie. Au moment où les nazis commencent à être envoyés vers Auschwitz, à 100 kilomètres de là, cet homme, jusqu'ici avide et égoïste, décide d'employer sa fortune pour les « acheter » - il en a ainsi sauvé près de 1200, dont certains sont encore vivants ».

Et Spielberg signale cette étonnante statistique: « Les descendants des juifs sauvés par Schindler - 6000 environ - sont plus nombreux que n'en compte aujourd'hui toute la Pologne: à peine 5000 ».

Dès la parution du roman il en acquiesce les droits, mais l'ampleur du projet lui fait peur. Il envisage d'en être uniquement le producteur et en confie la réalisation à Martin Scorsese. Au cours d'un dîner à Paris, Spielberg en parle à Roman Polanski; celui-ci, qui a grandi dans le ghetto de Cracovie, refuse, mais se dit prêt à orienter Spielberg dans ses recherches.

Échoué par l'insuccès (relatif) de ses films « adultes », Spielberg hésite avant de se lancer: « Je ne suis pas certain de trouver un public, seulement, j'ai l'impression que ce film existe. L'industrie hollywoodienne soutient Israël dans son effort pour que l'Holocauste ne s'efface pas des mémoires mais... Universal, qui finance le film, jure que le studio y perdra sa chemise. Tout est relatif; ça ne peut pas s'attendre à faire 1 milliard de dollars de recettes à chaque fois. Personne,

ici, n'a vu Shoah (de Claude Lanzmann) qui est pourtant admirable. C'est très clair: certains films doivent être faits, et celui-ci, j'ai besoin de le faire ».

« Quand j'étais enfant, ma grand-mère, à Cincinnati dans l'Ohio, enseignait à des survivants des camps de concentration à lire et à parler l'anglais. Ils venaient d'Allemagne, d'Autriche, de Pologne... Réscapés de Dachau et d'Auschwitz, ils se retrouvaient chez elle par classes de 30 à 35... Moi aussi, je suivais ces cours. Je devais avoir trois ans. Je me souviens d'un homme, souvent assis à côté de moi, qui avait un numéro tatoué sur l'avant-bras. Il me disait: « Tu sais compter? - Non. Il tendait alors le bras: « Ceci est un 2, cela un 4, là, c'est un 8, là, un 6... » Puis il ajoutait - je ne l'oublierai jamais: « Mais regarde bien, je vais faire un tour de magie. Ceci est un 6 mais quand je fais ça, il plait le bras, c'est un 9, 6, 9, 6, 9... Je n'ai jamais oublié cette image et je dirais presque que la Liste de Schindler est un film-héritage ».

HENRI BÉHAR

EXPOSITIONS

Objets de terre

Antoni Tàpies expose des sculptures récentes.

Déception

C'est devenu une coutume de l'art contemporain: tout peintre parvenu à la notoriété se veut sculpteur. Parce que Picasso et Matisse excellaient autant dans l'une et l'autre discipline, parce qu'ils employaient le bronze et la couleur avec autant de génie, le rite s'est peu à peu institué. Braque, Ernst, Miró, Dalí l'ont pratiqué, avec des fortunes variées. Depuis quelques années, Tàpies y sacrifie à son tour. En terre, il modèle et fait cuire des pièces, qu'il complète d'ordinaire à l'aide d'un « objet trouvé » et de quelques signes incisés. La figuration est de règle, poussée jusqu'à l'illusionnisme, blâmée avec dédain, la terre cuite imite la surface bosselée d'un matelas, la texture d'un tapis fatigué, la toile de sac et l'os.

C'est par là justement que ces exercices déçoivent: l'imitation des matériaux, la représentation à bonnes dimensions d'un orfèvre ou d'un coffré ne suffisent pas à faire des sculptures puissantes ou énigmatiques, des allégories ou des fétiches. Nulle métamorphose des volumes ne retient l'œil du spectateur, nul traitement singulier des formes ne le surprend. Il identifie le motif très aisément, apprécie, ou n'apprécie pas, la virtuosité de la copie, voilà tout. Sans doute entre-t-il une aspiration au religieux dans les œuvres les plus chargées de symbolisme, idée de mort tatouée d'une croix noire, surplombage macabre de blanc. Mais le symbole se voit trop, trop vite, trop vite et la contemplation a tôt fait d'épuiser le sens, faute à encore d'une élaboration des masses et de la construction du motif à la hauteur de l'ambition de lyrisme. Ni la violence concentrée ni l'ampleur du geste pictural de Tàpies ne s'y retrouvent, cette violence et cette ampleur qui ont fait la majesté de sa peinture.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran, 75008 Paris; tél.: 45-63-13-19. Jusqu'au 22 jan.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

MC 81 BOISSEY Vendredi 27 décembre 20 h 30 Tél. 45-63-11-45 (s.a. Valenciennes)	LONDON SINFONIETTA de J. ADAMS Concert unique
THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Samedi 28 décembre 20 h 30 Samedi 4 Janvier 20 h 30 Tél. 47-30-35-37 (s.a. Valenciennes)	ALCESTE Opéra de LULLY Dir.: Jean-Claude MALGOIRE Mise: Jean-Louis MARTINOTY Mise: Marie-Camille Massé Raffinot La Grande Ecurie et la Chambre du Roy ENSEMBLE AL- SACITTARIUS COMPAGNIE BAROCCO CHAMPS-ÉLYSÉES et OPÉRA de MONTPELLIER

FESTIVAL

Paris sur l'avenir

Avec 150 000 entrées, non compris le cinéma et l'exposition Bob Wilson, le vingtième Festival d'Automne a fait preuve de bonne santé

Le Festival d'Automne, pour son vingtième anniversaire, a eu la chance d'être ouvert par Merce Cunningham - que l'on dirait « très vivant » s'il était japonais - au Théâtre de la Ville, lequel a un grand nombre d'abonnés et un vaste public pour la danse. Lucinda Childs, Dominique Bagouet, Trisha Brown en ont bénéficié. Au Centre Georges-Pompidou, dans le hall, et au Théâtre de la Ville, dans la salle, la mise en scène de Patrice Chéreau avec Anouk Grinberg, et *Amphitryon* de Kleist, dans la mise en scène de Klaus Grüber, avec une distribution

de rêve, dont Udo Samel.

Mais l'intérêt c'était aussi le regroupement de quatre metteurs en scène nouveaux: François Tanguy, invité du Festival pour la seconde fois, a déposé la jauge de la Bastille avec son *Chant du boy* - comme d'ailleurs Valère Novarina, un habitué, avec *Je suis*. Stéphane Braunschweig (*Ajax*), Marc François (*As you like it*) ont affiché complet à Genevilliers. Le plus neuf des nouveaux, Eric Vigner (*La Maison d'os*), a rempli pour moitié un lieu tout aussi neuf à la Grande Arche de la Défense. Le Festival 1992 poursuit cette politique, et doit coproduire le prochain spectacle de Braunschweig, *la Cérémonie*, à Genevilliers, ainsi qu'un projet de Joel Jouanneau avec David Warilow à l'Athénée, et reprendra le spectacle que Jérôme Deschamps va créer en mai à la Grande Halle de La Villette.

L'exotisme, cette année 1991, venait de l'Est et de l'Orient. Si les troupes bulgares ont eu du mal à s'imposer au Centre Georges-Pompidou, aux Bouffes-du-Nord la version iranienne - et très lointaine - du *Marriage de Figaro* et de *Hamlet* a étrangement obtenu un formidable succès, dont le Zurichisch (les exercices des athlètes acrobates) n'a pas profité. Ce n'est donc pas seulement le lieu qui est en question, mais le moment, la préparation du public, sa disponibilité aux découvertes.

Le retour d'Alain Crombecque

En 1992, on espère un metteur en scène lituanien, Nekroscius. Le magicien *Isidor* de Tchekhov par Peter Zadek. Peut-être enfin les *Goldberg Variations* par Tabori. Un spectacle sur Gertrud Stein que Robert

Wilson répète avec de jeunes comédiens de Berlin-Est, pendant qu'il met en scène une pièce de Marguerite Duras à la Schaubühne. En collaboration avec le Festival de Maastricht, le *Macbeth* du Québécois Roger Lepage et sa *Trilogie du Dragon*. Peut-être aussi Baroff à *Chigaga* de Goldoni, l'un des spectacles-phares de Giorgio Strehler, qu'il doit monter pour l'exposition universelle de Séville. En danse, on annonce Suzanne Linke et, en pointillé, le projet de Barabas avec Fina Bausch - qui est en train de préparer un *Orphée*.

Le grand changement de 1992 sera le retour d'Alain Crombecque à la direction du Festival. Fidèle à sa légendaire discrétion, il dit qu'il est trop tôt pour faire part de ses projets. Il veut d'abord les travailler avec Marie Collin, responsable du théâtre et de la danse, et Joséphine Marfo-

wis. Le premier problème à résoudre est celui de l'argent: comment augmenter le budget et diversifier les sources de financement au moment où la tristesse de la situation économique générale entraîne la morosité des habituels sponsors?

Une association - loi 1901 - des amis du Festival d'Automne, présidée par André Béraud (président d'Autotune), 156, rue de Rivoli, 75001 Paris. Tél.: 42-96-12-27.

COLETTE GODARD

Ouverture et fidélité

Le Festival d'Automne cuvée 1991 restera, dans le souvenir des mélomanes, marqué par une révélation (celle de Heinz Holliger, compositeur essentiel, interprète en état de grâce, musicien complet) et par une redécouverte (la liberté d'invention, le goût de la provocation qu'incarna dans les années 60-70 Bruno Maderna). Ouverte par le *Schindler's List* du premier, close par l'*Hypocrite* du second (deux œuvres inspirées d'Hölderlin à plus de vingt ans d'écart), le programme, due aux efforts conjugués de Joséphine Marfoville et de Philippe Albers, a réconforté par sa cohérence et sa richesse ceux que l'avenir des festivals de musique contemporaine inquiète.

Les quatre concerts de musique instrumentale dans l'amphithéâtre de l'Opéra-Bastille ont connu une fréquentation de 75 % en moyenne. L'« effet Holliger », partant planissimo dans la méconnaissance du public et l'indif-

férence des professionnels, n'a cessé de se renforcer. Jusqu'au dernier concert du 28 novembre, qui réunissait devant une salle pleine le miraculeux quintette du musicien suisse, le *Premier Concerto pour hautbois* de Maderna (joué et dirigé par Holliger himself, à la tête de l'Ensemble Contre-champs) et *Ouverture* d'Heinrich Lachenmann, cela en présence d'Olivier Massieu, d'Henri Dutilleul, de Betsy Jolas, d'Emmanuel Nunes. La même journée avait été marquée par la performance étonnante, dans *Agas de Maderna*, du Tam Teatro Musica, jeune troupe franco-italienne vouée à l'exploration de la musicalité comme *écriture scénique*. Jurons qu'on en repartira.

Explorateur trop mal connu des limites de l'instrumental, l'Allemand Lachenmann sera l'une des vedettes du Festival 93 (avec Steve Reich, pour un nouveau spectacle multimédia). Le Portugais Nunes

sera, lui, en tête du générique des « automnes prochains » avec ses œuvres quelque peu hors normes, dans la ligne des « grands travaux » de défrichement qu'affectionne l'institution. *Quodlibet*, pour deux ensembles spatialisés de cinquante-cinq et vingt et un musiciens, et pour les Percussions de Strasbourg, créé en mai dernier au Collège de Lisieux, sera donné au cours de suite sur les galeries de la grande salle Wagram (19 et 20 novembre).

Une tradition maison

La petite salle sera investie par les œuvres pour instruments solo, confiées successivement au flûtiste Pierre-Yves Artaud et à l'altiste Gérard Caussé. *Vistumbre* pour grand orchestre, chœur et cinq solistes, sera donné le 17 novembre au Théâtre des Champs-Élysées, et fera l'objet d'un enregis-

trément live pour les Disques Montaigne, avant d'être enregistré en mai à l'exposition de Séville. La Fondation Gulbenkian met à disposition du Festival son orchestre et ses choristes.

Rappelons que la manifestation créée par Michel Guy n'existerait plus aujourd'hui sans l'apport financier et l'aide logistique de mécènes comme l'Association OROFI (l'ex-Fondation Vuitton aura investi 1,2 million de francs dans l'opération *Hypocrite*), de la Caisse des dépôts et consignations et de la SACEM.

Fidèle à une tradition maison qui veut qu'on voue sa confiance à certains artistes pour les suivre année après année (ainsi de Robert Wilson, de Merce Cunningham, de Jean-Marie Patte, par le passé), l'édition de 1992 continuera d'explorer l'œuvre de Holliger, depuis les quarante minutes de *Babel* pour accordéon et haute-contre sur des poèmes de Robert Weiser, jus-

qu'à une adaptation très personnelle des formes populaires du Vals (19 octobre).

La note de fantaisie sera donnée par un spectacle avec chœur de Carlos Santos, compositeur et pianiste de violence: le joint jazz/musique savante sera assuré (après le jazz-band de George Russell cette année) par Heiner Goebbels, star montante allemande de trente ans. Une tournée de xylophonistes du Mozambique pourrait être assurée avec l'ethnomusicologue Andrew Tracy. Jean-Claude Boy (autre invité de la première heure) reviendra à Paris avec la suite d'un cycle vocal sur des textes japonais entamé l'an dernier.

Aux habitués tarifs abonnés (25 % de réduction à partir de cinq concerts) sera associé pour cette nouvelle édition un travail d'information et de prospection en direction des conservatoires.

ANNE REY

150 000 entrées

AGENDA

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)
MERCREDI
Les Archives du film présentent, 16 h :
THU 1138 (1970), de George Lucas, 21 h.

PALAIS DE TOKYO
(47-04-24-24)
MERCREDI
Le Chevalier sans armure (1937, v.o.),
de Jacques Feyder, 18 h ; l'Ange bleu
(1930, v.o. s.t.f.), de Joseph von Stern-
berg, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU
SALLE GARNIERE (42-78-37-29)
MERCREDI
Hommage à la Warner Bros : la Charge
de la brigade (1984, v.o. s.t.f.), de
Raoul Walsh, 14 h 30 ; Chersheuses
d'or (1933, v.o. s.t.f.), de Mervyn Le
Roy, 17 h 30 ; la Corda (1984, v.o.
s.t.f.), d'Alfred Hitchcock, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A PROPOS D'HENRI (A. v.o.) : UGC
Triomphe, 6 (45-74-93-50).
LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) :
Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12).
Gaumont Opéra, 2 (47-02-60-33).
Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).
Les Trois Balcons, 6 (45-81-10-60).
Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).
AMERICA, TERRA INCOGNITA (véné-
zélien, v.o.) : L'Espresso, 4 (42-78-47-86).
L'AMOUR AVEC DES GANTS (It. v.o.) :
14 Juillet Parnasse, 6 (43-28-58-00).
L'ANNONCE FAITE A MARIE (Fr.-Can.) :
Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

LES ARCADES (Fr.) : Cné Beau-
bourg, 3 (42-71-52-36). UGC Danton, 6
(42-25-10-30). UGC Montparnasse, 6
(45-74-94-84). UGC Biarritz, 6 (45-
82-20-40). UGC Opéra, 9 (45-74-
94-84). UGC Gobelins, 13 (45-81-
94-85).
ATLANTIS (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14
(43-35-30-40).

AY CARMELA I (Esp. v.o.) : Latine, 4
(42-78-47-86).

BARTON FINK (A. v.o.) : Forum Orient
Express, 1 (42-33-42-26). Sept Par-
assiens, 14 (43-20-32-20). Studio
28, 18 (46-08-36-07).

LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Les Trois
Luxembourg, 6 (43-37-77-77).

**BENJAMIN ET GIANCA AU PAYS DES
KANGOUROUS (A. v.o.)** : UGC Odéon,
6 (42-25-10-30). v.f. : Forum Orient
Express, 1 (42-33-42-26). Rex, 2
(42-36-83-93). UGC
Montparnasse, 6 (45-74-94-84). UGC
Odéon, 6 (42-25-10-30). Pathé Mar-
ignan-Concorde, 8 (43-59-82-82). UGC
Normandie, 6 (45-83-16-16). UGC
Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59). UGC
Gobelins, 13 (45-81-94-85). Mistral,
14 (45-39-52-43). UGC Convention, 15
(45-74-94-84). Pathé Wepler, 19
(45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-
36-10-98).

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind.) :
v.o. : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS
(A. v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01).
Grand Pavois, 15 (45-84-48-85).

LES CLÉS DU PARADIS (Fr.) : UGC
Triomphe, 6 (45-74-93-50).

CLOSE UP (français, v.o.) : Utopia, 5
(43-28-58-00).

LES COINTEMENTS (français, v.o.) :
Espace de Bois, 5 (43-37-57-47). George
V, 6 (45-82-41-48).

CONTRE L'OUBLI (Fr.) : Pathé Haute-
feuille, 6 (46-33-79-38).

CROC-BLANC (A. v.o.) : Publicis
Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23).
Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).
v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-02-72-52).
Cinoches, 6 (43-35-10-82). Publicis
Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23).
Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).
Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50).
Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE
(Can. v.o.) : La Berry Zébre, 11 (43-57-
51-55). Denfert, 14 (43-21-41-01).

DANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.) :
Les Trois Balcons, 6 (45-81-10-60).
v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-94-84).
Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).

DEUCATTESSIN (Fr.) : Cné Beau-
bourg, 3 (42-71-52-36).

DEVOIRS DU SOIR (français, v.o.) : Utopia,
5 (43-28-58-00).

**DIVERTIMENT, LA BELLE NOI-
SEUSE (Fr.)** : Gaumont Parnasse, 14
(43-35-30-40).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol.) :
v.f. : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).
Reflet Média Logos, 5 (43-54-42-34).

EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin.) :
v.o. : La Pagode, 7 (47-05-12-15).
Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23).

EUROPA (Dan.-Su.) : Cné Beau-
bourg, 3 (42-71-52-36). UGC Danton, 6
(42-25-10-30). UGC Opéra, 9 (45-74-
94-84).

FIERRO... L'ÉTÉ DES SECRETS
(Can.) : Latine, 4 (42-78-47-86).

FIEVEL AU FAR WEST (A. v.o.) :
Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12).
Gaumont Opéra, 9 (47-02-60-33). Rex,
2 (42-36-83-93). 14 Juillet Odéon, 6
(43-25-59-83). Gaumont Ambassade, 6
(43-59-19-08). George V, 6 (45-82-
41-48). Gaumont Opéra, 9 (47-02-60-33).
Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).
DEUCATTESSIN (Fr.) : Cné Beau-
bourg, 3 (42-71-52-36).

DEVOIRS DU SOIR (français, v.o.) : Utopia,
5 (43-28-58-00).

**DIVERTIMENT, LA BELLE NOI-
SEUSE (Fr.)** : Gaumont Parnasse, 14
(43-35-30-40).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol.) :
v.f. : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).
Reflet Média Logos, 5 (43-54-42-34).

EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin.) :
v.o. : La Pagode, 7 (47-05-12-15).
Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23).

EUROPA (Dan.-Su.) : Cné Beau-
bourg, 3 (42-71-52-36). UGC Danton, 6
(42-25-10-30). UGC Opéra, 9 (45-74-
94-84).

FIERRO... L'ÉTÉ DES SECRETS
(Can.) : Latine, 4 (42-78-47-86).

FIEVEL AU FAR WEST (A. v.o.) :
Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12).
Gaumont Opéra, 9 (47-02-60-33). Rex,
2 (42-36-83-93). 14 Juillet Odéon, 6
(43-25-59-83). Gaumont Ambassade, 6
(43-59-19-08). George V, 6 (45-82-
41-48). Gaumont Opéra, 9 (47-02-60-33).
Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).

DEUCATTESSIN (Fr.) : Cné Beau-
bourg, 3 (42-71-52-36).

DEVOIRS DU SOIR (français, v.o.) : Utopia,
5 (43-28-58-00).

**DIVERTIMENT, LA BELLE NOI-
SEUSE (Fr.)** : Gaumont Parnasse, 14
(43-35-30-40).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol.) :
v.f. : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).
Reflet Média Logos, 5 (43-54-42-34).

EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin.) :
v.o. : La Pagode, 7 (47-05-12-15).
Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23).

EUROPA (Dan.-Su.) : Cné Beau-
bourg, 3 (42-71-52-36). UGC Danton, 6
(42-25-10-30). UGC Opéra, 9 (45-74-
94-84).

FIERRO... L'ÉTÉ DES SECRETS
(Can.) : Latine, 4 (42-78-47-86).

FIEVEL AU FAR WEST (A. v.o.) :
Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12).
Gaumont Opéra, 9 (47-02-60-33). Rex,
2 (42-36-83-93). 14 Juillet Odéon, 6
(43-25-59-83). Gaumont Ambassade, 6
(43-59-19-08). George V, 6 (45-82-
41-48). Gaumont Opéra, 9 (47-02-60-33).
Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).

DEUCATTESSIN (Fr.) : Cné Beau-
bourg, 3 (42-71-52-36).

DEVOIRS DU SOIR (français, v.o.) : Utopia,
5 (43-28-58-00).

**DIVERTIMENT, LA BELLE NOI-
SEUSE (Fr.)** : Gaumont Parnasse, 14
(43-35-30-40).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol.) :
v.f. : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).
Reflet Média Logos, 5 (43-54-42-34).

EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin.) :
v.o. : La Pagode, 7 (47-05-12-15).
Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23).

EUROPA (Dan.-Su.) : Cné Beau-
bourg, 3 (42-71-52-36). UGC Danton, 6
(42-25-10-30). UGC Opéra, 9 (45-74-
94-84).

FIERRO... L'ÉTÉ DES SECRETS
(Can.) : Latine, 4 (42-78-47-86).

FIEVEL AU FAR WEST (A. v.o.) :
Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12).
Gaumont Opéra, 9 (47-02-60-33). Rex,
2 (42-36-83-93). 14 Juillet Odéon, 6
(43-25-59-83). Gaumont Ambassade, 6
(43-59-19-08). George V, 6 (45-82-
41-48). Gaumont Opéra, 9 (47-02-60-33).
Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).

DEUCATTESSIN (Fr.) : Cné Beau-
bourg, 3 (42-71-52-36).

DEVOIRS DU SOIR (français, v.o.) : Utopia,
5 (43-28-58-00).

**DIVERTIMENT, LA BELLE NOI-
SEUSE (Fr.)** : Gaumont Parnasse, 14
(43-35-30-40).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol.) :
v.f. : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).
Reflet Média Logos, 5 (43-54-42-34).

EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin.) :
v.o. : La Pagode, 7 (47-05-12-15).
Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23).

EUROPA (Dan.-Su.) : Cné Beau-
bourg, 3 (42-71-52-36). UGC Danton, 6
(42-25-10-30). UGC Opéra, 9 (45-74-
94-84).

FIERRO... L'ÉTÉ DES SECRETS
(Can.) : Latine, 4 (42-78-47-86).

FIEVEL AU FAR WEST (A. v.o.) :
Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12).
Gaumont Opéra, 9 (47-02-60-33). Rex,
2 (42-36-83-93). 14 Juillet Odéon, 6
(43-25-59-83). Gaumont Ambassade, 6
(43-59-19-08). George V, 6 (45-82-
41-48). Gaumont Opéra, 9 (47-02-60-33).
Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).

DEUCATTESSIN (Fr.) : Cné Beau-
bourg, 3 (42-71-52-36).

DEVOIRS DU SOIR (français, v.o.) : Utopia,
5 (43-28-58-00).

**DIVERTIMENT, LA BELLE NOI-
SEUSE (Fr.)** : Gaumont Parnasse, 14
(43-35-30-40).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol.) :
v.f. : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).
Reflet Média Logos, 5 (43-54-42-34).

EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin.) :
v.o. : La Pagode, 7 (47-05-12-15).
Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23).

EUROPA (Dan.-Su.) : Cné Beau-
bourg, 3 (42-71-52-36). UGC Danton, 6
(42-25-10-30). UGC Opéra, 9 (45-74-
94-84).

FIERRO... L'ÉTÉ DES SECRETS
(Can.) : Latine, 4 (42-78-47-86).

FIEVEL AU FAR WEST (A. v.o.) :
Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12).
Gaumont Opéra, 9 (47-02-60-33). Rex,
2 (42-36-83-93). 14 Juillet Odéon, 6
(43-25-59-83). Gaumont Ambassade, 6
(43-59-19-08). George V, 6 (45-82-
41-48). Gaumont Opéra, 9 (47-02-60-33).
Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).

DEUCATTESSIN (Fr.) : Cné Beau-
bourg, 3 (42-71-52-36).

LES FLEURS DU MAL (Fr.) : George V,
6 (45-82-41-48).

HARLEY DAVIDSON ET L'HOMME
AUX SANTIAGOS (A. v.o.) : Hollywood
Boulevard, 9 (47-70-10-41).

HENRY V (Brit. v.o.) : République Ciné-
mas, 11 (48-05-51-33). Denfert, 14
(43-21-41-01).

HIDDEN AGENDA (Brit. v.o.) : Utopia,
5 (43-28-58-00). v.f. : République Cinémas,
11 (48-05-51-33). Images d'ailleurs,
6 (45-87-19-08). v.f. : Rex, 2 (42-36-
83-93).

HIT MAN (A. v.o.) : Images d'ailleurs,
6 (45-87-19-08). v.f. : Rex, 2 (42-36-
83-93).

L'HOMME QUI PLANTAIT DES
ARBRES (Can.) : Utopia, 5 (43-28-58-00).
14 Juillet Bastille, 11 (43-57-
90-81). Ecureuil, 13 (47-07-28-04).

HOT SHOTS I (A. v.o.) : George V, 6
(45-82-41-48). v.f. : Pathé Impérial, 2
(47-02-72-52). UGC Montparnasse, 6
(45-74-94-84).

LES INDOMPTÉS (A. v.o.) : Forum
Horizon, 1 (45-08-57-57). Pathé Haute-
feuille, 6 (46-33-79-38). Pathé Mar-
ignan-Concorde, 8 (43-59-82-82). UGC
Biarritz, 6 (45-82-20-40). v.f. : Rex, 2
(42-36-83-93). UGC Montparnasse, 6
(45-74-94-84). Paramount Opéra, 9
(47-02-60-33). UGC Lyon Bastille, 12
(43-43-01-59). Fauvette, 13 (47-07-
55-88). Mistral, 14 (45-39-52-43).
Pathé Wepler II, 19 (45-22-46-01).
La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE
L'ETRE (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-
10-82).

J'AI ENGAGÉ UN TUEUR (Fr. v.o.) :
République Cinémas, 11 (48-05-51-33).
Denfert, 14 (43-21-41-01).

J'EMBRASSE PAS (Fr.-Can.) : Cné Beau-
bourg, 3 (42-71-52-36). 14 Juillet
Odéon, 6 (43-25-59-83). UGC
Rotonde, 6 (45-74-94-84). UGC Biarritz,
6 (45-82-20-40). UGC Opéra, 9 (45-74-
94-84). UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85).
14 (43-35-30-40). Pathé Clichy, 19 (45-
22-46-01).

J'AI ENGAGÉ UN TUEUR (Fr. v.o.) :
République Cinémas, 11 (48-05-51-33).
Denfert, 14 (43-21-41-01).

J'EMBRASSE PAS (Fr.-Can.) : Cné Beau-
bourg, 3 (42-71-52-36). 14 Juillet
Odéon, 6 (43-25-59-83). UGC
Rotonde, 6 (45-74-94-84). UGC Biarritz,
6 (45-82-20-40). UGC Opéra, 9 (45-74-
94-84). UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85).
14 (43-35-30-40). Pathé Clichy, 19 (45-
22-46-01).

J'AI ENGAGÉ UN TUEUR (Fr. v.o.) :
République Cinémas, 11 (48-05-51-33).
Denfert, 14 (43-21-41-01).

J'EMBRASSE PAS (Fr.-Can.) : Cné Beau-
bourg, 3 (42-71-52-36). 14 Juillet
Odéon, 6 (43-25-59-83). UGC
Rotonde, 6 (45-74-94-84). UGC Biarritz,
6 (45-82-20-40). UGC Opéra, 9 (45-74-
94-84). UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85).
14 (43-35-30-40). Pathé Clichy, 19 (45-
22-46-01).

J'AI ENGAGÉ UN TUEUR (Fr. v.o.) :
République Cinémas, 11 (48-05-51-33).
Denfert, 14 (43-21-41-01).

J'EMBRASSE PAS (Fr.-Can.) : Cné Beau-
bourg, 3 (42-71-52-36). 14 Juillet
Odéon, 6 (43-25-59-83). UGC
Rotonde, 6 (45-74-94-84). UGC Biarritz,
6 (45-82-20-40). UGC Opéra, 9 (45-74-
94-84). UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85).
14 (43-35-30-40). Pathé Clichy, 19 (45-
22-46-01).

J'AI ENGAGÉ UN TUEUR (Fr. v.o.) :
République Cinémas, 11 (48-05-51-33).
Denfert, 14 (43-21-41-01).

J'EMBRASSE PAS (Fr.-Can.) : Cné Beau-
bourg, 3 (42-71-52-36). 14 Juillet
Odéon, 6 (43-25-59-83). UGC
Rotonde, 6 (45-74-94-84). UGC Biarritz,
6 (45-82-20-40). UGC Opéra, 9 (45-74-
94-84). UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85).
14 (43-35-30-40). Pathé Clichy, 19 (45-
22-46-01).

J'AI ENGAGÉ UN TUEUR (Fr. v.o.) :
République Cinémas, 11 (48-05-51-33).
Denfert, 14 (43-21-41-01).

J'EMBRASSE PAS (Fr.-Can.) : Cné Beau-
bourg, 3 (42-71-52-36). 14 Juillet
Odéon, 6 (43-25-59-83). UGC
Rotonde, 6 (45-74-94-84). UGC Biarritz,
6 (45-82-20-40). UGC Opéra, 9 (45-74-
94-84). UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85).
14 (43-35-30-40). Pathé Clichy, 19 (45-
22-46-01).

J'AI ENGAGÉ UN TUEUR (Fr. v.o.) :
République Cinémas, 11 (48-05-51-33).
Denfert, 14 (43-21-41-01).

J'EMBRASSE PAS (Fr.-Can.) : Cné Beau-
bourg, 3 (42-71-52-36). 14 Juillet
Odéon, 6 (43-25-59-83). UGC
Rotonde, 6 (45-74-94-84). UGC Biarritz,
6 (45-82-20-40). UGC Opéra, 9 (45-74-
94-84). UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85).
14 (43-35-30-40). Pathé Clichy, 19 (45-
22-46-01).

J'AI ENGAGÉ UN TUEUR (Fr. v.o.) :
République Cinémas, 11 (48-05-51-33).
Denfert, 14 (43-21-41-01).

J'EMBRASSE PAS (Fr.-Can.) : Cné Beau-
bourg, 3 (42-71-52-36). 14 Juillet
Odéon, 6 (43-25-59-83). UGC
Rotonde, 6 (45-74-94-84). UGC Biarritz,
6 (45-82-20-40). UGC Opéra, 9 (45-74-
94-84). UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85).
14 (43-35-30-40). Pathé Clichy, 19 (45-
22-46-01).

J'AI ENGAGÉ UN TUEUR (Fr. v.o.) :
République Cinémas, 11 (48-05-51-33).
Denfert, 14 (43-21-41-01).

J'EMBRASSE PAS (Fr.-Can.) : Cné Beau-
bourg, 3 (42-71-52-36). 14 Juillet
Odéon, 6 (43-25-59-83). UGC
Rotonde, 6 (45-74-94-84). UGC Biarritz,
6 (45-82-20-40). UGC Opéra, 9 (45-74-
94-84). UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85).
14 (43-35-30-40). Pathé Clichy, 19 (45-
22-46-01).

J'AI ENGAGÉ UN TUEUR (Fr. v.o.) :
République Cinémas, 11 (48-05-51-33).
Denfert, 14 (43-21-41-01).

J'EMBRASSE PAS (Fr.-Can.) : Cné Beau-
bourg, 3 (42-71-52-36). 14 Juillet
Odéon, 6 (43-25-59-83). UGC
Rotonde, 6 (45-74-94-84).

BILLET

Le spleen de l'Europe navale

Sir Leon Brittan, l'un des chantres bruxellois du libéralisme, peut être content. Le collègue des commissaires européens a décidé de diminuer encore le plafond des aides directes que chaque gouvernement des Douze sera autorisé à verser en 1992 à ses chantiers navals : pas plus de 9 % au lieu de 20 % en 1990 et 28 % en 1988. La construction navale, comme l'agriculture, fait d'ailleurs partie des secteurs économiques « intégrés » et « supranationaux » dans lesquels la Commission de la CEE s'est arrogé des pouvoirs considérables, sans que les gouvernements s'y opposent puisqu'ils estiment (à tort ou à raison) qu'il ne s'agit pas là d'un pan stratégique de l'Europe industrielle.

Résultat : alors que le Japon et la Corée du Sud accaparent plus de 60 % du marché mondial, l'Europe (CEE, ex-RDA) jadis puissante, Finlande) se contente de 20 % à 25 %, au prix d'efforts budgétaires souvent énormes mais mal identifiés. Pour sauver ce qui reste des chantiers, l'Allemagne, l'Espagne ou la France rivalisent de pirouettes et d'ingéniosités financières pour décrocher des commandes et trichent sans vergogne avec les règles de Bruxelles. A Paris, les services du ministère de l'Industrie sont devenus experts dans l'art de la cachotterie...

Il faudrait pourtant mettre clairement les données sur la table à propos d'un dossier chaud, au moins : l'éventuelle commande d'un grand paquebot aux chantiers du Havre pour laquelle tous les élus locaux se mobilisent, du RPR au PS et au PC, avec en tête M. Laurent Fabius lui-même. Une commande de 2,5 milliards de francs, et trois ans de travail... Mais M. Pierre Bérégovoy hésite car le coût pour l'Etat (défiscalisation et subvention aux chantiers) dépasserait 800 millions de francs. Au moment où la Communauté réduit ses aides, les discussions qui viennent d'avoir lieu au sein de l'OCDE sur la construction navale ont échoué. Le raidissement de Washington sur ses positions protectionnistes traditionnelles a fait capoter un projet de règlement qui portait sur la suppression des entraves, les contrôles antidumping, l'harmonisation des aides. Campant sur des dispositions qui remontent à 1938, les Etats-Unis refusent aux navires qui n'ont pas été construits dans leurs chantiers de transporter des marchandises entre deux ports américains. Fin de la guerre du Golfe et détente internationale expliquent qu'il faut d'abord remplir les cales et les docks nationaux. Les bateaux rejoignent les céréales dans la discorde américano-européenne.

FRANÇOIS GROSCHARD

Les négociations de l'Uruguay Round

L'accueil est mitigé aux Etats-Unis sur les propositions du directeur du GATT

Les Etats-Unis ont réservé un accueil mitigé, mais nettement plus positif que les Européens, aux propositions soumises par M. Arthur Dunkel, directeur général du GATT, pour sortir de l'impasse les interminables tractations de l'Uruguay Round.

WASHINGTON

de notre correspondant

Quarante-huit heures après la publication du «document Dunkel», un «pavé» de 500 pages que personne n'a encore pu étudier en détail, la réaction de l'administration américaine paraît plus favorable, lundi 23 décembre, que celle des milieux économiques privés américains. La philosophie générale du «document» — qui entend transformer le GATT en une autorité plus institutionnelle, sous la forme d'une organisation commerciale multilatérale — va dans le sens souhaité par les Etats-Unis. Ceux-ci sont partisans de la mise sur pied d'une organisation qui aurait de réels pouvoirs pour faire respecter les accords conclus en matière de liberté du commerce international. «Four years is not a long time to wait and we don't want to lose the momentum of the negotiations», dit-il.

La même source relève que la démarche de M. Dunkel — ce coup d'éclat — pour faire avancer une négociation bloquée depuis plusieurs années — était de bonne tactique. En mettant sur la table un projet complet, M. Dunkel «a changé la dynamique des négociations». Il limite la marge de manœuvre de chacune des parties concernées; il sera difficile aux uns et aux autres de solliciter de nombreuses modifications du document sans à risque d'avoir, en

contrepartie, à faire des concessions aussi nombreuses sur tel ou tel autre point du projet. «Les pays membres se retrouvent sous pression, obligés de limiter leurs demandes» et de se décider plus rapidement, dit-on de même source.

Entamées en 1986, les négociations de l'Uruguay Round — destinées à libéraliser plus encore le commerce international — achoppent sur un lourd différend entre les Etats-Unis et la CEE. Le gouvernement américain entend obtenir une substantielle modification de la politique agricole commune (PAC). Il entend, notamment, que la CEE réduise ses subventions aux exportations agricoles de 30 % sur cinq ans — ou de 35 % sur six ans — et prenne les trois dernières années pour période de référence. La Commission de Bruxelles propose une autre période de référence et une réduction de moindre ampleur : 30 % pour la période 1986-1996. Les Européens exigent que les Etats-Unis ne limitent pas les pourparlers à la question agricole et prennent en compte leurs revendications en matière d'exportations de services et de protection de la propriété intellectuelle sur le marché américain.

Les félicitations de M. Hill

En proposant un document complet, qui porte sur la plupart des secteurs du commerce international, et se présente presque comme un ensemble à prendre ou à laisser, M. Dunkel veut boucler le jeu et forcer les uns et les autres à aboutir; le *New York Times* tirait lundi sur «Le grand pari du directeur du GATT». M. Dunkel a demandé une première réponse d'ici au 13 janvier, étant entendu que les négociations doivent être bouclées d'ici au 15 avril. Si l'administration américaine a jugé la démarche de M. Dunkel «très positive», elle souligne néanmoins que son document n'est «qu'un projet» et donc suscep-

tible de modifications. Dans un communiqué, M. Carla Hills, la représentante des Etats-Unis à ces négociations, «félicite grandement» M. Dunkel pour son initiative mais relève que le document doit encore être étudié en détail, point par point, avec tous les milieux économiques intéressés, et qu'il vaut mieux «ne pas avoir d'accord plutôt que d'en conclure un mauvais».

Compte tenu du volume du document Dunkel, et de la période des fêtes de Noël, les commentaires des professionnels étaient encore très limités aux Etats-Unis. Le sentiment général est que le document, à l'évidence, va dans le sens des thèses des Etats-Unis sur le différend agricole avec les Européens. Cela n'a pas empêché le plus important groupe de pression des céréaliers américains (l'American farm bureau federation), cité par le *Wall Street Journal*, de juger les propositions Dunkel encore trop conciliantes vis-à-vis des Européens.

Dans le même quotidien, M. Jack Valenti, porte-parole des industriels du cinéma, pousse lui aussi contre le projet du directeur du GATT. Au nom de l'exemption intellectuelle, le projet autoriserait, selon M. Valenti, certains pays à imposer des quotas sur les importations de productions hollywoodiennes. Le secteur des textiles trouverait également beaucoup à redire et celui de l'industrie pharmaceutique jugerait le projet trop laxiste en matière de protection des brevets. Selon le *New York Times*, l'industrie américaine n'aurait, en revanche, qu'à se féliciter des protections prévues en matière de droit de reproduction des programmes informatiques (software copyrights); les prestataires de services financiers et le secteur des télécommunications verraient également avec faveur les dispositions les concernant.

ALAIN FRACHON

La Bourse de Paris en 1991 : une fin désespérante

Jusqu'au mois de septembre, tous les espoirs étaient permis. Sans être merveilleuse, l'année allait peut-être permettre d'effacer les séquelles provoquées par l'invasion irakienne au Koweït en août 1990. A la guerre de janvier succédait la perspective d'une reprise économique dans le monde. Si le coup d'état avorté contre le maître du Kremlin, M. Mikhaïl Gorbatchev, fit vaciller les marchés le 19 août, l'optimisme reprenait rapidement le dessus.

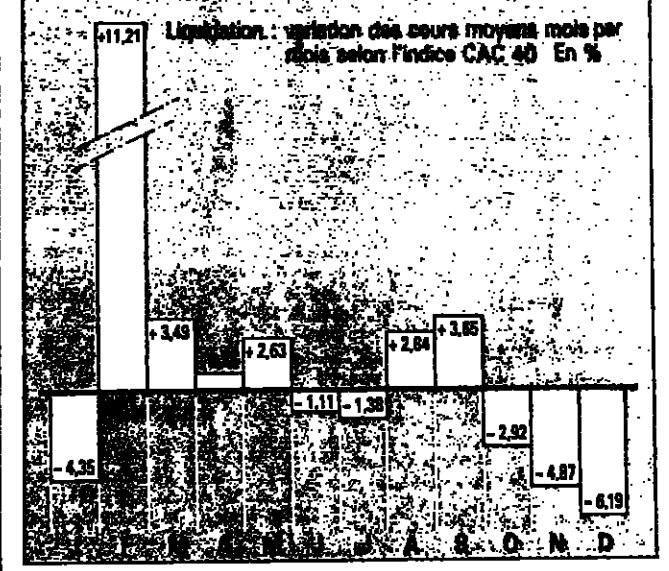
Après avoir culminé à 1 885,35 le 20 septembre, soit un gain de 24,5 % par rapport au début de l'année, l'indice CAC 40 s'est mis à décliner. Et le recul s'est amplifié à mesure que la «sinistresse» gagnait le moral des investisseurs.

L'automne fut rythmé par le craquement de Wall Street à la mi-novembre, la poursuite de la récession aux Etats-Unis et l'éclatement de l'Union soviétique, devenue de plus en plus insolvable. Sans oublier l'atonie de l'économie fran-

çaise. L'entrée dans l'hiver a pris toute sa dimension la semaine dernière avec la hausse des taux allemands, qui a obligé le Banque de France à suivre le mouvement lundi 23 décembre. Ce jour-là s'est achevé le mois boursier de décembre, qui entre gistro, avec 6,19 % de dépréciation, sa plus mauvaise liquidation mensuelle depuis la chute de 21,95 % en août 1990.

Depuis le début de l'année, la progression moyenne des valeurs françaises s'est finalement réduite à 7,52 % et la bourse de la place est revenue à ses niveaux de la mi-février. Ce bilan magiquement positif ne parvient même pas à effacer les 24,1 % de baisse de 1990. Une déception pour ceux qui espéraient un redressement spectaculaire comme après le krach de 1987. Les 29,46 % de chute étaient vite oubliés, emportés dans l'euphorie des deux années suivantes (48 % en 1988, 33,3 % en 1989).

D. G.



Commerce : le différend euro-américain s'aggrave

Suite de la première page

En effet, les solutions préconisées ne sont pas compatibles avec le programme de réforme de la politique agricole commune (PAC). Celle-ci est ainsi promue au rang des objectifs prioritaires de la Communauté.

C'est à une sorte de révolte contre cette tentative permanente qu'ont les Etats-Unis et leurs alliés d'imposer leur point de vue à laquelle on a assisté lundi. «Une large majorité pense que ce compromis est à bien faire», a commenté M. Dominique Strauss-Kahn, ministre français délégué à l'Industrie et au Commerce extérieur. En vérité, seuls les Britanniques se sont montrés à peu près satisfaits du projet de M. Dunkel.

M. Piet Buckman, ministre de l'Agriculture néerlandais, dont le pays a forte tradition libre-échangiste plaide d'habitude avec force pour que les Douze contribuent à faire aboutir l'Uruguay Round, a estimé que «les Etats-Unis avaient sous-estimé la position de la Communauté». Les Allemands, qui ont surtout le souci d'éviter une rupture à Genève, ne voulaient pas que le conseil rejette le «papier Dunkel» en bloc, mais ils n'ont pas pour autant ménagé leurs critiques.

Les Français, qui auraient pu craindre d'être relativement isolés, se montraient très satisfaits. Les trois ministres délégués à Bruxelles — MM. Strauss-Kahn, Mermaz (agriculture) et Jeanneney (secrétaire d'Etat au Commerce extérieur) — trouvaient le texte approuvé par les Douze «excellent».

M. Louis Mermaz, comme plusieurs de ses collègues, avait longuement souligné le caractère, à ses yeux, «monn, exorbitant», parce que totalement déséquilibré, des propositions agricoles de M. Dunkel : préférence communautaire mal assurée, pas de «rééquilibrage» (le droit pour la CEE de taxer les importations de produits de substitution des céréales), rejets des Américains de prendre des engagements en termes de gel des terres et aussi en ce qui concerne le respect des appellations d'origine...

Le ministre français s'est attardé sur le problème des exportations communautaires de céréales, reprochant amicalement à M. Ray Mac Sharry, commissaire chargé des affaires agricoles, d'avoir proposé,

dans le feu de la négociation, de ramener les exportations communautaires de blé de 22 à 13 millions de tonnes. «C'est terrifiant! Pour la France cela signifierait perdre la moitié de notre capacité d'exportation en blé. Pour nous, ce serait un point de rupture», a-t-il commenté.

Comment se présente la suite des événements? Les Douze indiquent, dans leur communiqué, qu'il aurait été pour eux «prématuré» de procéder à ce stade à une évaluation définitive du «papier Dunkel». Cela laisse présager un nouveau rendez-vous ministériel afin d'arrêter une position commune avant que les négociations ne reprennent le 13 janvier à Genève. C'est bien ainsi en tout cas que l'entendent les Français.

Perspective de rupture

Pour l'instant, personne ne se hasarde à des suppositions sur la manière dont pourra être conduit l'Uruguay Round; ni sur la date où cet événement surviendra. Selon M. Frans Andriessen, vice-président de la Commission chargée des relations extérieures et principal porte-parole de la CEE dans ces pourparlers, «le 13 janvier, c'est le début d'un long processus de négociation, ce n'est pas une conclusion».

MM. Mermaz et Strauss-Kahn, de leur côté, expliquent que «la fixation sur l'agriculture est folle, qu'on connaît mal l'ensemble de la négociation bute ainsi sur l'obstacle agricole». Est-on reparti alors pour la nouvelle année de négociations, la sixième depuis le lancement du «cycle», en septembre 1986 à Punta del Este, en Uruguay?

Il faut bien sûr faire la part des choses, c'est-à-dire de la volonté des différents protagonistes de ne pas porter le chapeau d'un éventuel échec. Mais celui-ci est-il évitable? Cela impliquerait une reprise des tractations agricoles entre les Etats-Unis et la Communauté. C'est une hypothèse qu'aujourd'hui personne n'évoque. En réalité, même si tout peut encore arriver, la crise commerciale transatlantique paraît d'ores et déjà bien ouverte.

PHILIPPE LEMAITRE

La régulation des dépenses de santé à petits pas

Un accord est signé avec les infirmières libérales et les cliniques

Quelques jours après les accords portant sur les dépenses des biologistes et des ambulanciers (le *Monde* du 20 décembre), M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, a annoncé lundi 23 décembre l'adoption de mécanismes similaires avec les infirmières libérales ainsi que les cliniques privées. Alors qu'un compromis pourrait être prochainement conclu avec les kinésithérapeutes, ces différents accords obtenus par le gouvernement aboutissent à isoler les syndicats de médecins, avec lesquels les négociations ont été suspendues.

Comme les deux premiers accords, les mécanismes élaborés avec les cliniques privées et les infirmières libérales fixent explicitement un objectif chiffré d'évolution des remboursements. Pour les cliniques, le taux d'évolution s'établit à 5,5 % pour 1992. Ce texte — qui a fait l'objet d'un relevé de fin de négociations et a reçu, selon le ministre, un avis favorable des deux organisations représentatives des cliniques privées — reprend pour l'essentiel celui élaboré au printemps dernier, mais qui n'avait été approuvé que par l'Union hospitalière privée (UHP). Le nouveau mode de tarification sera progressivement fondé sur une évolution des coûts par pathologie et concernera aussi la chirurgie ambulatoire. Articulé par régions, le mécanisme de régulation prévoit un ajustement des tarifs à la baisse ou à la hausse selon l'écart constaté par rapport à l'objectif.

Quant à l'accord concernant les infirmières, il a déjà été signé par la Fédération nationale des infirmières libérales. Il fixe une hausse de 9,5 % de remboursement pour 1992 (la progression était de l'ordre de 14 % par an ces dernières années) et introduit une tarification différente pour les actes infirmiers et les soins. D'autre part, les jeunes infirmières devront exercer

trois ans dans un hôpital ou une clinique avant de s'installer dans le secteur libéral. Au-delà d'un volume de 18 000 actes par an (environ 60 actes par jour), «les professionnels verseront aux caisses un montant égal à 50 % du remboursement». Au-delà de 20 000, ce taux sera porté à 100 %. Le texte comporte encore une convention type destinée à limiter certaines pratiques en cours dans les établissements pour personnes âgées. Il est précisé que «l'infirmière s'interdit de concourir à la formation du bénéfice de l'établissement (...) notamment en versant une participation financière à quelque titre que ce soit».

Stratégie d'encerclement

Les accords conclus avec les laboratoires d'analyses médicales, les ambulanciers et les infirmières libérales, comme celui qui le sera très vraisemblablement avec les cliniques, couvrent des professions qui totalisent chaque année 45 milliards de francs de remboursement, soit 30 % des dépenses d'assurance-maladie hors hospitalisation publique. Théoriquement, ces dispositions, qui constituent l'aboutissement des groupes de travail mis en place par M. Durieux au début de l'été, devraient permettre d'économiser environ 1,5 milliard de francs sur une année.

Cette politique des petits pas, génératrice d'accords qui, selon le ministre, visent à promouvoir non seulement la maîtrise des dépenses mais également «la qualité des prestations», témoigne de la stratégie d'encerclement engagée par les pouvoirs publics. Le Centre national des professions de santé (CNPS), qui avait annoncé, au lendemain de la manifestation du 20 novembre 1991 (le *Monde* du 24-25 novembre), que toutes les composantes du monde médical ne signeraient aucun accord séparé, doit désormais constater que cet engagement n'était pas viable. Les syndicats de médecins pourront-ils éternellement s'opposer à un principe (la fixation d'un objectif chiffré d'évolution des dépenses assorti

de contreparties tarifaires en cas de dépassement) auquel la plupart des autres professions ont souscrit?

L'encerclement n'est pas seulement politique. Il est aussi économique. L'introduction de dispositions de régulation des dépenses liées à des prestations médicales (transports sanitaires, soins infirmiers, analyses biologiques) implique que les prescripteurs, généralistes ou spécialistes, seront contraints de maîtriser leurs activités. Dans quelques mois sera adoptée la loi réformant les relations tarifaires entre l'assurance-maladie et l'industrie pharmaceutique (elle sera examinée au cours de la session de printemps pour cause de modification intempestive du projet gouvernemental par les parlementaires). La boucle, alors, sera bouclée.

En janvier, lorsque les syndicats de médecins reprendront les négociations avec les pouvoirs publics et la Sécurité sociale, ces accords sectoriels pourraient bien peser sur le rapport de force.

JEAN-MICHEL NORMAND

CONCILIUM

REVUE INTERNATIONALE DE THEOLOGIE 174

RELIGIONS ET EGLISES EN EUROPE DE L'EST

NORBERT GREINACHER - VIRGIL ELIZANDU

DERRIERE LE RIDEAU DE PER EN 1982

LE CAHIER 67 FF

BEAUCHESNE

72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'ENVIRONNEMENT

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en adressant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 F d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 23 DÉCEMBRE

Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Deuxième cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Deuxième cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Deuxième cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Deuxième cours	%
4141	CNE 3%	4215	4210	4185	- 0.71																		
928	B.N.P. T.P.	830	822	825	+ 0.09																		
120	C.Lyons T.P.	808	814	810	- 0.25																		
1138	COZ	1411	1431	1431	0																		
1480	St Gobain T.P.	1441	1431	1431	0																		
1041	St Gobain T.P.	1036	1028	1020	- 1.45	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	Caf. Fourn.	874	865	865	0	495	Lyons-Eclair	115.50	117	111	- 5.25	72	Société Générale	68.55	67.80	67.80	0
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R.H.	230.50	230	228.50	- 0.87	495	Lyons-Eclair	437	426	409.80	- 6.22	450	Société Générale	425	427	426.60	- 0.16
855	Thomson T.P.	854	850	850	0	50	CPD Pneu R																

COMPTANT (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations			C.I.M.	1100	1100	Oxyg.	246	245
Emp.Etat 8,25% 77	123 87	5 14	C.I.T.R.A.M. (B)	2826	2826	Orlé (C)	352	351
Emp.Etat 8,50% 78	100 35	4 30	Coedex	85	94	Origny-Devise	748	734
10,25% 20/24	101 10	3 24	Coyll	329 90	323	Palis Mouvement	1000	1000
Emp.Etat 12,50% 82	106 70	0 07	Comptex	736	801	Paris Mémor.	850	800
Emp.Etat 12,25 84	101 82	2 53	Ch Indochine	5980	5650	Parthenon	650	640
Emp.Etat 11% 85	110 15	2 19	Cy Lyon Alimont	333	331 10	Paris C.P.R.	1850	1840
10,25% nom 85	103 15	0 01	Cy Lorient	698	690	Paris France	230	230
OAT 10% 5/2000	106 80	5 73	Cymer Alais Prov.	35	31 60	Paris Odéon	206	210
OAT 9,5% 12/1987	103 84	0 27	Credito Com Ind.	145	145	Parthena Invest.	350	318
OAT 9,5% 1/1986	102 8	0 78	Credito Ind F.C.F.	189 50	189 50	Paris Confin.	660	689
OAT 10,30% 1985	1802	0 00	Cu Universal (Cid)	379	371	Paris Habitat	1223	1233
PTT 11,25% 85	104 95	0 77	Clairon Dev.	351	333	Parcher	435	400
OFF 10,30% 85	102 40	8 85	Dartley	700	559	Promoteur (P)	1385	1385
OFF 10,25% new 90	105 29	7 82	Degeneron	1585	1580	Publicis	535	503
CHA 10% 1973	101 40	7 57	Dekun Veltgen	2536	2650	Rochelization	110	110
CHB Bagnes 5000F	98 35	4 35	Dider Bostin	1000	980	Rozzin	187 50	187 50
CHB Prolong 5000F	98 30	4 35	Eau Basin Ind.	2250	2250	S.A.C.E.R.	300	285
CHB Suez 5000F	98 60	5 36	Eclat	822	824	SAIGER	380	380
CHB 11,5% 85	101 10	4 74	Eclairage	206 50	214	S.A.F.I.A.A.	182	182
CHB 1/82 5000F	98 15	4 35	En Mily. Paris	320	380	S.A.F.I.A.A.	250	250
CHB 9% 86	97 50	5 75	En Suez (Euxist)	1700	1635	Sigat	265	275
CRH 10,50% etc 86	107	9 02	Frutres	253	259	Saint Dominique F.)	118	115
CHARB CFE 3% 100	128	.....	F.I.P.P.	82	89	Sales du Mac	605	602
CRCA	951	.....	F.N.A.C.	1633	1650	S.C.A.C.I.	165	165
Canal	.....	.....	Forcelin (Cid)	482	481	Servelle	402	355
Alcatel 6% jns 89	540	.....	Forcelin Euxt	372	370	S.Ead.Pari. (R)	128	134
Ly. Eaux ex 85	751	.....	Forc. Lyonnais	631	611	S.G.C.	520	523
Thomson ex 8,25 85	920	.....	Forc. Paris	440	435	Stratin	125	128
			Forc. Rouen	790	795	S.U.P.H.	148	148
			Forc. L.A.R.D.	632	638	S.N.C.C.	100	81

SICAV (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Frans incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans incl.	Rachet net
Etrangères											
AEG	730	657	0	A.A.A.	894.94	670.67	Foculac	236.26	232.77	Pote Econom.	62989.79
Alex Rio San	380	351	0	Aubert	186.89	191.65	Fox-Francia	21.87	21.89	Première Océan	11035.22
Alexa Alkermad	...	...	...	Aggrégat	703.12	674.64	Fucifrance	809.07	791.08	Préfin. Econom.	114.91
Alcatel	510	...	...	Ampis	7501.03	7212.53	Fucifrance	25.69	25.06	Préf. Assoc. Comp.	28280.33
Assurances Milan	116	...	...	Aurélian	265372.57	265372.57	Fucif-Previon	11321.14	10956.64	Proficam	970.22
Banco Popular Esp.	525	...	...	Aurélian	69.19	57.48	Fucif-Previon	5160.21	5147.34	Quarta	124.25
Bijoux et Joies	1910	1820	214.20	Avantages Court T.	89.02	89.10	Futurolog	1369.58	1331.37	Réaltor	77.14
Can Pacific	70	75	...	Assens	1151.57	1151.37	Galatée	14176.17	14105.64	Revue	169.80
Chrysler Corp.	50	51	300	Avant. Fin.	354.22	354.22	Gen. Econom.	193.72	193.72	Revue Trimest.	5374.33
C.I.L.	8	8.80	...	Avant. Fin.	1123.28	1059.28	Horizon	1134.57	1101.52	Revue Trimest.	1142.36
Commerzbank	896	795	...	Avant. Fin.	1690.86	1657.73	HUM	13261.84	13241.84	St Honoré Bo-Alm.	917.55
De Beers (S.A.)	137	...	...	Asa Capital	767.87	158.81	Interp	108722.48	104574.25	St Honoré Bore du T.	10783.77
Dow Chemical	280	...	...	Asa Court Term.	7591.83	7591.83	Interlog	4225.94	12596.02	St Honoré Global	214.77
Elf (Bras Lomé)	17	14.10	18	Asa Europe	1281.03	122.52	Interlog	1387.87	488.11	St Honoré Invest.	718.83
Genl.	575	529	...	Asa Investments	108.83	104.14	Japan	151.56	147.14	St Honoré Min. Phos.	452.72
Gold Holdings Ltd.	241	...	...	Asa W.	114.13	119.79	Japan	223.48	208.54	St Honoré Phos.	133.07
Goodway Time	185	165	...	Asa Premises	114.13	119.79	La France	210.48	209.53	St Honoré PHE	495.87
Graze and Co (W.R.)	185	165	...	Asa Selection	114.13	108.95	Lafayette Europe	220.42	212.57	St Honoré Red.	14350.58
Hayward Int.	267	279.90	...	Asa Vickers PERL	113.50	108.64	Lafayette Spain	232.03	221.03	St Honoré Services	446.05
Johnsenberg	76.90	75	...	BSO Award	108.12	104.96	Lafayette Spain	213.18	262.04	Silacam	1675.92
Koninklijke Poldhuis Rijksw.	124	120	...	Cepionex	6061.62	6045.57	Lafayette Immobil.	270.05	201.48	Silacam	13385.43
Lamone Int.	210	214	...	Cepionex	1676.96	6055.54	Lafayette Japan	354.92	359.13	Silacam	1336.18
Marshall Bank	19	19.50	...	Cepionex	1259.58	1238.38	Lafayette Oblig.	127.51	131.80	Silacam	684.32
Midland Bank	74.10	74.10	...	Credit France	1276.41	1276.41	Lafayette Oblig.	127.51	131.80	Silacam	1776.71
Oilfield Ind.	6.70	6.30	...	Credit France	1238.59	1237.85	Lafayette Tokyo	314.31	301.53	Silacam	627.13
Pfizer	385	380	...	Comptex	3363.39	3361.49	Lafayette	2165.54	2161.20	Silacam	986.54
Roche	22	22	...	Comptex	336.65	329.07	Leam C.T.	12070.35	12070.35	Silacam	369.26
				Coveris	447.04	405.45	Leam C.T.	6592.03	6370.80	Silacam	1321.85
				Credit Mobil Capital	1221.56	1207.41	Leam Assoc.	11785.46	11785.46	Silacam	615.31
					1230.55	1190.78	Leam Assoc.	2838.17	2825.51	Silacam	346.36
					749	749	Leam Assoc.	2838.17	2825.51	Silacam	346.36
					554.47	555.95	Leam Assoc.	2838.17	2825.51	Silacam	346.36
					246.34	246.34	Leam Assoc.	2838.17	2825.51	Silacam	346.36
					1005.37	1005.37	Leam Assoc.	2838.17	2825.51	Silacam	346.36
					1052.42	1052.42	Leam Assoc.	2838.17	2825.51	Silacam	346.36
					1036.57	1036.57	Leam Assoc.	2838.17	2825.51	Silacam	346.36

Actions Géviot _____
G.F.C. _____

Apache (see in.)	595	897	G.F.U.
Appalachian Hwy.	1610	1650	George Vezina
A.S.T.	385	391	G.T. (Transport)
Banc. Cal. Mon.	1180	1181	International
B.N.P. Eximp.	380	380	Int'l. (Transport)
B.N.P. Eximp.	380	380	Int'l. (Transport)
Baylor-Spr. F. L.	444	440	Int'l. (Transport)
Bidulph	3200	...	Int'l. (Transport)
Bismarck Internat.	480	...	Int'l. (Transport)
Bleu City	1780	...	Int'l. (Transport)
B.T.P.	82	83	Int'l. (Transport)
Cambridge	1100	1090	Int'l. (Transport)
Carson Lorraine	466	461	Int'l. (Transport)
Cine Poshan	5	8	Int'l. (Transport)
C.I.E.F. Frigier	520	516	Int'l. (Transport)
Continental Hwy.	378	378	Int'l. (Transport)
Chapman Hwy.	115	115	Int'l. (Transport)
C.C.P.C.	170	180	Int'l. (Transport)

Safegri	215	215
Sapagri	123	...
Sapagri	700	...

250	230	Soudrae Autogena.....	702	968
1530	1523	Sovietia.....	335	350
270	270	Sovis.....	650	...
327	325	Taiwan.....	2750	2890
680	682	Texas-Angkor.....	720	...
5420	5420	Tour Eiffel.....	185	208
430	428	Ullmar.....	1180	1110
3700	3780	Vicat.....	372	374
280	280	Vapour.....	1210	1340
1331	1202	Vase.....	88	...
480	504	Vase St. Bassant.....	240	10
672	665			.....
2880	2801			
970	1015			
26	27 80			
155	151			
760	760			
405	405			
51 40	58			
204	203			

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS prix.	COURS 23/12	C
Euro-Unité (1 unité)	5 320	5 194	
£	9 040	9 532	
Allemagne (100 dm)	341 910	341 970	
Belgique (100 F)	16 800	16 587	
Paye-Bas (100 f)	303 420	303 310	
Italie (1000 lire)	47 416	47 416	
Grèce (100 dr)	67 780	67 700	
Grèce-Bessone (1 L)	9 772	9 738	
Grèce (100 drachmes)	2 979	2 967	
Suède (100 kr)	388 250	384 600	
Suède (100 kron)	355	353	
Autriche (100 sch)	35 580	36 630	
Autriche (100 sch)	48 550	48 570	
Espagne (100 pes)	5 383	5 368	
Portugal (100 esc)	3 963	3 942	
Canada (1 \$ can)	4 597	4 463	
		4 078	

Marché libre de l'or

DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 23/12
200	5 200			
200	351	Or fin (à la barre)	61250	60500
500	17 050	Or fin (à la lingot)	62000	60800
500	513	Napoleon (20 ^e)	358	355
500	75750	Pièce Flr (10 F)	335	335
500	51	Pièce Flr (10 F)	362	362
500	10 200	Pièce Suisse (20 F)	365	365
500	90	Pièce Suisse (20 F)	365	365
500	395	Souverain	447	450
500	49	Pièce 20 dollars	2110	2100
500	90	Pièce 10 dollars	1100	1097 5
500	5 600	Pièce 5 dollars	602 50	.....
500	4 300	Pièce 50 pesos	2300	2250
500	4 270	Pièce 10 florins	375	370

PUBLICITÉ

FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché commun

MARCHÉS FINANCIERS

Les remous dans le système monétaire

Les banques relèvent de 10 % à 10,35 % leur taux de base

Le taux de base des banques (TBB) est passé de 10 % à 10,35 %, à la suite du relèvement des taux directeurs de la Banque de France, portés, lundi 23 décembre, de 9,25 % à 9,60 % pour les appels d'offre et de 10 % à 10,50 % pour les prêts de pension à cinq jours (le Monde du 24 décembre). Ce relèvement, en effet, renchérit le coût des ressources des établissements, qui se refinancent de plus en plus sur le marché interbancaire, dont les niveaux sont très influencés par les taux directeurs de l'institut d'émission. Le TBB, ramené de 10,25 % à 10 % le 17 octobre dernier, après l'abaissement des taux directeurs, avait été maintenu à ce niveau après le relèvement de ces mêmes taux directeurs, le 18 novembre suivant.

La Banque de France avait compensé le manque à gagner des ban-

ques à ce moment-là en abaissant d'une dizaine de milliards de francs les réserves obligatoires et non rémunérées constituées par les banques auprès d'elle. Cette fois-ci, une telle mesure est devenue techniquement difficile, ce qui a incité les établissements à immédiatement relever leur TBB. Ce dernier s'applique à 17 % des prêts bancaires, soit 300 milliards de francs, accordés essentiellement aux PME et aux particuliers, le taux des autres 83 % étant indexé sur le taux de l'argent du marché interbancaire, qui a augmenté de près d'un demi-point. Entreprises et particuliers se trouvent donc pénalisés, tout au moins pour le court terme. Les crédits à long terme, en revanche, ne sont pas touchés, l'abaissement du coût de leur financement depuis un an n'étant pas remis en question.

F. R.

Exor et la Société générale sont dispensés d'OPA sur Perrier

Exor et la Société générale sont dispensés de lancer une offre publique d'achat (OPA) sur Perrier. Ainsi en a décidé le Conseil des Bourses de valeurs (CBV), qui leur a accordé une dérogation lundi 23 décembre. Les autorités boursières ont admis les arguments présentés par les deux groupes : le seul du tiers du capital de Perrier a été franchi non pas le 30 mai 1990 comme envisagé par le CBV, mais le 30 septembre 1987. Or, à cette époque, il n'existait pas

de réglementation obligeant à lancer une OPA. Exor et la Société générale, qui ont acquis (entre le 1^{er} janvier et le 31 août 1990) 2 % supplémentaires de Perrier, ne sont pas obligés de lancer d'OPA, ayant déjà le contrôle de fait de la société en disposant de plus de 40 % des voix exprimées aux assemblées générales de Perrier. Le CBV a toutefois « exprimé sa désapprobation » devant le flou entourant jusqu'à présent l'actionnariat du groupe.

M. François Essig chargé d'une expertise sur la délocalisation de l'INPI. M. François Essig, ancien délégué à l'aménagement du territoire et ancien directeur général de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, a été chargé d'une expertise sur la délocalisation de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) prévue à Lille.

« Il n'est pas douteux que cette personnalité est à même de donner un éclairage objectif sur tous les problèmes politiques, financiers et sociaux que pose cette délocalisation », indique l'INPI, dans un communiqué le 20 décembre, qui ajoute que le choix de M. Essig a été fait en accord avec les services du ministère de l'Industrie.

Le fait plus de doute, du moins pour le personnel de La 5, que le responsable du naufrage est celui à qui l'on avait confié la barre. Erreur de navigation ou sabotage soigneusement programmé ? Le ministre de la communication, M. Georges Kléjman, penche pour la seconde hypothèse et s'étonne « qu'un opérateur aussi important que le groupe Hachette, parfaitement conscient des réalités économiques, parfaitement informé du cadre de la réglementation, ait pu, comme par inadvertance, laisser se créer un déficit de 1 milliard et plus, auquel il n'aurait point songé ».

Avant la guerre du Golfe, des signes auraient dû déjà alerter le personnel de la chaîne et la tutelle. D'abord, la volonté de « désharmoniser » : changement de locaux, de génériques, de présentateurs — des millions de francs dépensés pour l'habillage, au détriment du contenu. Puis, la recherche d'une synergie entre les redactions d'Europe 1 — outil choyé parce que faisant partie du bagage — et de La 5 — outil dévoté parce que légué par le prédécesseur. Lors de la fusion des bureaux des correspondants d'Europe 1 (statutaires) et des correspondants de La 5 (ignobles), il était facile de deviner lesquels disparaîtraient lorsqu'on s'apercevait, comme par inadvertance, d'un double emploi. A l'évidence, le « grand nettoyage » actuel était planifié, au moins depuis le début de l'année.

Mais l'opération « Tempête du désert » chambardait ce bel ordonnancement : était-il possible de « reformater », au moment où l'angoisse du public produisait des audiences inégales ? Pour Hachette, l'événement était fort malencontreux. D'autant que l'après-guerre ne permettait pas non plus de mettre en place le

COMMUNICATION

Un point de vue sur la crise de La 5

« Comme par inadvertance »

par Olivier Warin

peloton : exécute-t-on une rédaction qui s'est honorablement comportée sous les Scud ? A moins que...

A moins de discréditer cette rédaction. En criant : « Haro sur les reporters ! », selon un procédé éprouvé outre-Atlantique. Deux reporters de La 5, présents à Bagdad, professionnels reconnus, furent accusés de malversations. Il s'agissait de créer un précédent : les deux reporters, terrorisés par le face-à-face avec une puissance multinationale, cloués au pilori, entraîneraient leurs camarades dans le sillage glissant de la diffamation. Mais la manœuvre échoua du fait de l'inconsistance des « preuves » et la « charrette » fut retardée.

Il fallait donc se résoudre à couler la chaîne, afin qu'une solution type « radeau de la méduse » paraisse inéluctable, voire légitime, aux yeux de tous. Ici, les mots « comme par inadvertance » de

M. Klejman prennent toute leur dimension : récemment encore, La 5 recrutait Michel Cardozo, Denis Vincenti, Marie-Laure Augry... Ces démissions de la finance ne se valaient-ils pas où ils en étaient ?

Le président de la chaîne comptait pourtant faire « passer la pilule ». M. Yves Sabouret convoquant, il y a trois jours, cinq cent soixante seize futurs chômeurs, n'écrit-il pas : « Je serai en mesure de vous expliquer comment nous comptons nous battre, avec votre soutien, pour sauver La 5 et assurer son avenir ». Le « géomètre », une fois de plus, sous-estimait la « castimbanque ». Là où les technocrates ont failli avec leurs bilans, les journalistes réussissent avec leur révolte et l'audience du journal grimpeait... L'analyse glacée des comptes aboutissait à ce paradoxe : l'ingrédient essentiel d'une télévision, c'est son âme ! Son âme, et sa

mémoire. La 5, en sa brève existence, détent un triste record : deux journalistes tués — Vincent Albasini, dans les sables du désert, et Jean-Louis Calderon, sous les charnières d'un char roumain, il y a deux ans, jour pour jour. « Comme par inadvertance », tous deux étaient possédés par la passion de leur métier, par leur foi en La 5. Aujourd'hui, c'est comme s'ils mouraient une deuxième fois. A La 5, il y a une sorte de fatalité : tristes sont les Noëls.

Olivier Warin, grand reporter à La 5 et membre (FO) du comité d'entreprise, a couvert notamment la guerre du Golfe. Sanctionné par la direction de la chaîne pour notes de frais « excessives » pendant son séjour à Bagdad, son financement avait été demandé, mais refusé par l'inspection du travail. Un autre reporter, Jean-François Renoux, licencié pour les mêmes motifs, a cité La 5 devant les prud'hommes.

o Décès de Francis Lara, ancien directeur de l'information à l'AFP. — Francis Lara, directeur de l'information de l'Agence France-Presse (AFP), avant de prendre en 1985 la direction du bureau de l'agence à Rome, est décédé à Paris, dans la nuit du 19 au 20 décembre. Il était âgé de soixante-six ans.

[Né le 3 août 1925 à Paris, licencié en anglais, Francis Lara est entré en 1946 à l'AFP, d'abord au bureau de Londres, puis à Hongkong, à Pékin et à Washington, où il dirige le bureau de l'AFP, de 1960 à 1971. Nommé ensuite à Rio de Janeiro, il revient au siège parisien comme rédacteur en chef en 1978 et est nommé directeur adjoint de l'information trois ans plus tard. En 1983, il est nommé par intérim directeur de l'AFP, M. Henri Figeat. Il rejoint le bureau de Rome en 1985. Ancien de la 2^e DB, Francis Lara était officier de la Légion d'honneur.]

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des

Secteurs de Pointe

ingénieur chargé de l'enregistrement de bord H/F

LE MONDE DES HUMAINES ET L'ESPACE



L'AGENCE SPATIALE EUROPÉENNE RECHERCHE, POUR SON CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE ET DE TECHNOLOGIE SPATIALES (ESTEC) SITUÉ À NOORDWIJK AUX PAYS-BAS, DANS LE DÉPARTEMENT OBSERVATION DE LA TERRE, UN INGÉNIEUR CHARGÉ DE L'ENREGISTREUR DE BORD.

Il suivra et supervisera les activités industrielles nécessaires à l'exécution en temps utile des approvisionnements conformément aux spécifications et plans applicables des enregistreurs de bord des futures plates-formes polaires d'observation de la terre. Il apportera son soutien aux activités d'assemblage, d'intégration et de vérification de la performance des enregistreurs ou niveau satellite, y compris en vol.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme universitaire d'ingénieur en électricité ou en mécanique et avoir une certaine expérience de la conception et de la réalisation d'équipements électroniques de type analogique et numérique ou de mécanismes. Une bonne connaissance de l'anglais ou du français est exigée ; une certaine connaissance de l'autre de ces deux langues est souhaitable.

Les conditions d'emploi sont celles offertes par les Organisations Internationales et comprennent prestations familiales, indemnités d'expatriation et d'installation, système de sécurité sociale et régime de pensions.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé en anglais ou en français et de la référence 16/12 de cette annonce, doivent être adressées au Chef du Personnel, ESTEC Keplerlaan 1, 2201 AZ Noordwijk (ZH) (Pays-Bas).



agence spatiale européenne

36 15 LM

3615 LM vous permet de consulter un mois d'offres d'emploi parues dans *Le Monde*. Les annonces présentes sur 3615 LM sont mises à jour quotidiennement.



EUMETSAT

EUMETSAT, the European Organisation for the Exploitation of Meteorological Satellites, created in 1986 by 16 European Member States is located in Darmstadt, near Frankfurt, Germany.

The organisation is now preparing its future programmes including satellite systems in polar and geostationary orbit and is rapidly increasing its staff. Well qualified candidates (male & female) are invited to apply for the following posts :

- Quality Assurance Engineer

to urgently establish a full Quality Assurance System. This System will be applied to hardware procurement and software development in the areas of satellite flight equipment, satellite ground support equipment, satellite control centres, ground stations and data processing facilities. The Quality Assurance Engineer will have the responsibility to create this system and implement it. In the first instance, on the Meteosat Transition Programme. Within this Programme, a satellite is being procured for launch in 1995 and a complete ground system is being established to support the satellite operations.

This is a highly responsible and critical task, requiring a well qualified Engineer with relevant experience in the European space industry.

- Technical Planning Coordinator

to assist the Head of Technical Department in planning and coordinating of existing and new satellite programmes. This involves in particular preparatory activities relating to the definition and implementation of the programme proposals for the future programmes, assistance in internal management meetings and preparation of budgetary inputs.

The position requires a sound knowledge in management planning applied to Space Programmes.

- Administrative Assistant/Secretary for the Technical Department

to provide administrative and secretarial support which includes international correspondence, preparation of international meetings and other usual secretarial tasks. Excellent secretarial and organisational skills with experience in the use of a PC is mandatory.

Possible candidates for these posts must be nationals of the EUMETSAT Member States (B, DK, E, SF, F, D, GB, GR, IRL, I, NL, N, P, S, CH, T) and should be fluent in one of the official languages of EUMETSAT (English/French) together with a working knowledge of the other language.

Contracts will be awarded for an initial period of four years. The salaries are attractive and in line with other European Organisations.

Applications (CV and covering letter) should be mailed to :

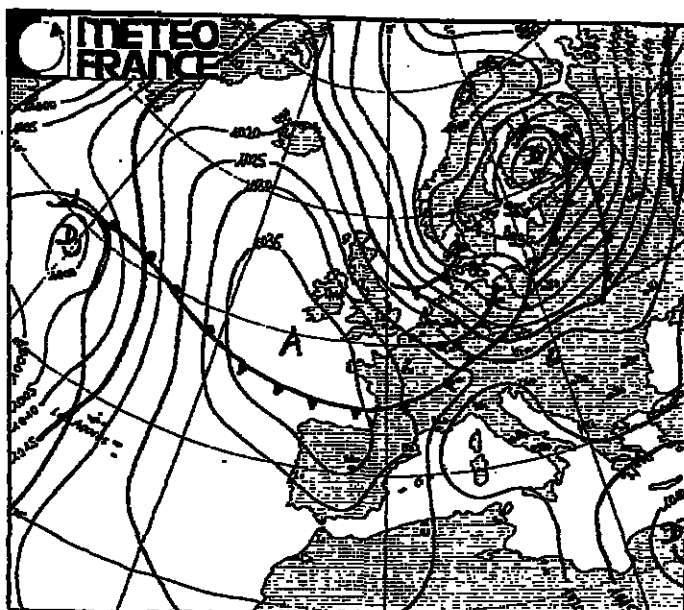
EUMETSAT - Per 141a - Personnel & General Administration Officer
Am Elfengrund 45 - D-6100 Darmstadt-Eberstadt - Germany.

CONTESE

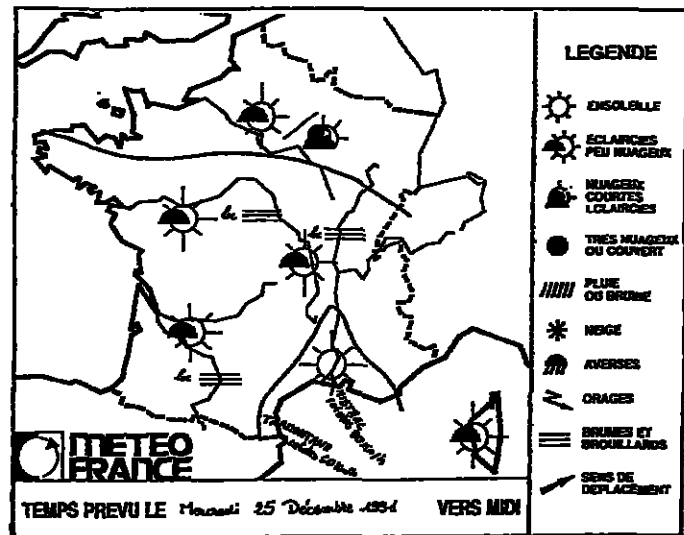
25 150

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 24 DÉCEMBRE 1991 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 25 DÉCEMBRE 1991



Mercredi : soleil et fraîcheur. — Au lever du jour, les brouillards seront nombreux sur l'ensemble du pays. Ils se dissiperont en cours de matinée, laissant la place à un beau soleil d'hiver sur la majeure partie du pays.

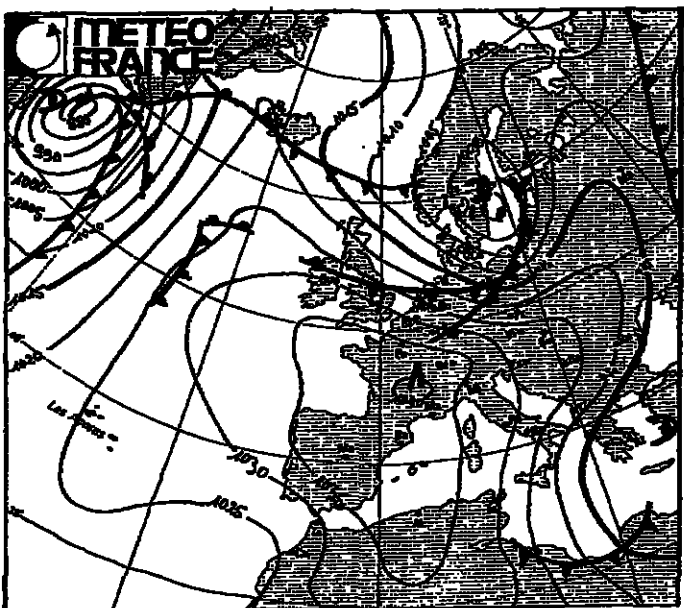
Seules, les régions allant de la Normandie au nord de la Seine jusqu'au nord-est seront affectées par des passages nuageux, avec cependant de belles éclaircies. Le mistral et la tra-

montane souffleront encore à 80 km/h par rafales. En Corse, le soleil sera prédominant.

Les températures minimales seront en baisse. Elles avoisineront 0 à -3 degrés en général, jusqu'à 5 à 7 degrés sur le pourtour méditerranéen.

Les températures maximales ne dépasseront pas 3 à 5 degrés sur le littoral nord. Sur le Sud-Ouest et le Sud-Est, elles iront de 9 à 12 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 26 DÉCEMBRE 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 24-12-91

Valeurs extrêmes relevées entre le 23-12-1991 à 18 heures TU et le 24-12-1991 à 6 heures TU										le 24-12-91		
FRANCE					ÉTRANGER							
ALGER	17	4	C		TOULOUSE	11	6	P	LOS ANGELES	22	13	N
BARCELONE	13	10	C		TUNIS	11	1	D	LUXEMBOURG	9	3	P
BORDEAUX	13	5	D		VAL D'AOSTA	29	16	D	MADRID	18	-2	D
BRESCIA	10	6	D		ALGER	20	5	D	MARSEILLE	20	4	D
BRESCIA	10	6	D		AMSTERDAM	12	4	C	MILAN	11	-7	D
CARIN	13	3	D		ATHENS	10	8	C	MONTREAL	2	-1	C
CHERBOURG	12	4	-		BANGKOK	34	22	D	MOSCOW	1	-1	C
CLERMONT-F	14	5	C		BARCELONE	17	5	D	NEW-YORK	7	4	C
DIJON	10	6	C		BELGRADE	1	-6	D	OSLO	2	-10	D
GRENOBLE	10	4	C		BERLIN	12	4	C	PALMA-DE-MAJ	12	10	D
LYON	12	3	D		BRUXELLES	12	5	C	PARIS	0	-2	D
LYON	11	7	C		LA HAYE	12	14	N	SOVIET-UNION	21	20	D
MARSEILLE	16	11	D		COPENHAGUE	9	3	P	ROME	15	5	D
NANCY	11	4	D		DAKAR	27	22	N	SINGAPOUR	28	25	P
NANTES	13	6	C		DELHI	21	12	C	STOCKHOLM	5	-2	N
NICE	16	6	C		DUBAÏ	29	11	D	SYDNEY	25	15	D
PARIS-MONT	12	6	D		GENEVE	11	5	N	TOYO	14	9	C
PARIS	17	5	P		HONGKONG	29	19	N	TUNIS	18	10	D
PERPIGNAN	20	12	D		ISTANBUL	7	4	C	VARSOVIE	7	3	C
RENNES	14	4	D		JERUSALEM	12	4	D	VENISE	12	8	D
STRASBOURG	14	4	D		LONDRES	14	2	N	VIRGINIE	13	8	D

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

« A pas peur, mémé ! »

La route des sports d'hiver ne sera pas coupée ! Dieu, quelle affaire, il neige en décembre. Mais que fait donc le gouvernement ? L'an dernier à même époque, ce n'était que plaintes et gémissements, la catastrophe, on skiait sur les cailloux, Noël noir. Cette année, cauchemar, plaintes et gémissements, on skie en voiture et en train, Noël blanc. C'est dire, mais cela on le savait déjà, qu'il n'y a plus de saisons.

Du moins plus de saisons pour une société qui a perdu le plus élémentaire sens des intempéries. Car ce qui est arrivé, et que les télévisions ont montré, cette formidable thrombose blanche, autant

dire, qu'à provoquer quelques heures, que les naufragés des routes de montagne ne l'ont pas volé.

Il a neigé, cela arrive. Et même beaucoup, cela arrive aussi. 80 centimètres, 1 mètre, 1,20 mètre, bref la tornade blanche. Le phénomène n'était pas tout à fait passé inaperçu. Et les gens de météo l'avaient dit aux gens de télévision et de radio qui n'avaient dès vendredi pas cessé de l'annoncer, de le répéter, de le clamer. En un mot de le faire savoir. Sur tous les tons, risque d'avalanche, accès difficile, équipements spéciaux, plan rouge.

Seulement voilà : quand c'est

l'heure, c'est l'heure. Quand c'est l'été, c'est l'été. Des milliers, des centaines de milliers d'automobilistes qui n'auraient pas de Meudonville à Meudon-gare sur une rue damée et glissante, se sont attaqués à la montagne. Pensez, ils avaient leurs pneus-clous, leurs pneus-neige, les chaînes achetées à la station-service de l'autoroute.

Reiser, en son temps, avait commis un dessin où l'on voyait un as du volant, véhiculer, à toute allure sur une route mouillée, sa grand-mère terrifiée. Et il ne cessait de lui répéter : « A pas peur, mémé, j'ai mes pneus pleins ». Jusqu'à l'arbre au sortir d'un virage.

A pas peur ! Jusqu'au mur de

neige, masse molle et insurmontable. Les chasse-neige qui n'ont jamais été des chasse-tempête de neige, firent ce qu'ils purent. C'est à dire rien puisque précisément il leur fallait des heures et des heures, à eux aussi pour simplement passer.

C'est ainsi. La montagne n'est pas si domestiquée qu'elle ne finisse par se venger. Certains maîtres de stations de sports d'hiver, fameusement hypocrites, ont renchéri contre les autorités. Les naufragés en ont été quittes pour une peur blanche ou une colère noire. Et pour une rencontre imprévue avec la solidarité montagnarde.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 24 décembre

TF 1

LA GIGALE KANTERBRAU
BONNE ANNÉE
FELIZ AÑO

20.45 Comédie musicale : Le Cadeau de Noël. Avec Dorothée, Ariane, Jacky Corbier, Paul Préboist, Carlos, Patrick Roy, Jean-Pierre Foucault, les Forbans, Laurence Compain, Fabienne Egal, Evelyne Leclercq...
23.55 Présentation des fêtes de la Nativité. 0.00 Messe de minuit. En direct de la Halle Tony-Garnier, à Lyon.

A 2

20.50 Cinéma : Les diamants sont éternels. ■ Film britannique de Guy Hamilton (1971).
22.45 Divertissement : Noyeux Joël, Smailin ! Présenté par Smith et Jean-Luc Delarue.
0.00 Messe de minuit. En direct et en Eurovision de l'église Saint-Martin de Belleville (Savoie).

FR 3

20.45 Dessins animés : Spécial Tex Avery (v.o.).
21.35 Soirée spéciale : Dis monsieur, c'est quoi la paix ? Reportage : Dis monsieur, c'est quoi la paix ? Cris de vérité, Cistricos.
22.55 Journal et Météo.

TF 1

15.15 Cinéma : Les Cinquante-Cinq Jours de Pékin. ■ Film américain de Nicholas Ray (1963).
17.45 Divertissement : Vidéo gag.
18.00 Série : Tarzan.
18.30 Jeu : Une famille en or.
19.00 Feuilleton : Santa Barbara.
19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
19.50 Tirage du Loto (et à 20.40).
20.00 Journal, Tiercé, Tapis vert et Météo.
20.50 Variétés : Soirée soirée.
22.45 Cinéma : Honoré de Marseille. □ Film français de Maurice Regamey (1956).

A 2

15.10 Variétés : La Chance aux chansons.
16.00 Flash d'informations.
16.05 Jeu : Des chiffres et des lettres juniors.
16.25 Magazine : Giga.
17.55 Dessin animé : Tiny Toons.
18.20 Série : Mac Gyver.
19.10 Jeu : Question de charme.
19.40 Divertissement : Caméra indiscreète.
19.59 Journal, Journal du trot et Météo.
20.50 Téléfilm : Les Rituels.
22.25 Magazine : Musiques au cœur.
0.00 Opéra-bouffe : La Belle Héloïse. Opéra-bouffe en trois actes de Jacques Offenbach.

FR 3

16.30 > Les Chemins de la découverte.
18.00 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.30 Jeu : Questions pour un champion spécial juniors.
19.00 De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.00 Un livre, un jour.
20.10 Divertissement : La Classe.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Le Triomphe de Babar. ■ Film d'animation franco-canadien d'Alan Bunce (1990).

1991
BEST OF
LA GRANDE FAMILLE
A 12 H 35 EN CLAIR.
Les moments les plus émouvants, les plus drôles de l'émission La Grande Famille en 1991.
CANAL+
LA TELE PAS COMME LES AUTRES.

21.45 Flash d'informations.
21.50 Cinéma : Les dieux sont tombés sur la tête... la suite. ■ Film botswanais de Jamie Uys (1988).
23.25 Documentaire : Les Grandes Voix noires américaines.

Mercredi 25 décembre

20.45 Magazine : La Marche du siècle. Globe Stories, Alain Bombard, Haroun Tazieff, Roger Frison-Roche, Maurice Herzog, Philippe Poupon...
22.20 Journal et Météo.
22.40 Opéra : Elektra. Opéra de Richard Strauss. Diffusé en simultané et en stéréo sur France-Musique.
0.00 Traverses. Les Derniers Cow-Boys.
0.45 Musique : Cocktail de nuit.

CANAL PLUS

15.30 Téléfilm : Un chant de Noël.
17.15 Documentaire : L'Ours blanc, roi de la banquise.
18.05 Canaille peluche.
En clair jusqu'à 21.00
18.30 Ca cartoon.
18.50 La Top.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.32 Les Fables géométriques.
20.35 Le Journal du cinéma.
21.00 Cinéma : Great Balls of Fire. ■ Film américain de Jim McBride (1989).
22.40 Flash d'informations.
22.50 Cinéma : Le Loup-garou de Londres. ■■ Film britannique de John Landis (1981) (v.o.).

LA 5

14.55 Série : Tant qu'il y aura des bêtes.
15.55 Show Bug's Bunny.
16.25 Téléfilm : Le Mystère de la source.
18.10 Cinéma : Sahara. □ Film américain d'Andrew V. McLaglen (1983).
18.35 Les Géants du music-hall.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Téléfilm : Pour que justice soit faite.
22.35 Magazine : Ciné Cinq nostalgie.
22.40 Cinéma : Le Deuxième Souffle. ■■ Film français de Jean-Pierre Melville (1966).

LA 5

20.45 Cinéma : Polyanna. ■ Film américain de David Swift (1960).
23.15 Magazine : Ciné Cinq.
23.30 Cinéma : Le Vieil Homme et l'Enfant. ■■ Film français de Claude Berni (1966).
1.05 Journal de la nuit.

M 6

20.35 Téléfilm : Lassie, opération sauvetage.
22.30 Divertissement : Les Fous du rire.

LA SEPT

20.45 Portraits d'Alain Cavalier. La Météosibiro.
21.00 > Danse : Le Lac des cygnes.
22.50 Vidéo : El Ring. De Julian Alvarez.
23.05 Documentaire : Opus.
FRANCE-CULTURE
20.30 Le Mage et la Contesse. Mythes et mystification. Le Prince des aigues marines, d'après le conte de Madame Levesque.
22.40 Les Nuits magnétiques. Les grands-parents (1).
0.00 Messe de minuit. En l'église Saint-Thomas d'Aquin à Paris.
1.15 Conte de Noël.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 13 décembre à Coen) : Le Messie, oratorio de Haendel, par l'Ensemble vocal et instrumental Les Arts Rissants, dir. : William Christie.
23.07 Poussières d'étoiles.

1.10 Journal de la nuit.

M 6

14.25 Série : L'Étalon noir.
14.45 Patricia Kaas à Moscou.
16.15 Magazine : Noubia.
16.45 Magazine : Mode 6.
17.15 Magazine : E = M 6.
17.45 Jeu : Zygomusic.
18.10 Série : L'Homme de fer.
19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby Show.
20.35 Téléfilm : Pompier de charme.
22.05 Téléfilm : On a tué sur la Lune.
23.45 Magazine : Vénus.
0.10 Six minutes d'informations.

LA SEPT

17.00 Magazine : Avia de tempête.
18.55 Flash d'informations (et à 20.50).
19.00 Documentaire : Histoire parallèle.
19.55 Cinéma d'animation : Images.
20.00 Cinéma d'animation : L'œil entend, l'oreille voit.
21.00 Le Courrier des téléspectateurs.
21.10 Documentaire : Innisfree.
22.35 Documentaire : Por Primera Vez.
22.45 Documentaire : Bergman par Bergman.
22.55 Cinéma : Les Fraises sauvages. ■■ Film suédois d'Ingmar Bergman (1957).
0.20 Bergman par Bergman.

FRANCE-CULTURE

20.30 Soirée Gospel.
22.40 Les Nuits magnétiques. Les grands-parents (2).
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 6 septembre lors de l'Été de Cannes) : Quatre improvisations pour piano op. 142, de Schubert ; Huit danses slaves pour piano à quatre mains op. 48, de Dvorak.
22.40 Opéra (donné le 20 juillet aux Chorégies d'Orange) : Elektra, opéra en un acte, de R. Strauss. Diffusé en simultané avec FR3.
0.40 Poussières d'étoiles.

BEST OF NULLE PART AILLEURS
A 19 H 30 EN CLAIR.

1991

CANAL+

Le solde positif pour le deuxième mois consécutif

La France enregistre un nouvel excédent commercial en novembre

La France a enregistré en novembre, pour le deuxième mois consécutif, un solde commercial positif. L'excédent est bien plus modeste que celui du mois d'octobre : 533 millions de francs (en données corrigées des variations saisonnières) contre 6,6 milliards, selon les statistiques publiées mardi 24 décembre par la direction des douanes. Mais cette annonce tombe à point nommé, au lendemain de celle d'un relèvement des taux d'intérêt français, dans le sillage de l'Allemagne (le Monde du 24 décembre). Si la croissance économique tarde à repartir, et si les taux d'intérêt montent, le solde commercial, lui, s'améliore.

Bien que plus modeste qu'en octobre, au moins le solde commercial de novembre ne prend pas en compte plusieurs opérations exceptionnelles (dont l'expédition d'un satellite en Guyane) à l'origine de l'excellent résultat du mois précédent. Il convient cependant de noter que le mois dernier les ventes d'Airbus ont été particulièrement élevées : 19 appareils ont été vendus, pour une somme de 5 milliards de francs, contre 13 avions en octobre, et une moyenne de 11 au cours des dix premiers mois de l'année. D'où un solde industriel (y compris matériel militaire) excédentaire de 1,3 milliard en novembre, à comparer avec un déficit mensuel moyen de 3 milliards cette année.

Cette fin d'année 1991 confirme aussi le net redressement de nos échanges avec la CEE : en novembre, un excédent de 2,5 milliards de francs a été enregistré, alors qu'en 1990 le déficit moyen atteignait chaque mois 3,2 milliards de francs. Au sein de la CEE, les échanges franco-allemands sont désormais proches de l'équilibre ; le déficit français a été limité à 300 millions de francs le mois dernier, alors qu'il atteignait chaque mois en moyenne 3,5 milliards en 1990 et 5 milliards l'année précédente.

En revanche, le commerce avec les États-Unis évolue de plus en plus au désavantage de la France, et la chute actuelle du dollar risque d'accroître cette tendance. Un déficit bilatéral de 4,1 milliards a été enregistré en novembre, contre une moyenne mensuelle de 3,9 milliards cette année, 2,8 en 1990, et 1,7 en 1989.

Les résultats du commerce extérieur pour l'ensemble de 1991 ne seront connus que fin janvier. Mais il est d'ores et déjà certain que, grâce à la reprise des exportations vers l'Allemagne (conséquence de la réunification) et plus généralement aux gains de parts de marché de la France, le déficit sera inférieur à 35 milliards, un résultat bien meilleur que celui de 1990 (-49,5 milliards).

BOURSE DE PARIS

Matinée du 24 décembre

Une vigoureuse reprise

La nouvelle année boursière a commencé en fanfare. Mardi 24 décembre, première séance du terme à fin janvier, les valeurs françaises se sont littéralement envolées. Dès l'ouverture, l'indice CAC 40 grimpait d'un coup de 1,71 %. C'est à peine s'il devait un court instant calmer ses ardeurs avant de les renouveler. Aux alentours de 11 heures, son avance atteignait 2,62 %. Bel effort. Il est vrai qu'outre le facteur technique et le brusque flambement de Wall Street les investisseurs ont eu même temps appris que pour la deuxième fois consécutive la balance du commerce extérieur français était excédentaire de 533 millions de francs, pour novembre.

Hausse (entre 8 % et 15 %) de Bafip, Nouvelles Galeries, Erap-Elf.

Mort du compositeur Ernst Krenek

Le compositeur d'origine autrichienne Ernst Krenek est mort le dimanche 22 décembre à Palm Springs (Californie). Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans. Auteur de deux cent quarante œuvres, Ernst Krenek est un amateur de dissonances et de surprises. Ses fugues, austères, tendues, s'achèvent sur un fox-trot. Ses opérettes peuvent cacher des pastiches, comme le *Sau par-dessus les ombres*, en 1924, parodie d'Offenbach et mélange de danses à la mode, ou *Johnny même le jeu*, avec lequel il connaît son plus grand succès en 1927. Entre ces deux divertissements, Krenek a écrit un *Orphée et Eurydice* teinté d'expressionnisme noir. Après 1927, il signe un acte vériste (*Le Dilecteur*), une fétie (*Le Royaume mystérieux*), une grosse force, le *Poids lourd* ou la *Vie d'Oreste*, opéra mêlé de surréalisme et de tragédie grecque.

SOMMAIRE

DÉBATS

Europe : « Un défi aux Eglises », par Paul Valadier ; « Une puissance insaisissable », par Paul Thibaud ; 2

ÉTRANGER

Géorgie : de violents combats se poursuivent à Tbilissi ; 3
Yougoslavie : l'Allemagne reconnaît la Slovénie et la Croatie ; 3
Pologne : le gouvernement de M. Olszowski se donne comme priorité la lutte contre le chômage ; 4
Le Japon revendique un siège de membre permanent au Conseil de sécurité ; 4
La campagne électorale pour les législatives en Algérie ; 5-6
Les perspectives d'accord de paix au Salvador ; 5

POLITIQUE

Le précédent de 1972 souligne les risques d'un référendum sur les accords de Maastricht ; 7
Bibliographies : De Gaulle toujours ; 7

SOCIÉTÉ

M. Marchand annonce une série de mesures pour la police nationale ; 8
Un an ferme et 600 000 F requis contre M. Médéric ; 8
Une banque funéraire vieille de cinq mille ans découverte en Haute-Egypte ; 8
Diagonales, par Bertrand Poirot-Delpech : Lampions de Noël ; 8

SCIENCES • MÉDECINE

« Clio, un nouveau venu, fait son entrée dans le grand bestiaire des sauteurs » ; L'algue qui envahit les fonds marins entre Menton et Toulon menace l'équilibre de la Méditerranée ; 9

terrane • Les nouvelles Merveilles • Mucoviscidose : l'approche génétique ; 10 à 12

CULTURE

Musiques : Arnaud Petit au Centre Georges-Pompidou ; 13
Le bilan du vingtième Festival d'Automne ; 13
Exposition : Objets de terre, d'Antoni Tàpies ; 13

ÉCONOMIE

Une fin d'année décevante pour la Bourse de Paris ; 15
Un accord est signé avec les infirmières libérales et les cliniques ; 15
La Grande-Bretagne confrontée aux réalités de la crise économique ; 16
Le relèvement du taux de base des banques ; 18

COMMUNICATION

Crise de La 5 : « Comme par inadvertance », par Olivier Warin ; 18

Services

Abonnements ; 2
Annonces classées ; 18
Carnet ; 9
Marchés financiers ; 16-17
Météorologie ; 19
Mots croisés ; 9
Radio-Télévision ; 19
Spectacles ; 14

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 24 décembre 1991 a été tiré à 447 937 exemplaires.

Nouvelles révélations sur les pratiques du régime communiste Est-allemand

Des dissidents de l'ex-RDA collaboraient avec la Stasi

M^{me} Vera Wollenberger, députée du Neues Forum (Nouveau Forum) au Bundestag et l'une des figures de proue de l'ancienne dissidence est-allemande, a appris le semaine dernière que son mari, avec lequel elle avait partagé en 1988 un an d'exil à Londres, servait d'informateur à la Stasi. Plusieurs autres personnalités, a priori au-dessus de tout soupçon, ont récemment été accusées d'avoir collaboré avec la police politique du régime communiste.

BERLIN

de notre correspondant

La « scène » intellectuelle de Berlin-Est, que l'on avait longtemps crue à l'abri de tout soupçon, parce que tout le monde s'y connaissait et vivait en totale liberté, apparaît maintenant à la fois infirmée, voire manipulée de l'intérieur. M. Knud Wollenberger n'était pas un grand activiste. Il s'occupait des enfants à la maison pendant que sa femme, très engagée pendant les années 80 dans le mouvement de la paix est-allemande, militait. Que savait-il de ses activités et qu'a-t-il dit à la police secrète ?

Prié au piège de l'appareil policier, ou prisonniers de leur propre déchéance, beaucoup sans doute, parmi les informateurs de la Stasi, s'en tenaient au strict minimum pour n'avoir pas d'ennuis, s'habituant à

leur petite conspiration quotidienne au détriment des êtres les plus chers. M. Wollenberger n'a jamais dévié de sa femme ses activités. Il avait tout d'abord nié les premières rumeurs. Confronté à l'imminence de la publication d'informations sur son mari par le journal de Neues Forum, *Die Andere*, M^{me} Wollenberger a fini par lui avouer la vérité. « Je ne souhaite à personne, pas même à mes ennemis, de vivre ce que j'ai vécu ces derniers jours », écrit-elle dans un long texte publié par *Die Andere*.

Combien de révélations de ce genre

doivent encore dans les archives de la Stasi ? Un office spécialisé, créé par le traité d'unification, et doté de moyens notoirement insuffisants, s'efforce de les classer sous la direction de M. Joachim Gaus, un ancien professeur de Rostock, député du Neues Forum dans le dernier parlement est-allemand.

La Stasi avait engrangé près de six millions de dossiers. Parmi leurs premières victimes célèbres, figurent l'ancien premier ministre chrétien-démocrate, M. Lothar de Maizière, qui a négocié l'unification et n'a jamais pu

se disculper entièrement des doutes pesant sur lui, tout comme le co-fondateur du parti social-démocrate allemand, M. Hans-Jochen Reiche, membre lui-même de l'ancienne police dissidente de Freizügiger Berg, à Berlin-Est.

Plus récemment, les milieux intellectuels est-allemands ont été secoués par les révélations de l'écrivain et chanteur Wolf Biermann à propos du poète Sacha Anderson, une des figures de proue de l'avant-garde littéraire de l'Est. M. Anderson, installé depuis 1986 à Berlin-Ouest, est le co-fondateur de la maison d'édition Galery, spécialiste dans la poésie, créée après la chute du Mur par plusieurs anciennes revues clandestines de Prenzlauer Berg. Il s'était toujours affiché comme disciple de Biermann, dont l'expulsion de RDA, dans les années soixante-dix, avait bouleversé la scène est-allemande.

L'affaire Anderson a divisé les milieux intellectuels de l'Est. Se défendant d'avoir livré des informations qui auraient pu porter atteinte à son entourage, Anderson est au centre d'une polémique sur les compromis acceptables, lorsqu'on vivait à l'Est. Jusqu'où la Stasi pouvait-elle intervenir pour influencer sur le mouvement littéraire dissident ? C'est le problème que pose l'affaire Anderson. Spécialiste des archives de la Stasi, M. Jürgen Fuchs, écrivain, ancien dissident expulsé à l'ouest, accuse M. Anderson d'avoir eu un rôle beaucoup plus important qu'il ne veut bien le dire comme agent de la Stasi.

HENRI DE BRESSON

Des prisonniers contre des devises

Le régime communiste de l'ex-RDA condamnerait des innocents à de lourdes peines dans le seul but de pouvoir les « vendre » à la RFA contre de fortes sommes en devises. Ce stratagème a été révélé, au journal *Bild*, lundi 23 décembre, par M. Walter Priesnitz, chargé en RFA, avant la réunification de l'Allemagne, du dossier du rachat des détenus est-allemands auprès du ministère des relations intra-allemandes. Aujourd'hui secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur, M. Priesnitz affirme : « L'Est produisait des prisonniers à vendre comme une chaîne de montage industrielle. (...) Des gens ont été condamnés pour avoir déposé

une demande d'émigration à l'Ouest ou bien simplement parce qu'ils fréquentaient les églises. (...) Dès que Bonn a décidé d'utiliser la voie diplomatique pour pousser Berlin-Est à mettre un terme à ces pratiques et a refusé de payer, les condamnations d'innocents ont cessé presque du jour au lendemain. »

Ces révélations font suite à de premières informations publiées dimanche par l'hebdomadaire berlinois *Kurier am Sonntag* qui précisait qu'environ 400 personnes ont ainsi été condamnées dans les années 80 à des peines absurdes élevées à la seule fin de servir de monnaie d'échange. — (AFP)

À l'issue de son congrès extraordinaire

Le Parti communiste grec renoue avec le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien

M^{me} Aléka Papariga a été réélue, dimanche 22 décembre, secrétaire générale du parti communiste grec (KKE), à l'issue du 14^e congrès extraordinaire réuni à Athènes, pour réorganiser le parti dans le sens le plus traditionnel et le plus conservateur. M. Harilaos Florakis, ancien secrétaire de 1972 à 1989, tenant des sacro-saints canons du marxisme-léninisme, a été élu président d'honneur de la formation.

ATHÈNES

de notre correspondant

« M. Gorbatchev est un déserteur et un traître » : M^{me} Papariga, la « dame de fer » communiste, élue secrétaire générale du parti en février à l'issue d'un 13^e congrès houleux qui a vu le départ de la tendance rénovatrice du KKE, n'y est pas allée de main morte en ouvrant la semaine dernière les travaux du congrès. Elle a reproché au président de la défunte URSS d'avoir creusé le lit du capitalisme dans son pays : « La perestroïka, a-t-elle dit devant les 716 congressistes, qui a été présentée comme la [la] restructuration politique du socialisme, a été en fait la restauration du plus sauvage (...) capitalisme. » Le KKE, un des partis communistes les plus traditionnels d'Europe occidentale, avec le parti portugais, avait déjà en août justifié le coup d'État contre M. Gorbatchev.

La dirigeante communiste s'est réclamée du « marxisme-léninisme » et de « l'internationalisme prolétarien » en saluant, notamment, la lutte du PC cubain et des PC des anciens pays socialistes « à

qui l'on doit la solidarité communiste internationale ». Pour M^{me} Papariga, « le renversement des régimes socialistes n'a pas apporté le printemps mais un profond hiver à l'humanité ». Les pays des Balkans, du monde arabe et du tiers-monde se trouvent maintenant, a-t-elle affirmé, « à la merci d'un nouvel ordre » dirigé par les États-Unis, la CEE et le Japon. Devant 25 délégations étrangères, elle a lancé un appel à la coopération entre les partis communistes. Les représentants des PC français et portugais ont indiqué qu'on ne pouvait pas, au stade actuel, envisager la création d'une nouvelle internationale communiste.

En ce qui concerne la Grèce, M^{me} Papariga n'apprécie pas du tout la prochaine adhésion de son pays à l'Union de l'Europe occidentale (UEO), qui constitue pour elle « un million de dépendance supplémentaire ». Elle n'aime pas non plus l'union européenne, qui consacrerait en fait « une Europe à deux vitesses » et « marginaliserait davantage la Grèce ».

Sur le plan de la politique intérieure, le leader du KKE a rejeté, dans l'immédiat, toute alliance avec le PASOK (socialiste) de M. Andreas Papandréou et, bien sûr, avec la Coalition de gauche et de progrès où se sont rassemblés les rénovateurs communistes conduits par M^{me} Maria Damanaki. La scission entre conservateurs et rénovateurs, consommée en juin dernier, a affaibli le KKE, qui affiche actuellement 30 000 adhérents contre 50 000 au congrès de février. Sa force politique, autour de 10 % aux élections de 1990, serait tombée, selon les analystes politiques, à moins de 5 %.

DIDIER KUNZ

EN BREF

CHINE : arrestation d'un évêque catholique. — Un évêque catholique chinois nommé par Rome et appartenant à l'église clandestine, dit « du silence », a été arrêté le 11 décembre à Tianjin (Nord-Est), alors que les autorités communistes semblent soucieuses de limiter l'exercice du culte à l'approche de Noël, a-t-on appris le lundi 23 décembre de source religieuse. Paul Li Zhenrong, soixante-douze ans, évêque de Cangzhou (Hebei, Nord-Est), a été arrêté alors qu'il était hospitalisé. Le chirurgien, son épouse, un séminariste proche de l'évêque et un couple catholique qui l'avait hébergé avant son hospitalisation ont également été arrêtés. — (AFP)

ISRAËL : l'affaire Demjanjuk en appel. — La cour suprême d'Israël a repris, lundi 23 décembre, en appel le procès de John Demjanjuk, condamné à mort, pour crimes nazis, après la découverte de documents qui pourraient lui sauver la vie même s'ils ne le lavaient pas de tout soupçon. John Ivan Demjanjuk, soixante et onze ans, avait été condamné en 1988 au terme de quatorze mois d'un procès spectaculaire. Le tribunal l'avait identifié à « Ivan le terrible », le bourreau ukrainien du camp d'extermination de Treblinka (Pologne) pendant la seconde guerre mondiale. Mais la découverte de nouvelles pièces soviétiques et allemandes ont jeté un doute sur sa véritable identité.

PAYS-BAS : expulsion vers Israël de neuf juifs soviétiques. — Trois familles de juifs soviétiques — neuf personnes — ont été expulsées, lundi 23 décembre, des Pays-Bas pour Israël d'où elles étaient venues quelques mois plus tôt, a-t-on indiqué auprès du ministère de la justice néerlandais. Depuis l'été dernier, environ deux cents juifs soviétiques sont arrivés aux Pays-Bas après avoir quitté Israël, d'où ils étaient partis depuis. La semaine dernière, un premier groupe de quarante-trois personnes dans la même situation avait été mis dans un avion à destination de Tel-Aviv (le Monde du 18 décembre). — (AFP)

Camail au raz-de-marée à Saint-Pierre-et-Miquelon. — Appliquant les consignes du plan ORSEC, la moitié des 6 000 habitants de l'archipel français de Saint-Pierre-et-Miquelon, situé à l'est du Canada, a passé la journée du lundi 23 décembre sur les hauteurs. Alertés par un mystérieux « service sismographique de Washington » de l'imminence d'un tsunami (communément appelé raz-de-marée), la préfecture avait conseillé à la population d'éviter les zones côtières et aux navires de regagner le port. Quelques heures plus tard et ne voyant rien venir on vérifia l'authenticité du message arrivé par télécopie.

Jésus

Vierge de

et